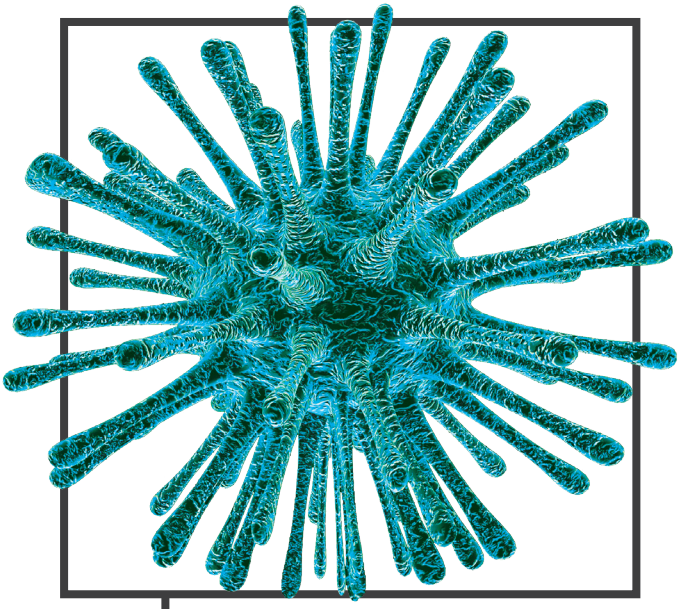
Numéro 3 / 2020 • 75e année

Les questions de société en débat

LA REVUE NOUVELLE



numéro 3

éditorial
Une revue face à la crise

Japon
Attitude ambivalente face à l'immigration

dossier
Covid-19

Bureau de dépôt : 1435 Mont-St-Guibert Massport – P701043

75e année • numéro 3/2020

LA REVUE NOUVELLE

ÉDITORIAL

Une revue face à la crise Renaud Maes **2**

Dossier • Covid-19

Covid-19, la société malade de la mobilité Christophe Mincke **8**

Logistique des pandémies Laurent de Sutter **18**

J'embrasse pas Barbara Sylvain **23**

De l'épidémiologie de la panique Olivier Klein **26**

« Just a mild flu » Renaud Maes **33**

Covid-19, distribution des risques de précarité. Quels enjeux dans le monde du travail ? François Fecteau et Gérald Renier **43**

Ode aux grands anxieux Derek Moss **53**

Vous avez dit « modèle » ? Pierre de Buyl **55**

Des scientifiques dans la tempête Covid-19 José Halloy **60**

Coronavirus : une leçon d'humilité journalistique Arnaud Ruyssen **73**

Le confinement d'Yvan Laurence Rosier **77**

La crise n'est pas que sanitaire Charlotte Maisin, Lotte Damhuis, Alexia Serré **80**

Vers la *coronarécession*… Xavier Dupret **86**

Loin, très loin Thomas Lemaigre **95**

Écrire les malheurs du temps. Réflexions autour des jours de confinement Laurence Rosier **99**

ARTICLE

Immigration : attitude ambivalente des Japonais Mohammed Chourak **105**

ITALIQUE

Nocturnes à la fenêtre Marta Gracia Blanco **112**

Illustration de couverture : Pixabay

Biographie des auteurs en fin de numéro

Une revue face à la crise

Renaud Maes

Ce numéro de *La Revue nouvelle* est exceptionnel à plus d'un titre. Nous qui avons fait de la prise de distance par rapport à l'actualité une marque de fabrique, nous publions un dossier directement lié à « l'évènement » du moment. Alors que nous veillons à ce que la revue soit un projet du collectif des autrices et auteurs de *La Revue nouvelle*, nous avons dû cette fois construire ce dossier « à distance », sans pouvoir réunir le comité de rédaction dans nos locaux. Même le rythme des rubriques a dû être modifié, vu l'afflux exceptionnel de textes que le projet de dossier a suscité. Et, *last but not least*, ce numéro est accessible dans son entièreté gratuitement en ligne.

C'est qu'il nous a paru crucial qu'une revue comme la nôtre puisse apporter à nos lectrices et lecteurs cette « nourriture intellectuelle » que nous évoquions dans l'édito du premier numéro de cette année, pour contribuer à « penser » la crise du Covid-19.

Penser cette crise, cela implique d'articuler une série de points de vue, pas toujours congruents. Nous avons donc demandé aux autrices et auteurs de ce dossier de livrer une analyse personnelle, fondée sur leur domaine de compétences, leur « champ d'expertise ». Que cette analyse se fasse au travers d'un témoignage, d'un billet ou via un article plus réflexif, chaque contribution partage cette spécificité : les autrices et auteurs parlent *depuis leur discipline* et *depuis leur vécu de la crise*. Forcément, l'ensemble part dès lors dans des directions très diverses. Mais pour autant, il se dégage de la lecture du dossier un fil rouge évident : un énorme, un gigantesque besoin de débat public.

La crise que nous vivons nous marque toutes et tous profondément, y compris dans nos corps, dans nos sens, dans nos représentations, dans nos émotions. Cette marque n'est pas anodine, elle n'est pas quelque chose qui s'oubliera vite. Les mesures décrétées par les gouvernements, les encouragements à la « distanciation sociale » viennent heurter nos habitudes, notre besoin d'interactions, d'échanges entre humain·e·s. Dans une société où le lien social est sans cesse plus affaibli par l'inculcation des modèles valorisant l'égoïsme le plus grossier et le calcul d'intérêt personnel permanent, ces mesures viennent encore fragiliser le collectif. Et, d'une certaine manière, révèlent à quel point celui-ci n'est pas qu'une contrainte pour l'individu : il est aussi parfois un refuge, un soutien, un lieu d'accomplissement et surtout de reconnaissance.

Un virus n'a pas de « plan machiavélique », il n'y a pas de « raison ultime » derrière cette épreuve et c'est sans doute quelque chose de très difficile à appréhender pour nous qui cherchons souvent un « sens » à ce qui nous arrive. Y voir, comme certains penseurs à la mode, « un mécanisme de défense du système-terre », c'est tomber dans une mystique bancale. Par contre, il convient de ne pas confondre la « créature » virus et le « fait social » maladie : il est évident que le coronavirus a un effet « révélateur », il met en exergue toute une série de failles de la société que, jusque-là, on arrivait à plus ou moins ignorer. Que ce soit la concurrence entre nations européennes, le sort souvent peu enviable de nos aîné·e·s en maison de repos, l'exacerbation des risques sanitaires liée au sans-abrisme, les inégalités de logement, la médiatisation à outrance d'universitaires « bons clients » en dépit de la qualité scientifique de leurs travaux, la reproduction des inégalités par l'enseignement supérieur… toutes ces « failles » de l'organisation de notre société étaient déjà connues, documentées. Elles se trouvent maintenant amplifiées, leurs conséquences sont grossies à un point tel qu'il devient parfaitement impossible de les ignorer (à moins d'être de mauvaise foi).

Forcément, cela amène la question de « l'après ». Mais pour pouvoir penser cet *après*, il semble indispensable de pouvoir penser ce qui nous arrive. Pour faire sens, cet exercice ne peut être individuel, il ne peut reposer sur une seule discipline, être le fait de quelques experts. Il ne peut être que collectif, participatif, ouvert, bref, il doit être un objet de débat public. C'est dans cette optique que ce dossier se place, c'est ce qui lui donne sa pertinence. On n'y trouvera donc pas de « réponses », de « guides d'action », on y percevra des doutes, parfois des angoisses et beaucoup d'invitations à explorer des hypothèses.

Ce dossier s'ouvre sur une analyse sociologique de Christophe Mincke qui, d'emblée interroge les liens entre nos modes de vie et la crise d'aujourd'hui. À le suivre, cette crise pourrait être l'occasion de prendre conscience de leur cout et, peut-être, de réfléchir collectivement des mobilités sociales et matérielles soutenables.

Le philosophe Laurent de Sutter prolonge cette réflexion, en proposant l'hypothèse que la crise actuelle est avant tout une question de logistique. De la sorte, on peut concevoir le virus comme un « passager clandestin » des flux que nous créons et dont nous dépendons. Chercher un « responsable » à la crise devient ainsi absurde, mais elle pourrait être l'occasion de penser la raison d'être de ces flux et de leur organisation.

Barbara Sylvain propose dans son billet une plongée dans son existence de comédienne confinée. Son témoignage pose la question fondamentale de ce que peut bien représenter la création artistique dans les temps de crise que nous traversons et de ce que nous pouvons faire de nos angoisses…

Olivier Klein offre une analyse de son point de vue de psychologue social de ces angoisses qui nous traversent. Il déconstruit la notion de « panique des foules », abondamment utilisée dans les commentaires politiques et médiatiques, pour poser que les identités collectives peuvent être un ressort essentiel de la lutte contre une pandémie. Bien loin de rendre l'individu plus abruti, le collectif pourrait donc être le lieu par excellence d'élaboration des réponses à cette crise.

Cet enjeu du rôle des individus et du collectif, des rapports entre les deux, est central dans le décryptage que propose Renaud Maes du « choix britannique » en matière de gestion du Covid-19. Se fondant sur les conférences de presse et entretiens des décideurs politiques britanniques, il suggère que derrière l'exception « UK » se dessine une obstination doctrinaire qui interroge notre capacité à « changer de système » après la crise.

François Fecteau et Gérald Renier approfondissent cette réflexion, en interrogeant la capacité du néolibéralisme à « faire face » à la crise. Reprenant les travaux canoniques de sociologie du risque, ils auscultent l'impact sur le monde du travail des différentes mesures et questionnent la réponse syndicale. À les suivre, les syndicats aujourd'hui débordés par la gestion du chômage temporaire et par les mouvements de travailleurs non confinés exposés à des risques pourraient jouer un rôle essentiel dans l'après-crise, pour autant qu'ils tirent les enseignements radicaux de ce qui s'y joue pratiquement.

L'anthropologue Derek Moss se fend d'un billet sous forme d'une ode aux anxieux. Car en ces temps particuliers, sans doute le grand anxieux peut-il (pour une fois) devenir un modèle…

De modèles il est question dans l'article du physicien Pierre de Buyl, mais cette fois de modèles mathématiques. Sa question est simple mais cruciale : que veulent dire les modèles dont les courbes qu'ils produisent inondent les réseaux sociaux. Que peuvent-ils prédire et, surtout, quelles sont leurs limites ?

Les limites de la science face à la crise transparaissent en filigrane du « carnet de bord » d'un autre physicien spécialiste des systèmes complexes, José Halloy. Il offre un point de vue presque au jour le jour sur le début de la crise et sur la réponse des scientifiques divers qui l'étudient. Son témoignage, ce faisant, prend le sens d'un véritable essai de sociologie des sciences, où il est question des limites de la technique, de l'avenir de la recherche et des effets parfois positifs et parfois délétères de la médiatisation des résultats.

Arnaud Ruyssen interroge justement le rôle d'un journaliste face à la pandémie. Son analyse « sur le vif » pointe avec clarté les enjeux déontologiques qu'elle pose et amène à réfléchir à la fois les limites de l'exercice journalistique en période de crise et le rapport de nécessité à l'information qui le caractérise.

Laurence Rosier propose ensuite un billet sous forme de journal d'un confiné. Loin de décrire son confinement, elle s'inquiète de celui de son voisin. Son texte soulève la question cruciale des inégalités face à l'injonction à « rester chez soi ».

L'article de Charlotte Maisin, Lotte Damhuis et Alexia Serré de la cellule recherch'action de la Fédération des services sociaux approfondit et systématise l'étude de cette question. Elles relèvent les conséquences terribles de la pandémie sur les personnes les plus fragilisées de notre société, et les difficultés des services sociaux à pouvoir y répondre.

L'économiste Xavier Dupret décrypte lui aussi les conséquences de la crise, mais du point de vue des marchés. Il suggère que la crise du Covid-19 est finalement plutôt un révélateur des fragilités structurelles de l'économie mondiale qu'un facteur de crise en tant que tel[1]. Dans ce cadre, la fable du « facteur

1 | À ce sujet, voir aussi l'article d'Olivier Derruine sur notre blog « Délits d'initiés » : https://cutt.ly/ItL0MO5.

exogène » qui crée un effondrement lui semble parfaitement infondée. La combattre sera indispensable si l'on veut espérer un changement de système.

Thomas Lemaigre a, à l'occasion du confinement, ouvert un bouquin d'Asimov. Cette (re)découverte l'amène à s'interroger : serons-nous capables de vivre en Solariens… et de réapprendre notre vie ?

Une piste de réponse est peut-être à trouver dans les nombreux journaux intimes et récits d'isolement produits lors des crises que les humain·e·s ont affrontées à diverses époques. La linguiste Laurence Rosier nous propose, en conclusion de ce dossier, un retour historique sur les journaux de guerre. L'analyse diachronique permet ainsi d'isoler les spécificités des journaux de confinement d'aujourd'hui, et de la crise qu'ils décrivent.

Ces quelques textes ne constituent évidemment pas une contribution définitive pour « penser la crise » : il s'agit plutôt des premières pages d'un *work in progress*. Ce travail, qui ne fait que commencer, nous le continuerons bien sûr dans nos colonnes, physiques comme virtuelles. C'est bel et bien un enjeu collectif de construire la réflexion sur ce qui nous arrive… Et dans ce collectif, les lectrices et lecteurs ont un rôle essentiel à jouer. Cet édito introductif ne peut donc que se conclure sur un appel à vos contributions, à vos réflexions.

Dans l'attente de ces retours, chères lectrices et chers lecteurs, nous pensons fort à vous. Portez-vous bien.

Je souhaite souscrire un abonnement

Nom ..... Prénom .....

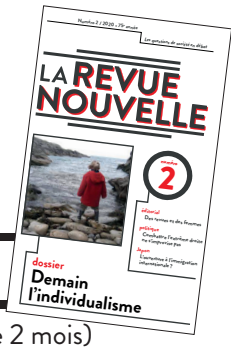
Adresse .....

Code postal ..... Localité .....

Tél. ..... Courriel .....

je désire m'abonner et je verse sur le compte BE79 3100 8279 3933 la somme de

O version papier : 85 €
O version électronique : 65 €
O version papier et électronique : 100 €



Je souhaite offrir un abonnement

(offre réservée aux abonnés, mon abonnement sera prolongé de 2 mois)

Nom-prénom ..... ***offre un abonnement à***

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Localité .....

Tél. ..... Courriel .....

et je verse sur le compte BE79 3100 8279 3933 la somme de

O version papier : 65 €
O version électronique : 50 €
O version papier et électronique : 78 €

Date Signature

* Tarifs valables pour la Belgique ; autres sur demande

www.revuenouvelle.be

rue du Marteau 19 à 1000 Bruxelles – 32-(0)2/640 31 07 – redaction@revuenouvelle.be

Covid-19

Introduction

Covid-19, la société malade de la mobilité

Logistique des pandémies

J'embrasse pas

De l'épidémiologie de la panique

«Just a mild flu»

Covid-19, distribution des risques de précarité. Quels enjeux dans le monde du travail

Ode aux grands anxieux

Vous avez dit « modèle » ?

Des scientifiques dans la tempête Covid-19

Coronavirus : une leçon d'humilité journalistique

Le confinement d'Yvan

La crise n'est pas que sanitaire

Vers la *coronarécession*…

Loin, très loin

Écrire les malheurs du temps. Réflexions autour des jours de confinement

Lotte Damhuis, Pierre de Buyl, Laurent de Sutter, Xavier Dupret, François Fecteau, Olivier Klein, José Halloy, Thomas Lemaigre, Renaud Maes, Charlotte Maisin, Christophe Mincke, Derek Moss, Gérald Renier, Laurence Rosier, Arnaud Ruyssen, Alexia Serré, Barbara Sylvain

Covid-19, la société malade de la mobilité

Christophe Mincke

Pouvons-nous envisager que l'épidémie de Covid-19 à laquelle nous faisons face ne soit qu'une parenthèse sans conséquence et que nous reprenions, sitôt le danger éloigné, la vie que nous menions avant ? Ce pourrait, certes, être une option si nous pouvions considérer que cette crise est sans rapport avec notre mode de vie même. Il semble cependant que nous ne puissions considérer que la propagation du virus qui frappe actuellement nos sociétés soit indépendante de nos pratiques sociales et, notamment, de nos mobilités. Ne devons-nous pas saisir cette occasion pour prendre conscience de leur cout et mener un débat collectif sur les règles qui devraient présider à la mise en place de mobilités sociales et matérielles soutenables ?

Depuis la nuit des temps, l'homme a été confronté à des épidémies. Plus les voies de communication étaient développées, plus les groupes humains étaient importants et plus la proximité quotidienne avec les animaux était intense, plus les épidémies étaient fréquentes, mortelles et géographiquement étendues. Faut-il rappeler la Grande Peste qui traversa la Méditerranée, puis remonta l'Europe, du Sud au Nord ; l'hécatombe mondiale que causa, dès la fin du XVIe siècle, l'importation de la petite vérole en Amérique par les envahisseurs espagnols ou encore les liens entre la grippe espagnole et la Première Guerre mondiale, ses mouvements de troupes et ses concentrations au front et à l'arrière ?

Depuis Hippocrate, au moins, donc bien avant de comprendre les causes des maladies, on savait que la promiscuité et les déplacements assuraient la diffusion de nombreuses maladies. La quarantaine n'est donc pas d'invention récente, pas davantage que le catapultage de cadavres de pestiférés par-dessus les murailles des villes assiégées.

Il n'est dès lors pas étonnant que l'actuelle épidémie se propage le long de nos voies de communication, accompagnant, à toutes les échelles spatiales, les mouvements des populations. Si l'objectif fut, dans un premier temps, d'éviter l'extension du foyer au sein de la Chine, puis l'internationalisation du virus, il est aujourd'hui de protéger

les foyers du monde entier. Chaque mouvement, qu'il soit international ou très local, menace de contaminer de nouveaux lieux et les autorités tentent de compartimenter la société.

Or, jusqu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'a pas été possible de stopper la progression du virus et il semble que l'objectif ne soit plus que de la freiner, pour éviter la submersion des systèmes de santé. En effet, à chaque étape, force a été de constater que le mélange des populations et l'ampleur des déplacements étaient tels que la maladie, qui ne se déclare que plusieurs jours après le début de la contagiosité, était chaque fois déjà sortie du compartiment qu'on s'apprêtait à refermer. Que faire des Européens présents en Asie et désireux de rentrer chez eux ? Et des Belges en vacances en Italie ? Et des travailleurs dont l'entreprise a déclaré un premier cas ?

Nos pratiques de mobilité sont donc au cœur même de la crise, ce qui n'aurait rien de spécifiquement perturbant si nos sociétés n'en avaient pas fait une de leurs valeurs cardinales. Ce qu'interroge cette épidémie, c'est bien la viabilité de notre rapport à la mobilité.

La mobilité, un bien en soi

Les sociétés humaines ont toujours été mobiles. Nous nous représentons souvent les civilisations passées comme statiques, mais, à part quelques groupes isolés, rares sont ceux dont on peut considérer qu'ils sont restés en place et n'ont pas développé des stratégies de mobilité collective. Des populations nomades aux cours itinérantes du Moyen-Âge, des grandes explorations du XIXe aux pèlerinages chrétiens, musulmans ou bouddhistes, des « invasions barbares » au commerce international, l'humain a toujours eu la bougeotte.

Pour autant, il serait abusif de penser que l'homme a toujours bougé de la même manière et, plus encore, qu'il a toujours attribué la même valeur à sa mobilité. Il nous semble à cet égard que nos sociétés occidentales (et les élites mondialisées) ont développé, au cours des dernières décennies, un nouveau rapport à la mobilité, qui en fait un bien en soi. Un rapport que, dans un livre coécrit avec Bertrand Montulet[1], nous nommons « idéal mobilitaire ».

Le règne de la frontière

Pour comprendre l'ampleur de cette mutation, il faut revenir légèrement en arrière, à la période s'étendant du XIXe siècle à la fin des années 1960, à peu de chose près. La façon dont l'espace-temps y était envisagé était fondée sur ce que nous avons appelé la « forme-limite » : un espace structuré au moyen de frontières, un temps pensé comme une alternance de stases et de ruptures.

Au cours de la modernité, la frontière, en effet, a pris une importance particulière pour les sociétés occidentales. C'est ainsi que leurs systèmes politiques se sont organisés autour de la définition d'un territoire propre et exclusif, auquel correspondait une population distincte, une culture et une langue spécifiques, un ordre normatif souverain, etc. L'État-nation en a émergé, en tant qu'empilement de frontières structurant des réalités sociales, politiques, géographiques, culturelles, linguistiques, ethniques, etc. La musique française n'était pas l'allemande, la langue française devait régner sans partage et dans une uniforme pureté sur le territoire national, les nationaux étaient rigidement distingués des étrangers, la souveraineté nationale garantissait le règne exclusif d'un État sur un territoire, et ainsi de suite.

1 | Mincke Chr. et Montulet B., *La Société sans répit. La mobilité comme injonction*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2019.

La frontière, comme on le voit, n'a pas seulement servi à structurer des espaces physiques. Elle a également investi de nombreuses réalités ne relevant pas de ce que nous considérons habituellement comme la spatialité. Le mouvement a du reste largement débordé le cadre de l'État-nation, pour constituer un rapport au monde. Ont également été divisés par des frontières, le vivant en espèces, l'humanité en « races » ou en sexes, les processus productifs en unités d'action au sein d'une chaine de production, etc. À son tour, par exemple, l'opposition radicale entre hommes et femmes entraina la définition d'espaces physiques propres à chaque sexe, de registres de langage, d'habillement, de comportements et d'occupations distincts. À chaque fois, une frontière sépare, isole, distingue, en définissant des critères de discrimination entre intérieur et extérieur. C'est toute une architecture du monde vécu qui se mit ainsi en place, correspondant à ce que Cresswell a appelé une métaphysique sédentaire[2].

Bien entendu, les frontières impliquent une constance. Elles doivent être stables et, lorsqu'elles bougent, ce doit être de manière exceptionnelle. La conquête ou un traité peuvent déplacer celles séparant les États, une réforme législative, celles tracées entre le légal et l'illégal, des procédés similaires s'appliquent à des réformes linguistiques, des révisions du classement d'espèces ou des réorganisations des systèmes productifs et administratifs. Chaque fois, deux ères de stabilité sont séparées par un bref moment de réorganisation.

Dans ce cadre, on appartient d'abord à un lieu — État, ville, classe sociale, groupe ethnique, communauté politique, etc. — et, s'il n'est pas impossible de se déplacer, si la mobilité peut même être encouragée, elle ne peut être qu'un épisode temporaire séparant deux établissements stables. On peut, par exemple, déplacer son domicile, mais il faut déclarer son nouvel établissement, qui fera suite au précédent. Il n'est pas question d'errer sans but ni point de chute. Il en va de même si on veut changer de nationalité, voyager, évoluer dans sa carrière, etc. La mobilité se réalise par la transgression de la frontière qui sépare deux positions stables, positions physiques, sociales, professionnelles, familiales, etc. La mobilité, dans le monde des frontières, est une « mobilité-franchissement ». Bien entendu, certaines restent impossibles, comme entre les sexes, les races ou les classes sociales.

Évidemment, d'autres formes de mobilités existent, mais elles sont illégitimes, ce sont celles des nomades, d'ici ou d'ailleurs, des ouvriers en rupture de ban, des révolutionnaires internationalistes, ou des vagabonds et autres peuples cosmopolites sans attaches claires. Ceux-là sont des figures de l'indignité et du danger, qui appellent des mesures de protection, voire de répression.

Le monde des flux

Progressivement, cependant, nous en sommes arrivés à faire de la mobilité une constante de nos vies, un état naturel, à nous vanter d'être des « nomades numériques », à faire de l'inconstance, de la multiplication des expériences et du mouvement permanent, des vertus. La dignité n'est plus de s'assurer un établissement sûr et légitime, duquel nous pourrons partir un jour pour en gagner un autre, plus enviable. Aujourd'hui, l'idéal est de se déplacer constamment, de saisir toutes les opportunités, de renoncer aux attaches et lourdeurs, de s'adapter aux changements incessants du contexte, de réviser nos positions à chaque instant[3].

2 | Cresswell T., *On the Move: Mobility in the Modern Western World,* New York, Routledge, 2006.

3 | Cette volonté contemporaine de libération de toute attache et de toute lourdeur a notamment été théorisée par Boltanski et Chiapello et par Zygmunt Bauman. Bol-

Les entreprises délocalisent, les travailleurs développent des trajectoires professionnelles plutôt que des carrières, les étudiants découvrent les joies du cosmopolitisme à la sauce Erasmus, nos publicités chantent le bonheur de la mobilité numérique, de la connexion permanente, indépendante de toute localisation précise et la facilité des voyages. Qu'importe de s'établir ? Il faut parcourir !

Comment donc en sommes-nous arrivés là ? Par une érosion des frontières ; sans doute sous l'impulsion d'une accélération du changement propre à la modernité[4] et qui aurait atteint la vitesse de libération ; certainement du fait de ruptures technologiques nous permettant de nous délocaliser, c'est-à-dire d'échapper à la nécessité d'un établissement quelconque ; par suite, incontestablement, d'une conviction que le changement est permanent et que toute constance n'est qu'illusion, nous amenant à amplifier le mouvement global par le nôtre propre. Le temps nous apparait dès lors comme un irrépressible flux : il coule et érode tout, constamment ; si bien qu'il est vain de tenter d'institutionnaliser, de figer, de tracer. À nos yeux, les frontières sont devenues des illusions, toujours dépassées par la réalité, toujours en conflit avec le monde changeant. Elles sont des handicaps dans un monde qui ne récompense que les mobiles, les changeants, les adaptatifs. Ce qui nous semble central ici n'est pas que les frontières aient changé de nature ; que d'objectivement adéquates hier, elles soient devenues rationnellement problématiques aujourd'hui. Ce qui a changé, ce sont avant tout nos représentations du monde et les normes sociales que nous construisons sur leur base.

Les organigrammes complexes aux échelons innombrables, les rôles sexués rigides, les nationalités tranchées, les cultures comme autant de silos, les langues comme ancrages, les appartenances de classe comme indépassables destins, tout cela nous est progressivement apparu illusoire.

La structuration spatiale qui s'est maintenant imposée, c'est celle du réseau, cet entrelacs de relations potentielles, sans bordures claires, toujours interconnecté et variant à chaque instant dans ses configurations. Au diable les empilements de frontières, l'attachement irrémédiable à une terre, une patrie, un peuple, une culture, une ethnie, une race. Le monde est devenu un village qu'il nous appartient de parcourir en tous sens pour tisser des liens. Le réseau se joue du temps qui érode tout, puisqu'il est une structuration mouvante, un écheveau variant constamment. Si les espaces, physiques, sociaux, culturels, linguistiques, idéologiques, etc., sont vus comme autant de réseaux, les positions que nous y occupons varient au gré de leurs mouvements intrinsèques. L'immobilité n'est pas concevable dans un environnement qui varie sans cesse.

Voilà réunies les conditions d'une valorisation de la mobilité pour elle-même. Puisque nos environnements sont mouvants et que l'immobilité est donc impossible, la seule stratégie raisonnable est d'amplifier ses mobilités, afin de surfer sur la vague, de tirer parti de la fluidité du monde. La mobilité devient donc, non seulement quelque chose d'inévitable — une mobilité-dérive —, mais aussi une stratégie payante — une mobilité-kinétique, développée pour elle-même.

Dans ce contexte, la voiture (ma liberté), l'avion *low cost*, les élites cosmopolites, la littérature-monde, la circulation des biens et des services, les marchés mondialisés, la toile d'internet

tanski L. et Chiapello E., *Le Nouvel esprit du capitalisme*, NRF Essais, Paris, Gallimard, 1999 ; Bauman Z., *Liquid Modernity*, Cambridge, UK Malden, MA, Polity Press Blackwell, 2000.

4 | Rosa H., *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte, 2012.

et ses coprésences multiples et instantanées, les télécommunications à bas cout, tout concourt à nous faire penser qu'un monde hyperfluide est possible, un monde dans lequel la mobilité serait toujours possible, sans frictions, sans turbulences et sans effets secondaires[5]. Et, puisqu'il en est ainsi, les immobiles n'ont plus d'excuse pour légitimer leur coupable refus d'entrer dans la farandole mondiale. Voilà la mobilité légitime en soi et l'immobilité condamnée.

Une frénésie tous azimuts

Dans nos sociétés occidentales, a donc émergé un nouvel idéal, celui d'une mobilité constante et parfaitement fluide, un idéal mobilitaire. Celui-ci ne concerne pas, nous l'avons vu, la seule mobilité physique, mais bien un large éventail de pratiques sociales. De l'entreprise à la famille, de la science aux religions, du politique à la justice, des identités individuelles aux identités collectives, c'est quasiment l'ensemble de nos domaines d'activités qui est sommé de se convertir au *bougisme*. Cet idéal se concrétise au travers de quatre impératifs.

L'impératif d'activité impose d'être en permanence sur la brèche. Que ce soit à titre privé ou professionnel, lucratif ou gracieux, il importe de ne jamais cesser. Cette prohibition du temps mort et du repos mène à exiger de tous, de la naissance à la mort, l'entretien d'une activité constante. De la pédagogie active aux séniors actifs, nous sommes comptables des minutes et secondes qui nous sont allouées. Il en découle que la surcharge est le mode légitime de rapport à l'activité : tant les organisations que les individus doivent apporter la preuve qu'ils ne pourraient supporter davantage de pression sans s'effondrer… ce qui, du reste, arrive fréquemment.

L'impératif d'activation exige de chacun qu'il soit au principe de son activité. La règle est celle de la proactivité, de l'initiative, de l'auto (-nomie, -apprentissage, -formation, -évaluation, -financement, -entrepreneuriat, etc.) et non celle de l'obéissance servile à une autorité supérieure. C'est ainsi que le demandeur d'emploi, comme tout allocataire social, est soumis à des politiques d'activation. Il lui est demandé, non seulement d'être disponible pour le marché de l'emploi, mais également de développer des initiatives en tous sens, fussent-elles parfaitement inutiles. Il a à se dédouaner de la suspicion d'immobilisme, figure du mal en contexte mobilitaire.

L'impératif de participation, quant à lui, fixe les modalités de l'activité à développer. Celle-ci doit prendre la forme d'une intégration à des projets, simultanés et successifs, toujours temporaires, qui constituent la modalité normale de coopération. Professionnel, familial, éducatif, pédagogique ou managérial, tout projet fait farine au moulin. C'est ainsi que l'union au sein d'un couple ne prend plus la forme de l'entrée définitive de la femme dans le lignage de son mari, mais celle d'un projet élaboré ensemble et appelé à durer le temps que les partenaires y trouveront un intérêt… avant de constituer ou de rejoindre d'autres projets. La faculté à cumuler et à enchainer les projets est l'épreuve par excellence, celle qui permet à l'individu moderne de prouver sa valeur[6].

L'impératif d'adaptation, enfin, impose la flexibilité. S'il convient d'être actif en permanence, de sa propre initiative et en s'intégrant à des projets multiples, l'adaptabilité devient une vertu cardinale. Il convient de se défaire de ses rigidités et exclusives et de faire preuve d'une souplesse maximale, celle qui permet de trouver sa place dans

5 | Cresswell T., « La mobilité est à la fois le sang vital de la modernité et le virus qui menace de la détruire », Forum Vies Mobiles (blog), 18 mars 2020, https://bit.ly/3ds6B1a.

6 | Boltanski et Chiapello, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, NRF Essais, Paris, Gallimard, 1999.

un maximum de projets. Interdisciplinarité, interculturalité, formation au long de la carrière, réorientations professionnelles, management par objectifs, individualisation des parcours, l'adaptation est omniprésente.

Ces quatre impératifs tracent les contours d'une mobilité obligatoire. S'y conformer amène, en effet, à se déplacer constamment dans de multiples espaces, physiques ou non. La mobilité, autrefois conditionnelle et émancipatrice, est aujourd'hui irrépressible et même obligatoire. Il apparait dès lors d'autant plus nécessaire de réexaminer la relation qu'elle entretient avec la liberté.

Le retour de la limite

Mais voilà qu'au moment où nous pensions nous être libérés des contraintes de l'espace et où nous nous enjoignions mutuellement de nous abimer dans une mobilité exponentielle, des limites viennent se rappeler à notre bon souvenir, au travers de deux crises majeures, bien que d'ampleur et de temporalité différentes.

La première, chronologiquement, dont nous ayons eu conscience, même si cette conscience est sujette à caution, est la crise environnementale et climatique. C'est bien entendu l'ensemble des activités humaines qui mène à la situation actuelle d'extinction de masse, de pollution de la quasi-totalité de notre planète et de réchauffement climatique. Cependant, les usages contemporains de la mobilité y tiennent une responsabilité importante. Qu'il s'agisse de pointer le rôle de l'aviation commerciale, d'interroger les délocalisations et la circulation mondiale des matières premières et des marchandises, de révéler l'impact environnemental considérable de nos appareils mobiles et de notre consommation de données, de dénoncer notre boulimie de ressources ou encore de poser la question de nos déplacements quotidiens automobiles, il apparait que les technologies que nous utilisons pour nous affranchir de l'espace et pour tenter de vivre au quotidien l'idéal mobilitaire ont un cout considérable. Alors que nous rêvions d'un immense réseau instantané, de voyages infinis et de circulation hyperfluide des biens et services, il devient évident que nous devrons, tôt ou tard, faire des choix et tenir compte des limites du monde qui nous héberge.

La deuxième crise d'ampleur est, bien entendu, l'actuelle épidémie de SARS-CoV-2. Le coronavirus qui en est responsable n'était pas le seul candidat à la pandémie : le SARS-CoV avait provoqué l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en 2003, mais était resté confiné en Chine, l'ébolavirus fait régulièrement de nombreuses victimes africaines et diverses épidémies se sont manifestées en Afrique de l'Ouest, faisant plusieurs dizaines de milliers de morts et frappant de temps à autre aux portes de l'Europe. Si on ajoute à cette situation la baisse de la couverture vaccinale et le retour d'épidémies de rougeole, on prend la mesure de la persistance de menaces épidémiques. Certes, elles ne sont pas nouvelles dans l'histoire de l'humanité, mais la rapidité fulgurante de la circulation du SARS-CoV-2 doit beaucoup aux performances de nos systèmes de mobilité.

Bien entendu, nous pourrions nier le caractère structurel du problème et soutenir qu'il s'agit d'un malheureux accident. Il faudrait, pour cela, soit soutenir que la propagation de maladies via les voies de circulation n'est pas une constante, soit affirmer que nous aurons, à l'avenir, face aux prochains virus, parasites ou bactéries émergents, des armes efficaces et déjà prêtes. Il semble assez illusoire de défendre ces positions. En effet, les scientifiques attendaient depuis longtemps l'émergence d'un nouvel agent pathogène et évoquaient la mutation

d'un virus animal devenant transmissible à l'être humain et entre êtres humains. Ce n'était pas là un scénario improbable, puisque bon nombre de maladies humaines ont une origine animale. Nous subissons un coronavirus, mais un virus de grippe aviaire était aussi un bon candidat… et en reste un. Une fois cette pandémie-ci terminée, la menace restera entière, puisqu'il reste une infinité de germes animaux qui pourraient muter et qu'il est impossible de s'en prémunir puisque nous ne savons pas lequel sera le prochain à sortir de son réservoir animal. Bref, nous ne sommes très certainement pas confrontés à un coup de tonnerre dans un ciel bleu et nous ne disposons pas d'un médicament-miracle pour nous prémunir de tous les dangers à venir. Force est de faire preuve de modestie et de reconnaitre notre vulnérabilité.

Le défi change donc de dimension : les difficultés auxquelles nous sommes confrontés sont ce que Cresswell appelle des turbulences : non pas des problèmes extrinsèques, mais bien des conséquences normales et attendues de nos mobilités[7]. Il convient donc de nous interroger sur les coordonnées de notre situation, et notamment sur notre rapport à la mobilité.

Un retour à la mesure ?

La question à laquelle nous sommes confrontés comprend au moins deux volets. Le premier est lié à la possibilité d'un retour à une mobilité mesurée, l'autre à la détermination de l'étendue de cette frugalité.

Légitimer la mobilité

Lorsque la tempête sera passée, que nous aurons (peut-être) des antirétroviraux efficaces, voire un vaccin, que ferons-nous ? Cette crise et l'autre, environnementale, nous inciteront-elles à reconsidérer notre rapport à la mobilité ? Il est certes possible que nous nous agitions de plus belle, bercés par l'illusion qu'il serait plus difficile de changer notre rapport au monde que de surmonter les prochaines crises, voire repris par l'aveuglement au contexte de nos comportements, si caractéristique de nos cultures.

Pourtant, nous pourrions profiter de ces deux crises pour repenser notre rapport au monde. C'est ce que doit permettre une turbulence, lorsqu'elle perturbe notre rapport ordinaire à la mobilité. De la même manière qu'une croissance infinie est intenable dans un monde fini, une mobilité superfluide n'est pas de ce monde. Dès lors, notre degré de mobilité devrait être évalué à l'aune de ce que peut supporter notre environnement, tant social que naturel. Nous pouvons légitimement rêver que, rescapés d'un bouleversement, nous fassions preuve de réflexivité et acceptions de renoncer aux alternatives imbéciles dans lesquelles, souvent, la réflexion s'embourbe, telle celle qui oppose le progrès infini au retour à la bougie et à la traction animale.

Il nous faudrait alors réinventer des légitimations pour les mobilités. Car, au fond, lorsque nous nous sommes extraits d'un univers de sens dans lequel primait l'ancrage et où les mobilités étaient conditionnelles et lourdement contraintes, nous n'avons pas tant modifié qu'aboli les systèmes de légitimation des mobilités. Nous n'avons pas cherché à les rendre plus équitables, plus démocratiques ou plus libéraux, nous les avons déclarés inutiles, la mobilité devenant un bien en soi. Il était désormais superflu de justifier l'une ou l'autre pratique de mobilité : toutes se valaient, toutes étaient bonnes par essence. Prendre l'avion pour passer deux jours à Rome, délocaliser à 10 000 kilomètres la production de biens de consommation courante, stocker en ligne des téraoctets d'information et y accéder quoti-

7 | Cresswell T., *op. cit.*, https://bit.ly/3ds6B1a.

diennement, déplacer 2 tonnes d'aciers pour porter les 80 kilos d'une personne jusqu'à son travail, tout cela allait de soi. C'est de cela qu'il faut nous extraire.

La tâche qui s'annonce est évidemment herculéenne : il faut redéfinir ce qui vaut la peine d'une mobilité. Cela implique bien entendu une réflexion sur les moyens d'action publique dont nous disposons, dans un contexte de libéralisme économique. Quel niveau de mobilité est-il supportable ? Faut-il taxer les déplacements (de personnes, de biens, de services, d'informations) ? Faut-il imposer une comptabilisation des externalités environnementales dans le cout de chaque déplacement ? Faut-il préserver un accès à la mobilité aux plus démunis et, si oui, par quels moyens ? Faut-il, au contraire, interdire, réduire, soumettre à autorisation certaines pratiques ? Comment produire collectivement le changement culturel nécessaire ? Comment, en outre, garantir le respect de la justice sociale dans la (re)distribution d'une mobilité pensée comme une ressource précieuse et limitée ?

Les solutions potentielles sont évidemment innombrables, et leur nombre accroit d'autant la complexité de la tâche qui nous attend. Serons-nous en mesure de faire des choix collectifs raisonnables et efficaces ? Rien n'est moins sûr, d'autant moins que la question est nettement plus vaste que celle de la « décarbonation » de la mobilité. Il ne s'agit pas de n'interroger que la durabilité climatique et environnementale de notre mobilité, mais sa durabilité globale. Il faut y ajouter qu'on ne peut se limiter aux mobilités matérielles ; il faut inclure dans nos réflexions, les mobilités non matérielles auxquelles nous poussent également les impératifs mobilitaires précités

Résister à la tentation du report modal

Il se fait que, lors de la mise en place des mesures de confinement pour tenter de ralentir la propagation du Covid-19, de nombreux appels se sont fait entendre pour que les activités productives et éducatives, notamment, se poursuivent aussi normalement que possible. Se reposant sur l'idée commune que les mobilités physiques sont, de plus en plus, remplaçables par la mise à disposition de ressources en ligne et par les télécommunications, les promoteurs de ce discours rêvent d'un report modal fluide, encore, entre une mobilité physique et d'autres formes de mobilités, notamment non matérielles. Se dévoile ici la plasticité de l'idéal mobilitaire qui, s'il exige une mobilité constante et totale, s'accommode fort bien du report modal entre ses diverses formes. De quoi s'agit-il, au fond, sinon d'une application des impératifs d'adaptation et d'activation : nous sommes sommés de mener à bien les différents projets auxquels nous participons, même dans des circonstances nouvelles et inattendues, puisqu'il suffit de faire preuve de flexibilité, d'examiner les problèmes à frais nouveaux et, bien entendu, de prendre les initiatives appropriées.

Le report, outre qu'il ne règlerait que partiellement les problèmes liés à notre sur-mobilité, notamment parce que le cout environnemental des échanges électroniques est considérable, pourrait être vu comme une occasion ratée. En effet, les crises actuelles devraient être des opportunités de réfléchir collectivement à la spirale de frénésie dans laquelle nous nous sommes engagés. Une fois la part des mobilités matérielles réduite, libérés de la résistance du monde physique (embouteillages, temps de parcours incompressibles, retards de trains, etc.), nous pourrions être invités à une accélération encore accrue de nos rythmes. Car les tech-

nologies visant à libérer notre temps, la plupart du temps, ont pour résultat un accroissement du nombre de tâches que nous nous assignons, et donc une accélération de nos rythmes de vie[8]. Par exemple, les ordinateurs ne nous ont pas remplacés dans certaines tâches pour nous permettre de nous reposer, mais pour nous autoriser à nous lancer dans une spirale de surcharges, via l'allongement de la liste de nos tâches et l'accroissement de l'exigence de rapidité d'exécution. Finalement, ce report justifié par l'environnement et la peur de la contagion pourrait nous précipiter plus avant encore dans la poursuite d'une superfluidité, à la faveur d'une illusion de libération de toute viscosité, de toute résistance, permise par l'évacuation des résistances du monde matériel au profit de l'immédiateté et de la facilité fantasmées du numérique.

Or, il est une troisième crise que, volontairement, nous n'avons pas abordée jusqu'ici. Il s'agit de la crise humaine qui découle de notre abandon des frontières, des constances et des immobilités : l'épuisement. Toujours pressés de donner le meilleur de nous, enjoints de trouver nous-mêmes de nouvelles occasions de bouger, obligés de participer à de multiples projets, sans solution de continuité ni constance, invités à une flexibilité de tous les instants, dans un monde réticulaire en permanente reconfiguration, nous peinons à surnager[9]. Être au bord de l'effondrement personnel est devenu un état normal, tant la surcharge est obligatoire en tant que telle. La pression est devenue si forte et ses conséquences sur les vies, les esprits et la santé si terribles que l'on peut sans difficulté considérer que c'est là une troisième crise qui menace nos sociétés.

Celle-ci doit nous inviter à ne pas nous contenter d'un report modal : il n'y a pas que deux crises en vue, mais bien une multiplicité, à des échelles aussi éloignées que la Terre comme écosystème et les individus. Notre sur-mobilité est, par essence, un déni des limites. On peut donc s'attendre à ce qu'elles se rappellent à nous dans bien des domaines et il peut dès lors apparaitre raisonnable de discuter et d'instaurer consciemment et de façon réfléchie, nos propres bornes. Si l'environnement et les virus nous ont mis au pied du mur, nous ne pouvons nous contenter de régler ces deux seuls problèmes — si tant est que nous le fassions un jour —, mais nous devons prendre conscience de l'ampleur du caractère insoutenable de notre rapport au monde. Lorsque le compte Twitter de la chaine d'info LN24 (@LesNews24) tweete « Le Covid-19 ne laisse pas le choix : il s'agit aujourd'hui d'enseigner autrement, et l'e-learning est la principale ressource disponible pour étudiants, élèves et professeurs », il indique bien que, dans une société pour laquelle l'arrêt des activités à la suite d'une catastrophe est impensable, seul le report modal mobilitaire est concevable. C'est cette restriction de notre pensée qu'il nous faut interroger, car elle nous empêche d'entrevoir comment sortir de l'impasse dans laquelle nous nous sommes engouffrés.

Pour en sortir, il faudra non seulement affronter les questions que posent les crises, mais aussi renoncer aux artifices dont nous usons quotidiennement pour cacher à nos yeux la finitude de notre monde et de nos personnes. Ainsi en va-t-il de l'invocation des solutions technologiques, ce *deus ex machina* qui, dans le scénario bancal de la tragicomédie que nous interprétons, est censé nous sauver *in extremis*. Le Covid-19 ? Vivement le vaccin ! Le réchauffement ? Cherchons l'énergie

8 | Rosa H., *op. cit.*, 2012.
9 | Cette condition a été abordée par Alain Ehrenberg (*La Fatigue d'être Soi : dépression et société*, Paris, O. Jacob, 1998).

propre et infinie, capturons le carbone. L'épuisement des individus ? Inventons des molécules, substituons la machine à l'homme ! Cette providence, bien entendu, n'est qu'un autre nous-mêmes, une version toute-puissante de l'homme, sous la forme d'un *homo technologicus*, par essence illimité. Encore une manière de nier les limites.

L'alternative est désormais la suivante : ou bien l'actuelle pandémie sera une parenthèse et nous verra reprendre de plus belle notre activité frénétique, sous quelque forme que ce soit, ou bien elle sera un choc suffisant pour nous faire nous interroger sur nos choix collectifs, sur les crises actuelles, mais aussi à venir, et sur les manières dont nous pourrions chercher à bâtir un système durable, aux niveaux planétaire, social et individuel. Vit-on jamais une civilisation s'attraper elle-même par les cheveux pour se sauver de la noyade, tel un baron de Münchhausen ? Nous ne pourrions le dire, mais il est certain que personne ne le fera pour nous.

Enfin, il est tout aussi évident que nos systèmes de représentation du monde ne se modifieront pas d'eux-mêmes. Les résistances seront nombreuses et c'est une lutte sociale, un conflit visant à infléchir le cours de nos sociétés auquel il faut s'attendre, qu'il faut appeler de nos vœux. Aujourd'hui, alors que de très nombreux cadres et travailleurs du tertiaire télétravaillent dans le confort de leur logis, sans perte de revenus, d'innombrables petites mains sont soit confinées dans des logements étroits et privées d'une part pourtant bien essentielle de leurs moyens, soit, quand elles sont indispensables aux systèmes permettant l'immobilisation des premiers, contraintes de continuer de s'agiter en tous sens, au risque de leur santé et de leur vie[10]. Là, dans les inégalités en termes de choix de mobilité et de conséquences tant de l'immobilisation que de la mobilisation se donnent à voir les inégalités découlant du fonctionnement de nos sociétés et, dès lors, les coordonnées de luttes de demain : qui peut choisir ses (im)mobilités et qui en paie le prix ?

Le 26 mars 2020

10 | Peugny C., « Cette crise rend visibles ceux qui sont d'ordinaire invisibles », interview de Laure Bretton, *Libération*, 24 mars 2020, https://bit.ly/2UmzF2B.

Logistique des pandémies

Laurent de Sutter

Un réflexe immédiat est la recherche des « responsables » des pandémies. Pourtant, cette recherche est sans doute vaine, voire ridicule. Finalement, la question des pandémies est peut-être si étroitement liée à la logistique qu'elle est indissociable du processus humain de fabrication du monde.

Peste

L'agent Smith[1] était excédé. Cela faisait plusieurs heures, à présent, qu'il interrogeait Morpheus de manière brutale, sans parvenir à le faire craquer. Jamais n'avait-il été aussi proche du but de sa mission : arracher à un être humain qui le connaitrait le moyen d'accéder à Zion, la dernière ville résistante. Il était à deux doigts, pourtant. Mais la volonté de Morpheus se trouvait tout entière maintenue par la conviction qu'il venait de découvrir l'Élu, celui qui, précisément, permettrait à Zion de se soulever contre le règne des machines représentées par Smith. En un geste inattendu, l'agent décida donc de s'adresser au capitaine rebelle de manière directe, privée et il déconnecta son oreillette de la Matrice. « J'aimerais partager une révélation que j'ai éprouvée pendant le temps que j'ai passé ici, lui dit-il après s'être carré sur une chaise. Elle m'est parvenue lorsque j'ai entrepris de classifier votre espèce. J'ai compris que vous n'étiez pas véritablement des mammifères. Tout mammifère, sur cette planète, développe de façon instinctive un équilibre naturel avec son environnement, mais pas vous, les humains. Vous vous installez dans un endroit et vous vous multipliez, vous vous multipliez, jusqu'à ce que toutes les ressources naturelles soient épuisées. La seule manière que vous ayez de survivre est de vous répandre vers un autre lieu. Il y a un autre type d'organisme sur cette planète qui adopte ce comportement. Savez-vous lequel ? Le virus. Les êtres humains sont une maladie, un cancer de cette planète. Vous êtes une peste. Et nous sommes le remède. » C'était un monologue agressif et implacable, qui prétendait témoigner d'une lucidité supérieure, tout en démoralisant son interlocuteur. Bien entendu, il était tout à fait possible de l'écarter d'un revers de la main, comme on le ferait d'un discours trop entendu, d'une caricature comme il s'en dessine de temps à autre du côté des grands misanthropes. Pourtant,

1 | NdR : Les personnages et évènements décrits ici font référence à la trilogie *Matrix* (*Matrix*, 1999, *Matrix Reloaded*, 2003 et *Matrix Revolutions*, 2003), films australo-américains de science-fiction réalisés par Les Wachowski.

l'agent Smith n'avait pas entièrement tort. Si on écartait la rhétorique du mépris, il y avait quelque chose de vrai dans la description d'une humanité possédant plus d'un trait en commun avec les modes d'opération d'un virus. Deux points de son discours, en particulier, rendaient un écho de vérité : celui voulant que ce qui caractérise les êtres humains et les virus soit leur tendance à se déplacer, et celui selon lequel cette tendance soit liée à la gestion des conséquences de leur multiplication sauvage, c'est-à-dire de leur quantité. Un mot synthétisait ces deux points : le mot de « logistique ».

Cohabitation

De fait, toute l'histoire des épidémies repose sur quelque chose comme une communauté de destin : il n'y a de virus que là où les êtres humains se sont organisés pour vivre en groupes plus importants que quelques individus. À partir de ce qu'on continue à appeler « révolution néolithique » (soit vers 9 000-7 000 avant notre ère), de nouvelles techniques d'exploitation des terres les plus fertiles entourant un certain nombre de bassins hydrologiques, comme le delta du Tigre et de l'Euphrate, autorisèrent, en effet, la création des premières installations sédentaires. Composées de quelques familles au départ, celles-ci vont grossir avec le temps et finir par former les premiers villages, les premières villes, les premiers espaces de cohabitation de masse de l'histoire. Or, cette cohabitation n'impliquait pas seulement les humains, elle impliquait aussi toutes les créatures qui accompagnaient leur sédentarisation au nom des exigences de la nourriture, de l'équipement, etc. Les communautés néolithiques étaient donc des communautés qui comptaient autant de non-humains, animaux et végétaux, qu'ils comptaient d'humains, voire davantage si on y ajoutait les populations microscopiques vivant en symbiose avec eux : insectes divers, micro-organismes, bactéries, etc. L'organisation néolithique des communautés constitua la première expérimentation de cohabitation à grande échelle entre espèces, et même régimes, qui n'étaient pas nécessairement faits pour vivre ensemble, ou, en tout cas, pour vivre ensemble de manière pacifique. De façon symptomatique, les premières épidémies de l'histoire remontent aussi à cette période. C'est dès le néolithique que l'on voit apparaitre les traces de disparitions soudaines de villes entières, disparitions dont la seule explication possible est qu'elles sont dues à des attaques brutales de maladies. De fait, la cohabitation étroite avec les non-humains, ainsi que leurs populations parasites, favorisa les échanges inter-espèces, pour le meilleur comme pour le pire, certaines maladies animales se découvrant une affinité pour le milieu biologique humain. Très tôt, donc, le fait que les humains aient découvert des techniques permettant d'assurer un mode de vie plus stable et une exploitation plus efficace de l'environnement conduisit paradoxalement au renforcement d'*autres* types de menaces à sa survie, les virus bénéficiant aussi des résultats des innovations humaines.

Circulation

Mais ce n'est pas tout. À côté de la mise en place d'une écologie nouvelle, dont les effets secondaires n'étaient pas maitrisés par ceux qui s'en voulaient les principaux bénéficiaires, les techniques d'exploitation du monde développées dès le néolithique favorisèrent sa diffusion. Pourvu que certaines ressources fussent présentes (pour l'essentiel, de l'eau), il était possible d'acclimater les technologies et les stratégies développées dans les grands bassins fertiles. Il suffisait pour ça d'en adapter les réseaux logistiques (donc, au début, les premières routes ainsi que les premiers systèmes d'irrigation et de

canalisation de l'eau) au contexte local. Depuis toujours, les humains avaient été nomades : ils connaissaient mieux que personne l'importance de la circulation, de sorte qu'au moment où ils décidèrent de s'installer en un lieu spécifique, ils se contentèrent de renverser le mouvement de celle-ci. Plutôt que passer leur temps à se déplacer, ils organisèrent progressivement les moyens permettant de faire venir les choses à eux, que ce soit l'eau, précisément, ou, plus tard, des céréales, du bétail, des travailleurs, et ainsi de suite. C'est-à-dire que les premiers groupes humains se transformèrent rapidement en *attracteurs logistiques*, en nœuds plus ou moins importants dans un réseau de circulation des êtres et des choses sans lequel la vie locale demeurerait limitée. La croissance des groupes devint conditionnée à l'extension de leur prise sur leur environnement, et donc à leur capacité de se saisir à distance de ce dont ils avaient besoin pour assurer leur subsistance, sans parler de leur développement. Pour pouvoir vivre *ici*, il fallait qu'il y eût aussi de la vie *là-bas*, et que l'une comme l'autre puissent être mises en communication de sorte à se soutenir de manière mutuelle. Comme il fallait s'y attendre, cette extension progressive de la gestion de la vie ne fut pas sans conséquence sur la manière dont les populations parasites des êtres humains y aménagèrent leur place. Avec les matières premières, le bétail ou les commerçants eux-mêmes, les créatures qui avaient fait du microcosme néolithique leur résidence accompagnèrent aussi les méandres des déplacements géographiques. Si les épidémies naquirent de la concentration interespèces organisée par les êtres humains, les pandémies, elles, apparurent avec leur dissémination sur toute la surface de la planète. Elles furent la marque du succès dans la colonisation.

Modernité

Il faut donc dire ceci : il n'y a rien de nouveau dans les pandémies contemporaines. Elles ont accompagné l'histoire de l'humanité comme son ombre portée, ou plutôt comme l'ombre portée des succès, plus ou moins brillants et plus ou moins inconscients, qu'elle a rencontrés sur le chemin de sa propre diffusion. Il serait même possible de dresser une sorte de ligne des pandémies qui servirait de contrepoint à la narration traditionnelle des étapes considérées comme les plus décisives de la conquête humaine de la planète. Les grandes pestes qui ont affecté le monde entier depuis l'époque d'Antonin le Pieux, au IIe siècle de notre ère, portèrent toutes témoignage d'un état spécifique du développement logistique des civilisations qu'elles ravagèrent. Les épidémies de malaria, de fièvre jaune, de typhus, etc., qui balayèrent le continent nord-américain après l'arrivée des Européens, elles aussi, marquèrent le fait qu'il est impossible de penser les maladies en dehors de la fabrique du monde humain. En clôturant le globe sur lui-même, les explorateurs contribuèrent aussi à finir de boucler les voies de circulation des créatures qui les accompagnaient, qu'il s'agisse des cochons, des lapins et des chevaux, de toute une série de plantes, comme la canne à sucre ou, bien entendu, des bactéries et des virus. Les pandémies de l'âge industriel, de ce point de vue, ne changèrent pas grand-chose : elles se contentèrent de se déployer dans un contexte où les connexions logistiques étaient plus nombreuses et où la concentration humaine avait atteint un point de non-retour. Avec la modernité, les pandémies devinrent véritablement des pandémies au sens où il n'était plus aucun coin du globe qui pouvait prétendre s'excepter du réseau de connexions permettant la circulation des choses et des êtres. Mais, du point de vue de leur nature, le

développement industriel et la mondialisation ne transformèrent pas les conditions de la cohabitation entre les humains et leurs parasites ; les pandémies étaient inscrites dans le fait que les humains ne peuvent pas vivre seuls, et que certaines formes de vie profitent de cette impossibilité de la solitude pour pouvoir exister aussi. Partout où la logistique permettra la multiplication des êtres humains, il y aura des créatures susceptibles d'en profiter ; et plus cette logistique rendra possible la survie d'un grand nombre d'individus, plus ils seront susceptibles d'abriter cela même qui est le mieux capable de les détruire.

Monde

Lorsque Martin Heidegger se permit sa célèbre remarque voulant que les animaux fussent « pauvres en monde », il se trompait donc deux fois : non seulement les animaux ont-ils un monde, mais ce monde, pour une grande partie d'entre eux, n'est autre que celui que nous avons fabriqué. C'est là une grande leçon des discussions relatives à la question de savoir si nous sommes entrés dans l'Anthropocène ou non : nous découvrons soudain qu'un monde n'est jamais donné, mais toujours fait. Toutes les activités auxquelles se sont livrés les êtres humains n'ont pas eu d'autre but que la constitution de quelque chose comme un monde, un espace vivable, à la surface d'une planète dont il n'était pas acquis qu'elle fût habitable. Il se fait juste qu'un tel monde ne se construit pas tout à fait seul. Pour qu'il y ait monde, il faut la collaboration d'un nombre considérable d'êtres, certains agissant de manière plus ou moins invitée et d'autres en sous-main. Parler de logistique, c'est parler de l'ensemble des conditions au nom desquelles il y a un monde, et donc aussi des conséquences que l'application de ces conditions à la vie des humains implique en termes d'invités indésirables. Nous ne sommes pas seuls au monde ; le fait même qu'il y ait un monde implique la cohabitation avec des myriades d'autres êtres, depuis les morceaux de roche excavés dans les mines jusqu'aux micro-organismes synthétisant l'oxygène ou filtrant les rayons du soleil dans l'atmosphère. La force exorbitante des êtres humains, s'il y en a une, n'a donc consisté qu'à imposer une note dominante, une règle d'ordre, au monde dans lequel ils avaient embarqué les autres, non sans qu'ils l'adaptent ensuite à leur sauce. Car c'est le fait de toute cohabitation d'altérer ce avec quoi on cohabite, de contribuer à modifier le *design* du monde fabriqué par ceux chez qui on s'invite. Dans le cas des pandémies, cette altération peut être mortelle pour toute une série d'individus ; pour les autres, elle constitue plutôt une manière de tirer les ultimes conséquences des facilités offertes, jusqu'à ce que, par une réaction de défense, celles-ci soient fermées. Il serait stupide de croire que nous pourrions l'empêcher, que nous serions capables de décider de l'accès au monde comme nous prétendons décider de l'accès de telle ou telle catégorie de personnes sur le territoire de telle ou telle nation. Dans un monde, fermer une porte équivaut toujours à ouvrir une fenêtre.

Faute

Une conclusion essentielle doit être tirée de tout ceci, une conclusion radicalement opposée à celle que l'agent Smith voulait faire comprendre à Morpheus afin de le démoraliser. Cette conclusion, ce serait celle voulant que, dans l'histoire des pandémies, et en particulier dans son volet contemporain, il serait possible de désigner des fautifs, des responsables, des individus à blâmer. Les candidats sont nombreux, pourtant : du capitalisme industriel à la gestion néolibérale des populations, en passant par l'Occident colonisateur ou la psyché anthropocentriste des humains,

ils n'ont pas manqué de recevoir l'attention des critiques de tous horizons. Mais il n'y a rien de plus ridicule, de plus absurde, que ce réflexe critique. De la même manière qu'un virus ne possède aucune raison morale d'en vouloir à celui ou celle qu'il abat, personne n'est responsable de l'état du monde que nous contribuons tous à construire, pour notre plus grand bénéfice et celui d'une série d'autres espèces. En réalité, le fait même que le monde soit fabriqué, soit le résultat de nos soins aussi jaloux qu'incompétents, devrait susciter chez nous un réflexe paradoxal de solidarité vis-à-vis des passagers clandestins de la vie que nous avons organisée. Dans le monde tel que nous l'avons conçu, il est, en effet, devenu difficile de distinguer ce qui est virus et ce qui ne l'est pas, ce qui est parasite et ce qui ne l'est pas, ce dont l'infrastructure logistique du monde est le soutien ou pas. S'il est indéniable qu'un grand nombre de paramètres relatifs à la concentration et à l'extension logistique de l'humanité sur la planète Terre pourraient être mieux gérés, cette gestion n'est pas une question de projet politique ou économique. Elle est une question de projet cosmologique, voire *cosmologistique*. Les routes, canaux, ponts, rails, tunnels, câbles, tuyaux, conduites, pipelines qui recouvrent la planète de leurs réseaux sont par définition des systèmes de circulation sans lesquels il n'y aurait pas de vie du tout — à proprement parler, ils *sont* la vie, parce qu'ils sont le monde. Tout l'enjeu, pour ceux qui souhaiteraient maitriser davantage le flux d'indésirables, consiste donc à commencer par mesurer à quel point, davantage que n'importe quelle forme de discours ou d'idéologie, c'est d'eux que, tous ensemble, nous dépendons. Nous ne pourrons jamais nous défaire de cet ensemble aux frontières floues, mais nous pouvons au moins en apprendre la raison d'être.

J'embrasse pas

Barbara Sylvain

J'embrasse pas, promis.

Je confine. Comme 3 milliards d'individus sur cette planète, soit près de la moitié de la population de la Terre. Jour après jour, nuit après nuit. Je me confine, tu te confines, il/elle se confine, nous nous confinons, vous vous confinez, ils/elles se confinent. Chez nous. Quand on en a un de chez nous. Et déjà s'affiche, cruelle, l'inégalité qui ne cesse de se répercuter comme des dominos. Jardin, terrasse ou balcon ? Maison ou appartement, trois chambres ou moins ? Ou pas ? Ou… *rien* ! Oui, rien pour beaucoup trop de monde encore. Des voisins, des amis, un amour, des enfants, du boulot ou pas, ou plus du tout, perdu ?

C'est tombé comme un couperet et pourtant je m'en doutais lorsque, incrédule, je regardais au travers de mon petit écran l'Asie masquée et frappée par cet étrange virus : Wuhan, Pékin, Hong Kong, Séoul…

Et nous, dans notre grande naïveté — #orgueil — nous pensions peut-être voir ce poison pris dans les filets de notre bonne vieille Europe. Un peu comme Tchernobyl avec ses nuages radioactifs méga puissants bloqués aux portes de nos frontières infranchissables. J'ai toujours été sidérée par cette histoire, mais quelle est cette idée si arrogante de nous faire croire que nous sommes indestructibles ?

Même l'Organisation mondiale de la santé devant la propagation dévastatrice de ce virus, dont tous les journalistes à la radio écorchent le nom — vous avez remarqué ? — avait décidé jusqu'à il y a peu qu'il était encore « trop tôt » pour décréter qu'il s'agissait d'une urgence de santé publique de portée internationale.

Pourtant, le 16 mars, d'un coup, d'un seul, tout s'est arrêté. C'est devenu très vite très concret pour moi et pour beaucoup d'autres. Mes projets artistiques ont stoppé net et les dates de spectacles s'annulent. Les théâtres ferment, tout comme les bibliothèques, les cinémas, les musées, les restaurants, les boutiques. Voilà. Il aura fallu ça pour que l'on s'arrête. Un petit virus coiffé d'une couronne d'épines ravage le monde.

Changement radical, suspension du temps, nos vies s'arrangent et nos appartements se rangent. Je nettoie et j'aseptise / le microbe ne viendra pas chez moi.

Promis. J'embrasse pas.

Et après ? Ben… c'est-à-dire que là tu vois… Je ne sais pas… Je ne sais vraiment pas comment… Enfin… Je cale. Même pour écrire cet article, je cale. Jour après jour de moins en moins de choses ont d'importance, comme si ce qui nous arrive aujourd'hui est tellement fort qu'il faut un peu de distance et de silence pour mettre de l'ordre dans mes pensées. Et pour ça je dois faire place nette. Frénésie de rangement… Je

trie mes vêtements, mes papiers, mes photos, mes revues, mes cartes postales. Je tombe nez à nez avec une carte de vœux 2020 représentant un astronaute qui tient au bout d'un fil un ballon en forme de croissant de lune. Derrière lui, une forêt de grands sapins dont les cimes sont encore dans la brume où il est écrit « Une nouvelle année pleine de surprises ». Jolie prédiction. Je distingue déjà le superflu de l'essentiel. Oui, c'est vrai j'ai perdu pas mal de boulot et oui c'est vrai je ne sais vraiment pas comment nous allons nous dépêtrer de tout ce grand, très grand foutoir. Et en même temps il y a comme un soulagement. Soulagée d'arrêter cette course frénétique qui n'avait de cesse de me sortir de moi-même. Je tremble. Il se passe quelque chose d'étrange, je le sens. Grosse époque ! Nous vivons un moment surréaliste et sans concession.

Un ami m'a raconté (au téléphone) que le 12 janvier 2020 avait eu lieu la fameuse conjonction Saturne/Pluton en Capricorne. C'est énorme, m'a-t-il dit, sur un ton que j'ai pris très au sérieux et qui m'a fait imaginer le pire. Ce sont des planètes très lentes qui mettent longtemps à faire le tour du soleil et quand elles se croisent c'est terrible. Après le foisonnement jupitérien, l'austérité des saturnales a frappé et fort. Pour preuve, en 1518, ce même rendez-vous avait eu lieu au sommet des astres, il en a résulté de grands bouleversements sociopolitiques et religieux avec, entre autres, l'excommunication de Luther et sa mise au ban de l'Empire, la Réforme suivie de l'Inquisition ou encore la destruction des empires maya et aztèque. Ce n'est pas rien quand même !

Oui, il se passe quelque chose de fort.

Le monde se reçoit un jet de vitriol en pleine face. Son effet corrosif met à nu les imperfections criantes dénoncées depuis si longtemps. Vous avez entendu, vous, ce fracas ? Moi oui. Je la vois la fonte de la banquise et les îles de plastique. C'est flagrant sauf pour ceux qui dirigent ce monde ou croient le diriger. Ceux-là n'entendent rien des lois de la nature. Ignorance tragique qui nous mène à bien des catastrophes.

Courir toujours plus vite malgré la montée des eaux et la Terre qui se dérobe sous nos pieds, courir encore malgré les tsunamis, les sècheresses, les feux de forêts, les inondations, les exodes et les guerres. Et quand la machine s'enraie, ce ne sont pourtant pas ceux-là qui sont en première ligne, mais bien les plus « petits », ceux qui gagnent si mal leur vie en travaillant pourtant si dur ! Ce sont eux qui sont au front pour colmater les brèches et prendre soin des autres. Leurs cris désespérés pour de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires sonnent aujourd'hui si tristement à mes oreilles.

Et moi ? Je fais quoi ? Je tourne comme un lion en cage. Je suis partagée entre la volonté d'agir et un immense sentiment d'impuissance, mon corps balance entre latence et urgence. Troubles.

Je pourrais peut-être faire comme la romancière Valérie Manteau qui découpe des banderoles dans ses rideaux pour y inscrire des revendications qu'elle pend à ses fenêtres : *« on est là, même si ya le corona, on est là, soutien aux soignants pour l'hôpital + d'argent ».*

Oui, c'est une bonne idée, mais j'ai tout à coup un doute quand je vois devant chez moi les gens faire la queue chez le boucher. Le mètre cinquante est scrupuleusement respecté. On tient bon et on bouffe. Et on compte aussi. On compte beaucoup en ce moment. Les jours, les euros, les masques, les pays confinés, les malades, les guéris et les morts. J'ai la tête dans les calculs et je scrute les courbes graphiques du journal *Le Monde* qui s'affichent « en live » pour montrer la progression vertigineuse du vilain. Insupportable pic de contagion !

J'embrasse pas. Promis. *Social distancing.* Repli chez soi, à l'intérieur de soi.

Et maintenant alors ? Je fais quoi ? J'ai les yeux collés sur mon écran. Sur la toile internet, j'ai le choix : je peux danser avec une chaise sur une chorégraphie d'Anne Theresa de Keersmaker, écouter des conseils bouddhistes, apprendre une nouvelle technique de Chi gong, lire des poèmes de Bukowski allongée sur mon lit, étudier un tutoriel pour confectionner des masques de protection à partir d'un bonnet de soutien-gorge — j'avoue que je n'y aurais pas pensé —, regarder en boucle Fred Astaire et Ginger Rogers danser dans *Smoke gets in your eyes*. Délicieux petits bruits de leurs talons qui frappent avec grâce le sol du dancing. Collés serrés l'un contre l'autre, la tête de Ginger sur l'épaule de Fred, ils sourient naïfs et confiants dans un avenir joyeux et prometteur où la neige tombe encore à Noël. *My oh my, that was lovely !*, s'écrie Ginger en s'affalant dans un fauteuil.

Et je lâche. Ma tête se vide de toutes ces peurs. Je fais des pauses et m'astreins à ne lire qu'un article de presse par jour pas plus. J'arrête de faire bonne figure derrière mon écran et prends aussi des distances avec mon ordinateur.

Regarder le ciel et les nuages qui passent. Il en passera tant d'autres et nous aussi.

Voir les bourgeons de ma plante éclore avec une force constante.

Écouter les feuilles qui bruissent dans la cour d'à côté, la conversation téléphonique de ma voisine au balcon. Et mon chat, toujours lové et groggy dans le canapé, étourdi par la chaleur du soleil, il semble me dire « moi, tu sais le confinement je connais, c'est pas si terrible que ça ! ».

Ma cervelle prend de l'espace.

Lâcher c'est si bon.

Ne plus regarder l'heure. Juste l'inclinaison du soleil, heureusement il est là.

Je me plonge dans les livres qui ont échappé au tri, comme à chaque fois, et me baigne dans les mots des autres. Ils me permettent d'absorber les chocs.

Je relis Goliarda Sapienza qui, dans *L'Université de Rebibbia,* retrace le récit de son séjour passé dans la plus grande prison de femmes en Italie à la suite d'un vol de bijoux. Expérience salutaire qu'elle transforme en un véritable moment de grâce et de liberté. Je ne peux m'empêcher de faire le parallèle avec le confinement que nous vivons aujourd'hui. Comment trouver cette liberté pour penser autrement et à autre chose ? Comment profiter de ce temps pour écrire et créer ? Je veux rester debout, les yeux grands ouverts pour vivre pleinement ce grand retournement.

Penser au renouveau me donne de l'air. Les initiatives populaires et solidaires me réconfortent. Je veux croire que nous ne manquerons pas d'idées pour redresser la barre.

Je me souviens alors de cette vidéo où l'on voit cette chanteuse italienne penchée à son balcon, son petit garçon à ses côtés tenant à bout de bras l'enceinte diffusant la musique de la Traviata. Elle chante à plein poumons avec tant d'amour et de joie. Je chavire. On ne se privera pas de ces merveilles.

De l'épidémiologie de la panique

Olivier Klein

La notion de « panique collective » peut être interrogée en relation avec l'épidémie de Covid-19 en Europe. Cette interprétation de comportements « irrationnels » observés lors de cet évènement s'ancre dans une vision aujourd'hui dépassée de la « psychologie des foules ». Je propose une perspective alternative inspirée par des travaux récents en psychologie sociale sur les réactions collectives en situation d'urgence.

Au moment où j'écris ces lignes, le Covid-19 semble constituer une menace sérieuse sur notre système de santé. Chaque journée compte dans la lutte contre la contagion qui progresse de façon exponentielle. Cette épidémie s'apparente donc, semble-t-il, à une situation d'urgence, impliquant une menace importante et immédiate sur la collectivité. Comment les gens réagissent-ils dans des situations aussi graves ? Pensons, par exemple, à un lieu public, où a eu lieu un attentat terroriste, à une éruption volcanique aux abords d'une métropole ou à l'annonce de l'insolvabilité d'une banque. Dans ces cas de figure, le terme qui vient souvent à l'esprit est celui de « panique ». Soudain, la rationalité et l'esprit critique des membres du groupe seraient débordés par une émotion insurmontable menant à des comportements irrationnels, comme on le voit en ce moment dans les grandes surfaces où les gens se ruent sur du papier hygiénique ou des pâtes. Cette image est présente aujourd'hui dans les médias et dans les discours politiques : l'incertitude suscitée par l'arrivée fulgurante du virus nous amènerait à nous comporter comme des poulets décapités, courant dans tous les sens. On nous dit qu'il faut absolument « éviter la panique[1] » et on analyse les comportements de stockage, d'achat de masques, d'évitement de personnes « suspectes » dans des lieux publics comme révélateurs d'un tel phénomène[2].

L'objet de cet article est d'interroger cette lecture, ses conséquences sur le public et de proposer une vision alternative, fondée en grande partie sur les travaux de psychologues sociaux britanniques qui ont abondamment étudié les réactions des « foules » en situation d'urgence.

Tout d'abord, qu'entendre par « panique » ? Ce terme doit être distingué de la notion de peur. La peur est une émotion éveillée par une menace clairement

1 | Par exemple Maggie De Block dans *Le Soir* du 25 février 2020 : « Il faut éviter les réflexes de panique et les mesures disproportionnées », https://bit.ly/2WIGBsg.
2 | Par exemple, *Le Figaro*, 9 mars 2020, https://bit.ly/2xooJIR.

identifiable, réelle ou perçue comme telle. C'est une émotion qui nous aide à y faire face et qui prépare notre corps (en ce compris notre appareil cognitif) à l'affronter. Il est rationnel d'avoir peur par rapport à une menace. L'anxiété se distingue quant à elle de la peur car elle fait référence à un danger qui n'est pas clairement identifié. Il serait à cet égard légitime de parler d'anxiété par rapport aux sentiments qu'éveille le Covid -19. Au moment où j'écris ces lignes, la nature du danger qu'il fait peser sur chacun d'entre nous est loin d'être évidente.

En revanche, la panique est une sensation de peur soudaine, cette émotion prenant le pas sur un raisonnement réfléchi et donnant lieu souvent à un comportement de fuite ou d'évitement et, surtout, une absence de préoccupation pour autrui[3]. Or, en ce qui concerne l'épidémie de Covid-19, pour la plupart des gens, on ne peut pas parler d'une peur « soudaine » : l'arrivée du coronavirus en Europe était anticipée depuis plus d'un mois. Que les réponses par rapport à celui-ci ne soient pas nécessairement rationnelles ne signifie pas qu'il s'agisse de panique. En réalité, ce terme est souvent employé à postériori pour caractériser un comportement qui, au moment des faits, était parfaitement rationnel eu égard aux informations disponibles.

L'idée de la « panique collective » est fortement ancrée dans les représentations sociales. Elle repose sur la croyance que les individus ne sont plus aussi rationnels une fois en groupe que s'ils étaient seuls. L'idée a été formalisée par le psychologue et sociologue français Gustave Le Bon (1841-1931). Dans sa *Psychologie des foules*[4] (1895), encore un bestseller aujourd'hui, il postulait que, rassemblés, les individus perdaient la capacité à se contrôler individuellement. La personnalité individuelle de chacun s'évanouirait, pour céder la place à des pulsions incontrôlables. C'est une idée qui inspirera ultérieurement Freud[5]. Par ailleurs, dans la foule, sentiments et actes seraient « contagieux ». Enfin, les foules seraient hautement suggestibles « à ce point que l'individu sacrifie très facilement son intérêt personnel à l'intérêt collectif » (p. 21). Dans l'approche lebonienne, seule la présence d'un meneur permettrait de canaliser le comportement de la foule qui se soumettrait béatement à lui. Sans lui, chacun serait animé par des passions individuelles, souvent immorales ou/et agressives, donnant lieu à un chaos généralisé. La panique semble donc correspondre à un comportement de foule sans meneur. Conservateur, Le Bon était guidé par la volonté de contrôler les masses prolétariennes qui avaient fait chanceler la République lors de la Commune de Paris. Il fut félicité par Mussolini pour son « œuvre » qui, selon certains, a inspiré de nombreux dirigeants politiques au XXe siècle. Hitler le cite abondamment dans *Mein Kampf*, et il s'en inspirera[6].

Le comportement des « foules » éveille un intérêt particulier dans des situations de crise ou d'urgence. Le potentiel qu'ont les groupes de perturber l'ordre social devient alors un enjeu particulier.

Avant de poursuivre, il est légitime de se demander si on peut parler de « comportement de foule » à propos des réactions au coronavirus (qui, n'impliquent, et pour cause, pas de rassemblement physique collectif). Remarquons tout d'abord que, si Le Bon étudie des foules « classiques », regrou-

3 | Auf der Heide E. (2004), « Common misconceptions about disasters : panic, the "disaster syndrome" and looting », dans O'Leary M. (sous la dir.), *The First 72 Hours : A Community Approach to Disaster Preparedness*. Lincoln, NE, Universe Publishing. p. 340-80.

4 | Le Bon G. (1895), *Psychologie des foules*, Paris, Alcan.

5 | Freud S. (2010), *Psychologie des masses et analyse du moi*, Paris, Quadrige/PUF.

6 | Courtois S. (2018), *Les logiques totalitaires en Europe*, Paris, Editions du Rocher.

pement d'individus dans un même lieu, les comportements collectifs dépassent de loin ce cas paradigmatique. On peut imaginer des comportements collectifs par l'entremise, par exemple, des réseaux sociaux. Dans ce cas également, une rhétorique qui rappelle facilement Le Bon est rapidement évoquée : on parlera de « contagion », de « suggestibilité » aux fake news, voire de soumission à un leadeur, d'une façon très similaire à celle de l'intellectuel français.

Les idées de Le Bon sont purement spéculatives et fondées sur des observations anecdotiques et non systématiques. Que nous dit la recherche en psychologie sociale sur le comportement des groupes en situation d'urgence ?

Contrairement à ce qu'on pourrait supposer, des comportements désordonnés, irrationnels, une capacité de discernement débordée par des émotions collectives ne sont nullement la norme. Des études menées lors de catastrophes naturelles ou d'attaques terroristes montrent que les personnes affectées cherchent souvent à développer collectivement des stratégies permettant d'aider les plus vulnérables[7]. Un exemple parmi d'autres : le 11 septembre 2001, les travailleurs du World Trade Center ne se sont pas rués de façon désordonnée dans les escaliers des bâtiments, mais ont cherché à coopérer et à se soutenir mutuellement. Bref, les gens sont souvent plus rationnels qu'on pourrait le croire lorsqu'on lit Le Bon. Cette rationalité ne se fait pas en dépit de l'appartenance à un groupe (comme il le suggère), mais, au contraire, parce que dans ce type de situation, les victimes tendent à s'identifier profondément au groupe placé dans la même situation qu'elles. En effet, rien de tel qu'un « destin commun » comme celui d'une catastrophe pour forger une identité de groupe. Les individus développent alors souvent des stratégies de coopération destinées à favoriser le bienêtre du groupe. Les collectifs ont une étonnante capacité à s'autorganiser pour faire face au danger et se montrer efficaces. Il se développe donc une véritable « résilience collective[8] ».

Ces exemples ne concernent cependant pas des épidémies et on pourrait dès lors contester leur pertinence en ce qui concerne le cas qui nous occupe. Une étude[9] du cas de l'épidémie de grippe espagnole de 1919, la pandémie la plus ressemblante à celle que nous vivons aujourd'hui, aux États-Unis montre que là également, les réactions les plus communes n'ont nullement été la « panique », la « fuite » et le « chacun pour soi », mais des élans de solidarité spontanés, qui se sont manifestés de façon généralisée.

Au-delà de ces exemples historiques, des recherches menées en laboratoire[10] étayent cette analyse. Dans ce type d'étude, les sujets sont typiquement confrontés à une personne en détresse (en fait un·e comparse) dont l'appartenance sociale est manipulée. On évalue la probabilité de l'aider. On voit que le fait de partager une identité commune avec une victime prédit le comportement d'aide à son égard.

Les croyances selon lesquelles, en situation d'urgence, le public va succomber à une panique généralisée et créer un désordre civil peuvent engendrer des

7 | Drury J. (2018), « The role of social identity processes in mass emergency behaviour : An integrative review », *European Review of Social Psychology*, 29(1), 38-81

8 | Drury J., Carter H., Cocking C., Ntontis E., Tekin Guven S. et Amlôt R. (2019), « Facilitating collective resilience in the public in emergencies : Twelve recommendations based on the social identity approach », *Frontiers in public health*, 7, 141.

9 | Crosby A.W. (1989), *America's Forgotten Pandemic*. Cambridge, Cambridge University Press.

10 | Levine M., Prosser A., Evans D., Reicher S. (2005), « Dentity and emergency intervention. How social group membership and inclusiveness of group boundaries shape helping behaviour », *Personality and Social Psycholy Buletin*, 31, 443-53.

conséquences néfastes sur les politiques mises en œuvre pour y faire face. Par exemple, cela peut mener à favoriser des mesures centralisées qui ne laissent aucune autonomie à la population ou des stratégies de dissimulation de l'information (de peur de faire « paniquer »). Inversement, elles peuvent donner lieu à des politiques répressives lorsque des personnes concernées ne suivent pas les consignes. Ces approches sont souvent contreproductives car elles cultivent une défiance entre les responsables et le public. Or, la confiance est absolument indispensable pour faire face à une urgence (comme une pandémie).

Bien que les idées de Le Bon aient été discréditées depuis longtemps, les membres des forces de l'ordre et les professionnels de la sécurité civile britannique adhèrent toujours à ces mythes[11]. C'est très probablement encore plus le cas en France, où les politiques de maintien de l'ordre sont encore inspirées par Le Bon (la Grande-Bretagne étant souvent montrée en exemple pour ses progrès dans ce domaine).

Médiatisation

Comment expliquer alors des comportements qui peuvent sembler guidés uniquement par l'intérêt personnel, comme en témoignent les ruées sur du papier hygiénique ou les pâtes ? N'est-ce pas là la démonstration de l'emprise d'une telle panique irrationnelle ? On peut à contrario y voir une stratégie rationnelle guidée (à tort ou à raison) par la perspective que des produits de première nécessité ne soient plus en stock suffisant en raison de l'épidémie. Sans doute ce comportement ne brille-t-il ni par l'intelligence ni par un élan solidaire, mais on ne peut pas parler de panique. De façon plus générale, une telle attitude privilégie le bienêtre individuel au mépris du bienêtre collectif. Cela ne le rend pas nécessairement moins rationnel.

À cet égard, la médiatisation des rayons vides joue un rôle important à deux titres. D'une part, elle communique une norme sociale, il est « normal » d'avoir peur pour sa sécurité alimentaire ou quant à la disponibilité de biens de première nécessité. Or, en situation d'incertitude, on se tourne tout particulièrement vers les autres (sources de normes) pour guider son comportement[12]. D'autre part, le simple fait que les « autres » soient paniqués peut en soi créer une pénurie selon la même logique que les ruées vers les banques annoncées en faillite alors qu'elles ne le sont pas. C'est le fameux exemple de « prédiction créatrice » *(self-fulfilling prophecy)* utilisé par le sociologue Robert Merton[13] pour illustrer et définir sa théorie.

Dans cet esprit, il est clair qu'une responsabilité des médias est de relayer les nombreux actes de coopération et d'entraide qui existent également (ainsi que de montrer les rayons pleins). En effet, la médiatisation des informations relatives au coronavirus est très probablement l'un des facteurs qui nourrit l'anxiété par rapport au virus. Or, s'il est une hypothèse parfaitement étayée en psychologie sociale, c'est bien qu'en situation d'incertitude, on cherche de l'information[14]. Dans l'« économie de l'attention » qui gouverne aujourd'hui la plupart des médias, chaque « clic » est une ressource financière poten-

11 | Filleule O. et Jobard F. (2016), « Un splendide isolement : les politiques françaises du maintien de l'ordre », Collège de France, *La Vie des Idées*, https://bit.ly/3bqLn1P.

12 | Smith J. R., Hogg M. A., Martin R. et Terry D. J. (2007), « Uncertainty and the influence of group norms in the attitude-behaviour relationship », *British Journal of Social Psychology*, 46(4), 769-792.

13 | Merton R. K. (1948), « The self-fulfilling prophecy », *The antioch review*, 8(2), 193-210.

14 | Echterhoff G., Higgins E. T. et Levine J. M. (2009), « Shared reality : Experiencing commonality with others'inner states about the world », *Perspectives on Psychological Science*, 4(5), 496-521.

tielle (à travers des publicités). S'inscrit donc là un « cercle vicieux », les médias alimentant des angoisses collectives et vice versa. Il y a donc une véritable symbiose entre les médias numériques (et j'entends par là toutes les sources d'information dont les revenus sont dépendants du nombre de « vues ») et les angoisses collectives.

La métaphore de la contagion

En parallèle à l'épidémie, on voit des émotions, des croyances et des comportements se diffuser dans la population. En accord avec la vision lebonienne de la « contagion », il est tentant alors de parler de « contagion[15] » ou d'« épidémie » pour caractériser cette diffusion. On nous présente des modèles de diffusion de ces idées et des comportements présentant les individus comme des moutons qui se contentent d'imiter ce que font leurs plus proches voisins, dans un effet domino sans fin[16]. Que des idées se transmettent et en viennent à être partagées dans une population ne fait certes aucun doute, surtout en période d'incertitude comme celle-ci. Mais la métaphore de la contagion est extrêmement trompeuse. Elle suppose que des construits psychologiques (émotions, représentations, comportements) nous « infectent » à notre insu et que nous soyons amenés à en devenir les vecteurs involontaires. Or, c'est là une vision totalement incorrecte de l'influence sociale. En général, si l'individu en vient à adopter une certaine croyance ou un comportement, c'est parce qu'il réagit à une source d'influence qui sera privilégiée parce qu'elle partage une identité commune avec lui, ce qui légitime l'adoption de la croyance ou du comportement en question pour faire face à la situation. C'est dans la mesure où nous partageons une identité commune avec la source d'influence que nous sommes influencé·e·s par elle.

À titre d'illustration, des travaux menés aux États-Unis[17] montrent que des électeur·ice·s potentiel·le·s sont moins susceptibles d'adhérer à des politiques si elles sont proposées par des parlementaires « démocrates » (et vice versa) et ceci est totalement indépendant de la nature de ces politiques ou des convictions idéologiques des sujets : seule la source compte. Par exemple, les sympathisant·e·s républicain·e·s, généralement adeptes d'une limitation des aides sociales, faisaient preuve d'une adhésion plus marquée à une politique « généreuse » d'aide au plus démunis si cette politique était favorisée par des Républicains qu'à une politique plus stricte si elle était pronée par des Démocrates. On voit par là que l'appartenance politique nous sert de guide pour évaluer la valeur d'un discours et épargne la nécessité d'examiner de façon critique ses tenants et ses aboutissants. Il n'y a pas ici de « contagion » ou « d'imitation », mais de conviction que les idées proposées par les représentants d'un groupe auquel on s'identifie doivent être pertinentes et vertueuses.

Parmi d'autres, cet exemple suggère qu'il n'y a d'épidémie « psychologique » que dans la mesure où l'on perçoit les sources d'influence comme valides. La panique ne se transmet donc pas de façon irraisonnée par une simple « contagion ». L'angoisse collective repose sur la capacité de certaines sources d'influence — les leadeurs d'opinion — à influencer notre vision du monde.

15 | Voir par exemple Sperber D. (1996), *La contagion des idées*, Odile Jacob.

16 | Barsade S. G. (2002), « The ripple effect : Emotional contagion and its influence on group behavior », *Administrative science quarterly*, 47(4), 644-675.

17 | Cohen G. L. (2003), « Party over policy : The dominating impact of group influence on political beliefs », *Journal of Personality and Social Psychology*, 85(5), 808-822.

Du bien commun

Sans être épidémiologue, je pense avoir compris la chose suivante : l'épidémie de Covid-19 nous concerne tous et toutes, pas seulement les victimes les plus « à risque » (personnes âgées ou immunodéprimées), chacun·e est potentiellement vecteur·trice du virus et peut être victime d'une surcharge du système de santé en raison de l'épidémie. Toutefois, pour les moins à risque, il est clair que les comportements préventifs bénéficient davantage à la collectivité dans son ensemble qu'à ces individus.

De cette observation et de ce qui précède, il ressort que, pour faire face à un tel défi, la promotion d'une identité collective est nécessaire. « Don't personalize, collectivise ![18] », écrivent mes collègues Stephen Reicher et John Drury, dans une exhortation aux autorités britanniques face au coronavirus. Dans cette perspective identitaire, l'identité collective exerce plusieurs effets positifs[19]. D'une part, elle permet de canaliser les énergies pour faire face à la menace. Alors que l'angoisse peut être paralysante lorsqu'il s'agit de gérer une menace vécue comme purement individuelle, la présence d'une identité collective et partagée est génératrice d'émotions positives qui peuvent favoriser des comportements coordonnés[20] en vue de faire face au désastre. D'autre part, le simple fait de constater que cette identité est partagée confère un sentiment d'efficacité collective, dont on sait qu'il est une des variables les plus importantes dans l'action collective[21].

Dès lors, des messages de santé publique qui mettent en exergue l'identité collective et l'altruisme plutôt que le bienêtre individuel sont susceptibles d'être plus efficaces. Une étude récente[22] montre du reste que les gens sont plus susceptibles d'adopter des mesures de « distance sociale » en réponse au Covid-19 si elles sont justifiées par des considérations morales relevant de l'altruisme (« c'est ce qu'une personne bonne ferait ») plutôt que par des considérations utilitaires (« si on ne le fait pas, les conséquences seront bien plus terribles ») ou déontologiques (« c'est notre devoir »).

La Première ministre belge Sophie Wilmès a tenté de forger un tel sentiment d'identité partagée à travers plusieurs discours et en fédérant la plupart des formations politiques démocratiques du pays. Mais, naturellement, l'efficacité de cette stratégie dépend de plusieurs facteurs. Premièrement, si la mobilisation des énergies et les sacrifices imposés s'avèrent inutiles parce que la politique choisie est soit inappropriée, soit entachée de trop de lacunes dans sa mise en œuvre, cette stratégie peut faillir. Si Madame Wilmès parvient à incarner une « Belgique qui fait face », une identité partagée contribuera au succès de sa politique. Inversement, un échec peut être soit perçu comme un aveu que « la Belgique ne marche pas » ; soit comme un désaveu de sa capacité à la représenter. En outre, d'autres appartenances sont passibles de prendre le dessus à mesure que l'épidémie et sa gestion touchent certaines catégories sociales, voire certaines régions plus que d'autres. La politique menée par le gouvernement belge ne sera efficace que s'il parvient à maintenir une relation de confiance

18 | https://bit.ly/2UtVqfy.

19 | Haslam S. A., Reicher S. D. et Platow M. J. (2010), *The new psychology of leadership : Identity, influence and power,* Psychology Press.

20 | Páez D., Rimé B., Basabe N., Wlodarczyk A. et Zumeta L. (2015), « Psychosocial effects of perceived emotional synchrony in collective gatherings », *Journal of Personality and Social Psychology*, 108(5), 711-729.

21 | Van Zomeren M., Postmes T. et Spears R. (2008), « Toward an integrative social identity model of collective action : A quantitative research synthesis of three socio-psychological perspectives », *Psychological bulletin*, 134(4), 504-535.

22 | Everett J.A.C, Colombatto C., Chituc V., Brady W.J. et Crockett M.J. (2020), *The effectiveness of moral messages on public health behavioral intentions during the Covid-19 pandemic*, Doi : 10.31234/osf.io/9yqs8.

avec la population, ce qui nécessite une concertation permanente avec les personnes les plus touchées par l'épidémie.

Je défends donc ici l'importance des identités collectives pour faire face à une pandémie. Il ne faut toutefois pas négliger les conséquences négatives de tels sentiments. En mettant en exergue le « nous », elles désignent également le « eux ». La présente épidémie n'échappe pas à son lot de xénophobie. Si des exemples de xénophobie antiasiatique ont déjà pu être mis en évidence, la fermeture des frontières risque d'être associée à des attitudes négatives à l'égard de voisins qui se montreraient moins vigilants. De même, pour ceux et celles qui ne respectent pas « les normes » et ne représentent donc pas adéquatement l'identité valorisée, il est envisageable qu'ils fassent l'objet de stigmatisations, alors que nous savons par ailleurs que les mesures de confinement sont plus faciles à suivre lorsqu'on jouit d'un grand espace et d'un beau confort.

En conclusion, j'espère avoir montré que nous ne devons pas craindre la « panique » et les comportements irrationnels d'une collectivité « hystérisée » par l'angoisse. En revanche, continuer à véhiculer une vision dépassée de la « foule » pourrait engendrer des conséquences très néfastes sur les politiques de santé publique et de maintien de l'ordre.

Je remercie de tout coeur Anne-Laure Rousseau pour sa relecture attentive.

« Just a mild flu »

Renaud Maes

Le Royaume-Uni a opté pour une stratégie spécifique de gestion de la maladie à Covid-19. Pour comprendre ce « cavalier seul » du gouvernement de Boris Johnson, peut-être faut-il remonter à quelques piliers de la doctrine néoconservatrice *made in UK*.

La politique britannique en matière de gestion de la maladie à coronavirus Covid-19 s'est très tôt distinguée de celles des autres pays européens. D'emblée, Boris Johnson a annoncé s'appuyer sur deux axes[1] : l'immunité collective *(herd immunity)* et les « coups de coude » *(nudges)*.

Cette stratégie a immédiatement suscité des réactions. Ainsi, l'ancien secrétaire d'État à la Santé des gouvernements Cameron et May, Jeremy Hunt, compétiteur malheureux de Boris Johnson pour la direction du parti conservateur, a critiqué vertement la politique du gouvernement Johnson, en appelant à des mesures plus drastiques de fermeture des écoles et des lieux publics le jour même de la conférence de presse détaillant la stratégie de l'exécutif britannique. C'est le conseiller scientifique en chef du royaume, Sir Patrick Vallance, qui lui a répondu directement via un entretien à la BBC[2] : « notre stratégie est d'élargir le pic *(broadening the peak)*, d'aplatir la courbe *(flatten the curve)* […] la grande majorité des gens ne développant qu'une maladie modérée. »

1 | https://cutt.ly/ytKR5w2.
2 | https://cutt.ly/ztKR6Kv.

Aux États-Unis, même Andrew Cuomo, le gouverneur démocrate de New York qui a fait fermer Broadway alors même que l'exécutif fédéral n'encourageait pas encore aux mesures de confinement[3], a souligné l'importance d'un maintien d'une certaine activité économique[4] et de mesures ciblées pour favoriser le respect des distances sociales au travers d'un *nudging* bien conçu pour éviter de « sombrer dans l'autoritarisme[5] ». Une querelle par médias interposés[6] oppose le gouverneur démocrate du Minnesota, Tim Walz, à la gouverneure républicaine de l'Iowa, Kim Reynolds. Le premier a lancé un *Stay at home order* de deux semaines le 28 mars. La seconde se refuse

3 | Conférence de presse du 12 mars 2020.
4 | Il faut noter que le 20 mars, le même Andrew Cuomo dut faire amende honorable et décréter la fermeture des secteurs économiques « non essentiels » face à la flambée de l'épidémie dans son État. Dans la foulée, la réquisition d'usines pour produire des masques, du gel hydroalcoolique et des respirateurs lui a attiré l'ire de riches propriétaires new-yorkais proches de Donald Trump.
5 | Les commentateurs politiques ont souvent reproché à Cuomo son autoritarisme, notamment lorsqu'il a tenté de convaincre Amazon de construire un siège à New York à grand renfort d'aides publiques et de promesse d'allègements fiscaux, refusant de rendre compte à l'Assemblée de l'État de New York. La critique de sa tendance à l'autoritarisme revient d'ailleurs dans certains médias aujourd'hui. Https://cutt.ly/ItKTrro.
6 | https://cutt.ly/qtKTw1D.

à prendre toute mesure autre que la fermeture de certaines administrations et des écoles publiques[7]. Or, les deux États sont limitrophes et le nombre d'infectés dans l'Iowa ne cesse de progresser, avec une capacité de dépistage extrêmement faible faute de réactifs. Dans ce débat, Kim Reynolds n'a pas manqué d'évoquer la *herd immunity* pour appuyer sa position[8] : « with the help of God and a common effort, herd immunity will be a crucial turning point in our strategy ».

La stratégie reposant sur ces deux axes, *herd immunity* et *nudges*, semble donc causer un véritable débat politique en Grande-Bretagne comme aux États-Unis. Cette politique particulière a pourtant été décriée par certains commentateurs et politiques en Italie, en France et en Belgique, alors que le gouvernement conservateur des Pays Bas et le gouvernement social-démocrate de Suède s'en sont plus ou moins inspirés dans leur propre plan de gestion de crise. Nous ne discuterons pas ici du bienfondé de cette stratégie en termes de gestion épidémiologique de la crise. L'objet de cet article est de décrypter les fondements « idéologiques » de cette stratégie, qui peuvent expliquer d'ailleurs qu'elle séduise tant les conservateurs hollandais que les travaillistes suédois.

L'immunité de groupe et l'utilitarisme

Dès la conférence de presse du 12 mars, les experts gouvernementaux britanniques ont indiqué que la stratégie de *herd immunity* impliquerait des pertes humaines. L'idée fondamentale de cette stratégie est, d'une part, de confiner les groupes les plus fragiles et, d'autre part, de laisser le virus se répandre dans la population pour qu'elle développe une immunité. À suivre Patrick Vallance lors de son entretien du 13 mars à la BBC, lorsque 60 % de la population a été touchée par le virus et a développé une immunité, celui-ci n'arrive plus à circuler suffisamment. De cette manière, progressivement, il « épuise » son réservoir d'hôtes et une fois celui-ci épuisé, il disparait naturellement. On peut alors « libérer » les groupes plus fragiles jusque-là confinés, ceux pour qui le virus représente plus que le risque d'une « grippe modérée ».

Évidemment cette stratégie a au moins deux limites : l'existence de personnes qui ne sont pas à priori détectées ou détectables comme étant fragiles en cas d'exposition au virus, et la difficulté technique d'un confinement complet des groupes fragiles. Dans un premier temps, les conseillers scientifiques du gouvernement britannique considéraient toutefois que la première limite ne posait pas de risque pour la saturation du système de soins de santé et en particulier pour les places en soins intensifs. Le 12 mars, ils estimaient ainsi les pertes maximales sur l'entièreté de la population à « quelques dizaines » de milliers de morts sur l'ensemble de l'épidémie. La stratégie de « l'immunité de groupe » impliquait donc, explicitement, un sacrifice de personnes non isolables car à priori peu « suspectes » de développer une version sévère de la maladie.

Ce choix a toutefois été clairement défendu comme un choix technique raisonnable et finalement « non politique ». Ainsi, Boris Johnson insistait dans son allocution du 12 mars, après avoir annoncé ne pas prendre de mesures pour interdire les grands évènements et rassemblements : « At all stages, we have been guided by the science, and we will do the right thing at the right time[9] ».

Dès le 14 mars, deux-cent-vingt-neuf personnalités scientifiques critiquèrent vertement cette stratégie gouverne-

7 | https://cutt.ly/4tKRX5A.
8 | Conférence de presse du 3 avril 2020.
9 | https://cutt.ly/QtKRMQy.

mentale dans une lettre ouverte très commentée en soulignant la sous-estimation du nombre de décès qu'elle engendrerait[10]. Le 16 mars, un groupe de chercheurs de l'Imperial College publièrent un rapport estimant les pertes humaines dans différents scénarios : à politique inchangée, ils prédisaient quelque 510 000 morts au Royaume-Uni. La pression se faisant de plus en plus forte, le gouvernement britannique finit par changer sa politique. Le 18 mars, Boris Johnson annonça la mise en place des premières mesures de « distanciation sociale », tout en insistant sur la difficulté politique de cette décision. Justifiant au passage la lenteur dans la prise de mesures contraignantes, il réintroduit soudain une dimension politique dans la discussion qu'il avait jusque-là systématiquement placé sous le signe de la science, se réfugiant derrière ses experts : « We live in a land of liberty, as you know, and it's one of the great features of our lives we don't tend to impose those sorts of restrictions on people in this country ».

Les deux conférences de presse, du 12 mars et du 18 mars, doivent être considérées ensemble pour que se dégage le principe directeur de la stratégie britannique : tenter de préserver au maximum la « liberté » du plus grand nombre quitte à souffrir des pertes. Toute la décision politique repose donc sur une sorte de *balanced scorecard* mettant en regard ces deux dimensions : si les pertes annoncées deviennent trop sévères, alors il faut bien se résoudre à « restreindre les libertés ». Évidemment, par liberté, il faut ici comprendre l'ensemble des comportements que l'on peut avoir habituellement. Le choix de l'évocation de la liberté et pas des *droits* individuels est bien sûr loin d'être anecdotique : il renvoie à l'idée du libre-échange, de la mobilité, de la consommation. Le cadre de référence est celui de la société liquide de mobilité maximale[11].

Plus largement, ainsi posé, le problème revient à un simple calcul utilitaire : comment maximiser le bonheur du plus grand nombre ? Et l'on ne peut comprendre le choix de la *herd immunity* qu'en tenant compte de ce fondamental de la tradition libérale britannique. Le père de l'utilitarisme classique, Jérémy Bentham, définit l'utilité dans son *Introduction to the Principle of Morals and Legislation* (ci-après *IPML*). Il propose un « principe d'utilité » qui permet « d'approuver ou de désapprouver n'importe quelle action, en fonction de la tendance que celle-ci semble avoir à augmenter ou à diminuer le bonheur de la partie dont l'intérêt est en jeu […] », ce principe étant valable tant à l'échelle individuelle qu'à l'échelle d'un gouvernement. Pour lui, un gouvernement doit d'une certaine manière calculer l'effet de chaque mesure sur la population en opérant une simple addition des plaisirs ou des peines que la mesure imposerait à chaque individu au sein de cette population. Une mesure pourra être adoptée si et seulement si elle amène plus de plaisirs que de peines.

Deux éléments sont importants à souligner dans ce principe : il est profondément individualiste, en ce qu'il ne conçoit la société que comme une *addition d'individus*, il n'envisage pas l'existence d'un « niveau collectif » à proprement parler, et il est révolutionnaire dans le contexte de l'époque, puisqu'il part du principe que l'on doit prendre sans différenciation en compte les intérêts d'un petit paysan comme ceux d'un aristocrate[12]. Il note, par ailleurs, que le syntagme « principe d'utilité » pose

10 | https://cutt.ly/ttKR99k.

11 | Voir l'article de C. Mincke dans le présent dossier.

12 | Ceci vaudra d'ailleurs des objections importantes à Bentham, comme il le note dans son *Fragment on government*.

un souci car il peut être travesti par les fonctionnaires gouvernementaux dans le sens d'une forme d'abstraction, il lui préfèrerait la dénomination « principe du plus grand bonheur » ou « de la plus grande félicité », se référant explicitement à la formule célèbre « the greatest happiness of the greatest number[13] ».

Le principe d'utilité a une autre conséquence : il impose une forme d'économie des moyens législatifs. En d'autres termes, il s'agit de « chercher toujours le plus grand effet positif, quel qu'il soit, à l'aide des moyens les plus restreints, les plus frugaux[14] ». Mais ce n'est pas tout : Bentham suggère que le cadre législatif a une influence importante dans le calcul utilitariste à l'échelle individuelle, que les gouvernements peuvent influer sur la manière même dont les individus envisagent leurs intérêts.

Comme il le note dans *IPML*, son hypothèse fondamentale est que le plaisir est directement lié à la sensation de jouissance et aux perspectives de cette sensation. L'humain n'est pas uniquement attiré par un hédonisme immédiat, il est aussi intéressé par la perspective d'un plaisir qu'il peut différer pour obtenir sa maximisation. C'est dans cette seconde optique qu'il prend la grande majorité de ses décisions : « la décision repose sur un certain calcul, connu sous le nom de *felicific calculus* ou "calcul des plaisirs et des peines". Tout individu, dit Bentham, a tendance à calculer, c'est-à-dire à attacher une certaine espérance — au sens probabiliste du terme — de conséquences plus ou moins heureuses à un acte[15]. » Le « calcul félicifique » *(felicific calculus)* comprend d'ailleurs explicitement une part probabiliste, ses différentes composantes étant l'intensité (la force du plaisir), la durée (le temps du plaisir), le degré de certitude (la probabilité que le plaisir aura bien lieu), la proximité temporelle (le temps nécessaire pour que le plaisir ait lieu), la fécondité (la probabilité que le plaisir se reproduise), la pureté (la probabilité qu'une peine, qu'un déplaisir, soit immédiatement associé au plaisir) et l'étendue (le nombre de personne affectées et la proximité de ces personnes)[16].

À le suivre, le gouvernement doit mettre en place un cadre institutionnel qui va influer sur ce « calcul félicifique », sur la mise en équation de l'estimation probabiliste individuelle. Le système légal forge les représentations des perspectives de plaisir, notamment parce qu'il apporte des formes de garanties qui fondent la certitude d'un plaisir à venir. La propriété privée, par exemple, est de l'ordre de ces garanties qui permettent d'assurer à l'individu qu'il aura bien la jouissance d'un bien tant qu'il ne cède pas volontairement celui-ci. Mais ce n'est pas son seul cadre d'action : la mise en place d'un système scolaire permet, par exemple, *d'apprendre* aux individus d'effectuer au mieux le « calcul félicifique », d'estimer chaque variable, d'en tenir compte efficacement. De cette façon, Bentham n'oppose pas le cadre légal et la liberté — ce qui en fait un penseur absolument novateur —, il pense que la loi produit notre conception même de la liberté.

La réponse du gouvernement Johnson face au Covid-19 apparait dans ce cadre une forme de cas d'école utilitariste. *Primo*, il repose sur calcul mettant en regard la jouissance des individus et leurs peines et souffrances, additionnant l'ensemble et cherchant à maximiser « l'intérêt du plus grand nombre ». *Secundo*, il se fonde sur l'économie maximale de moyens légaux, avec des interventions les plus limitées possibles.

13 | Voir la note 23 du premier chapitre du *Fragment on Government*, https://cutt.ly/stKTfcz.
14 | Laval C., « Jeremy Bentham et le gouvernement des intérêts », *La Revue du Mauss*, 2006, 27, p. 289-306, p. 290.
15 | Laval C., *op. cit.*, p. 295.
16 | Bentham J., *IPML*, chapitre 4.

Tertio, il s'accompagne d'un lourd discours de responsabilisation individuelle. Ainsi, dans sa conférence de presse du 12 mars, Boris Johnson indiquait « à partir de demain, si vous avez des symptômes de coronavirus, même modérés, que ce soit une toux continue ou une température élevée, vous devez rester chez vous au moins pour sept jours pour protéger les autres et aider à ralentir la propagation de la maladie ». Cette injonction pose évidemment sur l'individu la responsabilité de l'évitement de la crise, ce qui est d'ailleurs plus explicite encore lorsqu'il évoque les « plus âgés », victimes probables de la maladie. « Je pense que nous devons tous penser à nos proches plus âgés, aux membres les plus vulnérables de notre famille, nos voisins, et faire tout ce que nous pouvons pour les protéger dans les mois à venir. » L'influence sur le « calcul félicifique » est explicite : les peines peuvent toucher vos proches, donc vous avez un intérêt, pour maximiser votre plaisir, à vous isoler en cas de maladie. La responsabilité n'est pas une question collective, elle est une question d'intérêt égoïste.

Les pertes nécessaires et le spencérisme

Mais il n'y a pas qu'une dimension utilitariste dans le discours des autorités britanniques. Un autre élément qui ne manque pas de jouer est l'idée que la maladie ne s'attaque qu'aux « faibles », que les « forts » sont immunisés, ce qui transparait de l'entretien de Patrick Vallance à la BBC Radio 4. L'expression *« mild flu »* n'est pas sans rappeler les premiers communiqués des autorités coloniales britanniques lors du développement de l'épidémie de choléra de 1860-1861 : il y était question d'un *« mild type of the disease »*. Et il s'agissait également d'éviter toute mesure « imposant un niveau excessif de contraintes sur les libertés individuelles ». La propagation rapide de la maladie aux soldats britanniques et à leurs familles, avec un bilan de près de 1500 morts amena rapidement le gouvernement colonial à déployer des mesures sanitaires[17].

Malgré cette douloureuse expérience, le gouvernement britannique s'opposait aux autres pays européens à l'issue de la conférence de Constantinople de février 1865, qui faisait suite à l'apparition du choléra en Europe. Là où tous les gouvernements européens envisageaient de suivre les recommandations de procédures assez strictes de quarantaine pour enrayer l'épidémie, les Britanniques soulignèrent que celles-ci nuisaient au commerce, aux libertés individuelles des habitants comme des voyageurs et réfutèrent leur efficacité[18].

Tournant le dos au « despotisme continental »[19], Londres appliqua donc sa propre stratégie tant au Royaume-Uni que dans les colonies. En Inde, l'officier médical en chef, J. M. Cuningham, développa ainsi un long argumentaire suggérant que la quarantaine étant un processus *humain*, il s'opposait inutilement à la *nature*. Et face à un phénomène naturel comme le choléra, il était illusoire de croire que les processus humains soient d'une quelconque utilité : « imagine-t-on poster des sentinelles pour arrêter la mousson[20] ? ».

Toutefois, les conclusions de la conférence de Constantinople mettant en évidence le lien entre les pèlerinages religieux dans plusieurs régions du monde et la diffusion du choléra amenèrent une série de personnalités à réclamer des mesures restrictives. Par exemple, William Wilson Hunter, historien écossais renommé, écrivait dans son *History of Orissa* que « le refuge de

17 | Arnold D., *Science, Technology and Medicine in Colonial India*, Cambridge University Press, 2000, p. 83.
18 | https://cutt.ly/LtKTbMH.
19 | Arnold D., *Colonizing the body. State Medicine and Epidemic Disease in Nineteenth-Century India*, University of California Press, 1993, p. 189.
20 | Arnold D., *Colonizing… op. cit.*, p. 190.

l'un des ennemis les plus dangereux de l'humanité se trouve dans ce coin reculé d'Orissa, où il se tient toujours prêt à déferler sur le monde, dévaster les ménages, ravager les villes et marquer ses lignes de conquêtes par une large trace noire au travers de trois continents. La sordide armée de pèlerins de Jagannath, avec ses haillons, ses cheveux et sa peau chargée de vermine et imprégnée d'infection, peut chaque année massacrer des milliers de personnes parmi les plus talentueuses et les plus jolies de notre âge à Vienne, Londres et Washington[21]. » Il faut noter que le discours dit « contagionniste », qui défendait les mesures de quarantaine, était souvent marqué par un racisme explicite et un mépris profond pour les traditions religieuses des peuples colonisés.

Le gouvernement colonial finit, vers 1885, par envisager des mesures. Elles furent en fait très ciblées : elles n'interdirent pas les pèlerinages, afin d'éviter une révolte religieuse, mais elles instaurèrent un système renforcé d'apartheid visant à isoler les groupes potentiellement contaminés et, singulièrement, à protéger les colons. Les colons plus âgés ou en mauvaise santé étaient par ailleurs pris en charge dans des *Inn* spécialisés permettant de les isoler dans des zones géographiques peu affectées par la maladie. En revanche, le fait que la maladie continuerait à faire des ravages parmi les Indiens les plus pauvres était alors parfaitement connu, bien qu'une controverse persistât sur la source de la maladie[22]. Le gouverneur général et vice-roi des Indes Lord Frederick Temple Blackwood Dufferin[23] se justifia de manière remarquable en évoquant l'idée que la maladie étant naturelle, elle participait à la logique générale de la nature, à savoir *la survie des plus adaptés*. Dans ce cadre, perdre les personnes les plus affaiblies, c'était finalement logique et acceptable ; ce qui importait était d'organiser la société pour protéger « ceux qui comptent »[24].

Cet argument apparut dès 1876 pour justifier la position de *laisser-faire* des « anticontagionnistes » en matière de choléra. Il faisait suite à la publication des premiers ouvrages de sociologie d'Herbert Spencer[25] qui proposaient d'élargir sa « théorie de l'évolution », inspirée de Darwin et développée dans ses *Principes de Biologie* (1864, 1867), à la gestion de l'État. Ce qui était cependant nouveau dans son usage en Inde, c'est que cet argument « évolutionniste » fondait une stratégie de gestion épidémique passant par une restriction maximale des quarantaines à quelques groupes-cibles, en laissant simultanément se développer l'activité et singulièrement l'activité marchande.

Le parallèle avec la stratégie britannique face au Covid-19 apparait saisissant et il n'est pas complètement fortuit. Il faut rappeler, en effet, que Boris Johnson est un fervent défenseur du *laisser-faire* économique, d'une part, et qu'il lui est arrivé à plusieurs reprises de défendre un point de vue absolument spencériste sur les inégalités, d'autre part. Lorsqu'il était encore maire de Londres, il avait ainsi suggéré qu'un système social bien conçu doit protéger « ceux qui réussissent » dans une conférence en novembre 2013, donnée à l'occasion de la Margaret Thatcher Conference du think thank Centre for Policy Studies. À le suivre, la cupidité individuelle est une bonne chose, car elle est le moteur de l'économie, et il convient d'investir les moyens

21 | Hunter W.W., *Orissa*, vol. 1, 1872, Londres, Smith, Elder and Co, p. 166-167, trad. de l'auteur.
22 | Arnold D., *Colonizing… op. cit.*, p. 194-196
23 | *Report on the cholera disease*, 12 mars 1885.
24 | Il faut noter que Dufferin est aussi, paradoxalement, l'auteur d'un fort commenté *Report on the Conditions of the Lower Classes of Population in Bengal* qui pointait l'extrême pauvreté et proposait une série de réformes dont une décentralisation du pouvoir et une participation des colonisés à la vie politique.
25 | Spencer H., *The Study of Sociology* (1873) et *Principles of Sociology* Vol. 1 (1874-1875).

publics non pas dans « ceux qui ont un QI bas et une absence d'ambition », mais dans « les plus brillants ». Il faut noter ici le lien entre le QI, vu comme un ensemble de facultés *innées*, et le succès économique. Le message de Johnson en matières sociales est très clair depuis longtemps : *il ne faut pas aider les faibles.*

Rappelons brièvement qu'en biologie, l'évolutionnisme de Spencer n'est en rien une théorie scientifique, au sens où il est fondé sur un détournement des propos de Darwin et n'est supporté par aucune sorte de preuves : l'évolution darwinienne ne sélectionne pas « les plus adaptés » en général, elle ne va pas dans le sens « d'un mieux », « d'un progrès ». Elle est étroitement liée à un contexte (un lieu, des conditions climatiques, topologiques, géologiques… spécifiques) et surtout, aux *interdépendances* entre espèces. Soulignons aussi que Spencer est un héritier affirmé du malthusianisme, persuadé de la nécessité de réguler drastiquement la population humaine.

Il n'empêche, l'idée d'une logique naturelle qui mènerait à « raffiner » la population humaine, à aller vers un « homme meilleur » et ce faisant à « une société meilleure », est quelque chose de très puissant dans l'imaginaire néoconservateur occidental[26]. Et dans ce cadre, la maladie peut prendre le sens d'une « purge nécessaire » de la population. C'est ce que Cunningham écrivait à propos du choléra en Inde : « les pèlerins qui décèdent sont déjà affaiblis […] que cela soit manifeste ou non. Du point de vue de la force de travail ou pour alléger les contraintes qu'ils feront tôt ou tard peser sur leurs familles, leur disparition est sans doute pour un mieux. »

Le *nudge* et le paternalisme libertarien

L'autre axe de la stratégie britannique, les *nudges*, mérite un examen tout aussi attentif. Tout d'abord, il nous faut quelque peu définir le terme. Le *nudge* est un concept tiré du design industriel, qui désigne un élément ajouté à un objet pour que l'utilisateur en fasse un usage correct. Pour prendre un exemple classique de *nudge*, ajouter une mouche stylisée sur la cuve d'une pissotière permet d'influencer l'homme qui en a l'usage, de limiter les éclaboussures et de diminuer le besoin de nettoyage des toilettes publiques.

Mais cette notion a connu un développement bien plus large, couplant psychologie sociale, économie et philosophie politique. Richard Thaler et Cass Sunstein en ont proposé la définition la plus courante : « un *nudge* […] est n'importe quel aspect de l'architecture du choix qui modifie le comportement des gens dans un sens prévisible, sans leur interdire aucune option ou changer de manière significative leurs motivations économiques. Pour être considérée comme un véritable *nudge*, l'intervention doit pouvoir être esquivé facilement et à moindre cout. Les *nudges* ne sont pas des règles à appliquer. Mettre des fruits à hauteur des yeux (pour inciter les gens à manger sainement) peut être considéré comme un *nudge*. Interdire la *junk food* ne le peut pas[27]. »

Les auteurs qui défendent le recours aux *nudges* dans les politiques publiques se réclament d'un *paternalisme libertarien*, s'inscrivant explicitement dans la tradition utilitariste. Pour eux, les individus cherchent bien à maximiser leur intérêt et une politique publique doit se fonder sur le principe d'utilité. Ils entendent toutefois se distinguer du « réductionnisme » qui fait de l'humain un « Econ »,

26 | Seinfeld P., *The Neoconservatives : The Origins of a Movement*, Simon & Schuster, 2013, p. 210.

27 | Thaler R., Sunstein C., *Nudge. Improving Decisions About Health, Wealth and Happiness*, Yale University Press, 2008, p. 6.

un être économique purement rationnel, qui calcule de manière infaillible son intérêt en permanence[28]. Ce faisant, ils renouent finalement avec l'idée benthamienne (que nous avons déjà abordée ci-dessus) de l'importance des institutions dans l'aide au calcul[29] de son intérêt propre. Il s'agit avant tout d'aider les individus dans le cadre de la compétition de tous avec tous. Cass Sunstein marque d'ailleurs sa croyance absolue dans le fait que « le libre marché est la plupart du temps le meilleur garde-fou contre les erreurs cognitives[30] », et deux auteurs affirment s'inspirer des travaux de Milton Friedman et Friedrich Hayek. Ils se méfient d'ailleurs fortement de l'intervention de l'État (d'où l'adjectif « libertarien »), mais considèrent qu'il y a une obligation d'action (d'où le terme « paternalisme ») puisque « dans de nombreux cas, les individus prennent d'assez mauvaises décisions, qu'ils n'auraient pas prises s'ils y avaient consacré toute leur attention, s'ils avaient possédé une information complète, des aptitudes cognitives illimitées et une totale maîtrise de soi[31] ». Ils s'inscrivent en fait parfaitement dans la tradition néolibérale, qui entend rétablir un rôle pour l'État contre le *laisser- faire*. Pour résumer, le point commun des néolibéralismes est, en effet, de suggérer que les institutions étatiques puissent jouer un rôle actif pour étendre le principe de concurrence à l'ensemble des champs sociaux[32].

L'idée que le *nudging* fonctionne mieux que l'interdiction est un élément central dans les théories de Thaler et Sunstein. À les suivre, en effet, l'interdiction a pour effet de susciter des rébellions, des comportements de défiance, parfois par opportunisme. Ils rejoignent par là l'idée classique des économistes néolibéraux voulant que les humains risquent de se comporter comme des « *free riders*[33] » en privilégiant leurs intérêts propres quitte à enfreindre les règles collectives, en tirant des profits sans s'investir suffisamment. Le *nudge* agissant à un niveau inconscient ou préconscient, il permet d'éviter le phénomène des *free riders* ou, à tout le moins, de le limiter. Il faut noter que ce raisonnement est purement théorique et posé sur le mode de l'évidence.

Soulignons également que le paternalisme libertarien est une théorie profondément élitiste. Elle sépare le vulgum pecus du designer éclairé et le fait de manière absolument explicite jusque dans la réécriture du principe d'utilité. En effet, les théoriciens du nudge souscrivent au principe du paternalisme asymétrique : il s'agit de concevoir des politiques « to help the least sophisticated people while imposing minimal harm on everyone else[34] ». Comme le résume Olivier Klein, « cette approche considère le public comme intellectuellement limité, incapable de se discipliner, et implique surtout une asymétrie fondamentale entre dirigeants et citoyens[35] ».

Durant la conférence de presse du 12 mars, il fut largement fait référence aux recommandations de la Behavioral Insights Team, agence semi-privée surnommée la Nudge Unit, qui conseille le Cabinet Office depuis 2010. Son directeur, le psychologue David Halpern, participe d'ailleurs au « groupe scientifique de gestion de crise » en charge de la pandémie actuelle. À suivre cette agence, les restrictions sur les déplacements et la fermeture des institutions

28 | Idem, p. 8.
29 | Idem, p. 7.
30 | Sunstein C., *Why nudge ? The Politics of Libertarian Paternalism*, p. 19.
31 | Thaler R., Sunstein C., *op. cit.*, p. 24.
32 | Maes R., « La route de la servitude intellectuelle », *La Revue nouvelle*, 1er avril 2016 (en ligne) : https://cutt.ly/AtKT0Wp.
33 | Olson M., *Logique de l'action collective* (1971), ULB-Lire, Éditions de l'université de Bruxelles, 2011.
34 | Thaler R. et Sunstein C., *op. cit.*, p. 72.
35 | Klein O., « Psychologie sociale du coronavirus (9) : Les mouches nous sauveront-elles du virus ? », billet de blog, 14 mars 2020, https://cutt.ly/atKT4Ei.

amène une forme de « fatigue » des citoyens, qui les pousse progressivement à ne plus respecter les règles[36]. Apparaissent alors de plus en plus de *free riders*[37]. En d'autres termes, une politique immédiatement trop restrictive aurait comme conséquence une épidémie qui durerait plus longtemps à cause de l'irresponsabilité individuelle. L'agence conseille donc d'opter prioritairement pour une forme d'influence « douce » et finalement subliminale, des *nudges*, en lieu d'interdictions explicites.

Dans une interview le 11 mars visant à justifier le recours à ces nudges, David Halpern se revendiqua d'une légitimité historique, au moyen de l'exemple canonique de John Snow, médecin britannique qui lors de l'épidémie de choléra à Londres en 1854, fit retirer la poignée d'une pompe publique dont l'eau était contaminée. Attribuant à cet exemple l'étiquette de nudge, il suggéra qu'il fallait développer prioritairement des stratégies de ce genre pour amener les individus à adopter les gestes barrières. Ironisant au passage sur les politiques d'autres pays européens, Halpern suggéra par ailleurs que fermer les écoles représentait un danger supplémentaire pour les grands-parents qui devraient prendre en charge la garde des enfants.

Cette intervention publique est remarquable à deux titres. D'une part, l'anachronisme de l'exemple historique révèle bien la représentation particulière du « public » des adeptes de la théorie du nudge. Si John Snow fit retirer la poignée en question, c'est parce qu'il réussit à convaincre des autorités locales que l'eau pouvait être vecteur de contamination du choléra. Or cette hypothèse ne fut finalement validée par la communauté scientifique que trente ans plus tard. Dans l'intervalle, de nombreux discours institutionnels contradictoires alimentèrent les croyances populaires sur le choléra — l'idée la plus répandue étant qu'il était amené par l'air. Snow agit donc face à une population parfaitement désinformée dans un contexte bien différent de celui du Covid-19, pour lequel les modes de transmission sont nettement mieux connus et les données scientifiques alimentent largement le discours des institutions internationales. À aucun moment, Halpern n'envisagea la possibilité d'une réduction de l'activité économique et donc de dégager du temps pour que les parents puissent s'occuper des enfants. La priorité au maintien de l'activité, principalement économique, est posée comme axiome de son raisonnement.

Le choix du *nudging* pour combattre le Covid-19 devient dans ce cadre parfaitement cohérent avec l'option de la *herd immunity* dans la conception de l'individu et de la collectivité qu'elle sous-tend. Il s'agit finalement de contraindre les individus à maximiser leurs intérêts, bon gré mal gré, quitte à « forger leur subjectivité », afin d'organiser de façon optimale la société principalement au travers de l'activité économique.

Repenser le rapport individu-collectif

J'ai tenté, en étudiant les deux axes de la stratégie de gestion de crise britannique, d'en montrer les linéaments idéologiques qui, finalement, rendent compréhensible l'attitude du gouvernement Johnson. Contrairement à ce que certains commentateurs ont pu écrire, l'élément explicatif majeur n'est pas d'après moi simplement un « primat de l'économie », mais plus fondamentalement une conception même de la « nature humaine » et du rôle du gouvernement par rapport à cette « nature ». Il ne s'agit pas ici d'une démonstration, mais plus de la proposition d'une hypothèse : je n'ai pas pu mener un travail de recherche approfondi auprès de chacun des intervenants,

36 | https://cutt.ly/ItKT5em.
37 | Patrick Vallance, lors de la conférence de presse du 12 mars.

je me suis basé uniquement sur leurs propos médiatiques. Cependant, cette hypothèse me semble relativement robuste tant il est vrai que la dimension idéologique du discours des conseillers scientifiques du gouvernement britannique est transparente dès que l'on cesse de les considérer comme des tenants de la vérité savante. On assiste d'ailleurs dans le débat public britannique sur le Covid-19 à un véritable cas d'école de mélange malsain entre science et idéologie, où les enjeux politiques sont soudain escamotés sous le couvert de la technique ou des résultats de la recherche, selon le schéma canonique décrit déjà par Habermas dans les années 1960[38].

Plus fondamentalement, ce qui se manifeste avec l'échec de la stratégie britannique, c'est peut-être l'inadéquation de la grille de lecture posant l'humain comme un individu avant tout égoïste, qu'il soit rationnel ou relativement irrationnel, et la société comme l'addition d'un ensemble de ces individus. C'est aussi la manière de penser le rapport individu-collectif comme une opposition (l'individu égoïste contre les autres individus égoïstes, le collectif comme contrainte) qui se voit fragilisée.

C'est quelque part un aveuglement doctrinaire qui a amené le gouvernement britannique à ne pas prendre les mesures qui auraient pu diminuer la propagation du virus et à éviter la saturation des services de soins de santé du NHS et bien des morts. La question qui se pose tient, là encore, dans la capacité que nous aurons, à l'issue de cette crise, d'en tirer des enseignements. Sera-t-il possible d'en finir avec la doctrine politique de l'individu égoïste ? Rien n'est moins sûr.

38 | Habermas J., *La Technique et la science comme « idéologie »* (1973), Tel/Gallimard, 1990.

Covid-19, distribution des risques de précarité
Quels enjeux dans le monde du travail ?

François Fecteau et Gérald Renier

En nous appuyant sur deux ouvrages fondateurs de la sociologie du risque, nous pouvons décrypter l'action publique de l'État néolibéral face à la crise du Covid-19. L'étude des mesures qui concernent le travail montre que l'enjeu de la répartition des risques occupe une place centrale et, ce faisant, que la crise rend plus que jamais explicites les limites des modèles néolibéraux. On ne peut toutefois en considérer comme acquis leur abandon définitif.

Depuis mars 2020, l'apparition des cas de Covid-19 exhorte les gouvernements européens à mettre en place une série de mesures de prévention des multiples risques engendrés par la crise sanitaire. Le gouvernement belge ne fait pas exception : des mesures de distanciation sociale ont été mises en place pour contenir la propagation et la contamination des personnes les plus vulnérables à la maladie, s'accompagnant de mesures de soutien aux travailleurs les plus susceptibles d'être touchés par la cessation des activités économiques.

La crise du Covid-19 nous convie ainsi à une sociologie du risque et du rôle des pouvoirs publics dans sa prise en charge collective. En reprenant deux ouvrages clés de la sociologie du risque, tous deux publiés en 1986, cet article propose une lecture de l'action publique de l'État néolibéral dans un contexte d'exception qui appelle à la solidarité.

De la construction d'une société assurantielle à son démantèlement

Dans son ouvrage *L'État providence*, François Ewald retraçait les origines des sociétés assurantielles à la fin du XIXe siècle. En France, l'adoption en 1841 de la loi sur le travail des enfants ainsi que celle sur la responsabilité des accidents du travail votée en 1898 marquait les premiers moments de la mise en place de l'idée de collectivisation des risques au travail par l'intervention législative de l'État. De la notion de prévoyance comme responsabilité individuelle du travailleur, on passe à celle d'un droit à la sécurité au travail. Prenant forme dans l'implantation d'un

système d'assurance, la prise en charge collective des risques liés aux accidents du travail finit par s'élargir à celle du risque professionnel et éventuellement, à l'ensemble de la sphère sociale pour constituer les fondements de ce qu'Ewald nomme l'« État providence » (Ewald, 1986, p. 226). Sous l'impulsion des syndicats et l'influence politique des travaux de Keynes, la première moitié du XXe siècle donne lieu, dans les sociétés industrielles, à tout un travail de mise en place d'institutions ayant pour fonction de réaliser une société de droits collectifs : assurance maladie et chômage, caisse de pensions, liberté syndicale et droit de grève, conventions collectives et salaires minimum (« barèmes » en Belgique). Du début du XXe siècle à la Première Guerre mondiale, plus de trente-cinq systèmes d'assurances sont mis sur pied dans douze pays d'Europe. Orientés vers le maintien d'une efficacité globale du système de production capitaliste, ces systèmes d'assurances, à travers la loi de la moyenne, prennent en charge la gestion du salaire des travailleurs dans une logique de prévoyance alors qu'elle était jusque-là sous l'emprise de la logique de la responsabilité individuelle des travailleurs au sein de l'État libéral (Gagné, 1985, p. 11-12). Tel qu'on en connait l'histoire, le développement d'une société de droits sociaux, solidifiée et institutionnalisée après la Deuxième Guerre, qui s'accompagnent de la nationalisation des services publics dans plusieurs pays, atteint son apogée pendant la période des années 1945-1975.

L'institution du droit social qui consacre le dépassement du droit naturel au fondement de l'État libéral ne se fera toutefois pas sans provoquer la réaction des tenants du libéralisme économique. Au tournant des années 1930, le colloque Walter Lippmann avait réuni quelques figures de proue de la pensée libérale afin d'en assurer le renouvèlement. Dans le débat entre les penseurs de l'école autrichienne et celle des ordolibéraux, se dessinent alors les lignes théoriques qui circonscrivent une forme d'interventionnisme de l'État qui, contre Keynes et le planisme économique, doit s'effectuer en faveur d'une société régie par la règle de la concurrence du marché (Foucault, 2004, p. 152). Au cœur de cette vision néolibérale prédomine la figure de l'*homo economicus* dans laquelle l'être collectif se voit transformé en acteur rationnel réglé au diapason du marché : les étudiants, entrepreneurs de leur projet éducatif, pourront compter sur la flexibilité des cursus pour se constituer un stock de capital humain répondant aux besoins du marché du travail. Les travailleurs, libérés de la rigidité de l'emploi, deviendront des micro-entrepreneurs responsables de la rentabilité de leurs stocks de compétences.

Au lendemain de la Deuxième Guerre, la fondation de la Société du Mont Pèlerin reprend le flambeau en tant que lieu de rassemblement et de propagation de l'idéologie néolibérale (Denord, 2002, p. 13). En parallèle de la réalisation du programme keynésien, les néolibéraux vont multiplier les stratégies de communication afin de dispenser leurs idées. Alors qu'Hayek (1974) et Friedman (1976) se voient octroyer à tour de rôle le prix Nobel d'économie, les perturbations économiques du milieu des années 1970 ébranlent le socle des théories keynésiennes et ouvrent une fenêtre d'opportunité aux néolibéraux pour en appeler à un véritable bouleversement de la société fondée sur les droits collectifs. Dans une économie en voie de mondialisation, la société doit pouvoir compter sur une main-d'œuvre flexible prête à satisfaire les besoins en constant changement du marché du travail. Dans ce nouveau programme politique, Gagné rappelle que le rôle de l'« État commercial ouvert » se résume à « aider ce qui marche et laisser tomber ce qui tombe » (Gagné, 1985, p. 23). Dans la plupart

des pays industrialisés, la décennie des années 1980 s'ouvre sur la traduction des principes de l'idéologie néolibérale dans les programmes des nouveaux gouvernements élus : privatisation des services publics et hausse des tarifs, dérégulation du droit syndical, affaiblissement de la sécurité sociale, signature des premiers accords de libre-échange, etc.

La gestion des « nouveaux » risques dans les sociétés contemporaines

La mise en application des programmes politiques alignés sur l'idéologie néolibérale, qui prétend libérer les individus de la rigidité des politiques keynésiennes, procède du même coup à l'affaiblissement de la sécurité sociale et du principe de l'assurance collective, menant ainsi à l'effritement du principe de prise en charge collective des risques du travail, mais également à celle des nouveaux risques engendrés par la phase d'industrialisation et les progrès technologiques du dernier siècle.

Dans son ouvrage *La société du risque*, Ulrich Beck proposait déjà en 1986, une autre lecture de la contribution de nouveaux risques à la transformation des sociétés contemporaines dans ce qu'il appelle la « modernité réflexive ». Héritières des effets non contrôlés de l'industrialisation des sociétés modernes, les sociétés contemporaines se retrouveraient ainsi aux prises avec une série de risques de diverse nature : pollution, nouvelles maladies, catastrophes naturelles, pauvreté, etc.

À la question de la production et de la distribution de la richesse dans la phase d'industrialisation des sociétés modernes, se superposerait la question de la distribution de nouveaux risques dans les sociétés contemporaines. Certains des risques touchant l'ensemble de la population iraient même, selon Beck, jusqu'à remettre en question la perméabilité des classes sociales et des États nations : « Ecological disaster and atomic fallout ignore the borders of nations. Even the rich and powerful are not safe from them » (Beck, 1992, p. 23). Beck résume ainsi ce qu'il appelle l'effet boomerang par l'idée que ceux qui produisent les risques et en bénéficient finissent éventuellement, eux aussi, par en subir les conséquences : « […] poverty is herarchic, smog is democratic » (Beck, 1992, p. 36-37).

Bien que plusieurs catastrophes naturelles soient effectivement susceptibles de toucher l'ensemble d'une population, Beck rappelle toutefois que la vulnérabilité face aux risques, et, à l'inverse, la capacité de s'en prémunir, est fortement corrélée au pouvoir économique concentré entre les mains de certaines strates de la population. Si, comme plusieurs risques, le Covid-19 affecte de fait l'ensemble de la population, l'actuelle pandémie permet de bien constater la répartition inégale des effets de ces risques et leur concentration chez les plus vulnérables. Bien plus encore, la crise sanitaire contribue à l'amplification de la vulnérabilité des personnes et de la précarité de plusieurs travailleurs par la crise sanitaire, provoquant l'improvisation des gouvernements dans la mise en place de mesures de soutien d'urgence. Avant de parler d'une nouvelle crise du néolibéralisme, nous proposons une brève analyse des processus de concertation sociale de ce début de crise menant aux mesures à adopter pour les travailleurs en Belgique.

Un rapport de force syndical affaibli dans la concertation sociale

La remise en cause du néolibéralisme peut-elle se lire dans les mesures sanitaires du gouvernement ou l'imposition de la distanciation sociale ? Certains ont d'ores et déjà interprété l'intervention de l'État et les mesures de la crise sanitaire comme une remise en cause générale du néolibéralisme, voire

du capitalisme, notamment derrière les récentes déclarations d'Emmanuel Macron dans son discours du 12 mars : « Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie, en définitive, à d'autres est une folie. »

Il serait difficile de voir un changement de cap fondamental dans la pensée néolibérale : elle ne s'est jamais vraiment targuée d'un non-usage de l'État, tant que celui-ci avait pour objectif de protéger « le marché ». En Belgique, comme dans la plupart des pays où l'État providence est le plus avancé, la dépendance au sentier reste forte, et on ne peut parler d'un retrait de l'interventionnisme économique et social, même de la part des partis les plus libéraux. On peut aussi rappeler ce qui est dans notre pays considéré comme une des toutes premières pierres de la sécurité sociale, la loi sur les accidents de travail en 1903 (gouvernement de Smet de Naeyer II, catholique). D'un point de vue historique, le volontarisme politique en matière de bienêtre et santé n'est donc pas si étonnant.

Dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19, la finalité et les modalités de l'interventionnisme de l'État demeurent l'objet de négociation entre syndicats et patrons. En Belgique, la coutume veut que la concertation sociale précède la législation sociale afin d'éviter les risques de conflits sociaux. Bien qu'elle soit une fierté des syndicats, héritiers d'une longue tradition de concertation, cette pratique a déjà été largement mise à mal ces dernières années. Les accords interprofessionnels de 2015 et 2019 ont ainsi vu une FGTB mise à l'écart. Le gouvernement Michel (2014-2018) a pris plusieurs mesures notamment en matière de limitation salariale alors même qu'elles n'avaient pas été demandées, officiellement, du moins, par les employeurs.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que la question de la concertation dans la gestion de la crise est très peu présente. Pas de mention des comités de protection et prévention au travail (CPPT) dans les mesures de crise. Pas de propositions d'analyses de risques à organiser au pied levé. Seuls les syndicats rappellent la nécessité de leur usage, notamment dans les entreprises qui eprouvent des difficultés à mettre en place les mesures. Les employeurs ont ainsi choisi très majoritairement de continuer le travail avec des ajustements très mineurs plutôt que l'arrêter par sécurité, le repenser et reprendre la production ensuite.

En Belgique, la crise du coronavirus ne semble pas avoir été largement anticipée par les syndicats et le gouvernement, les premières discussions sur les mesures à prendre n'ont souvent commencé que quelques jours avant la mise en place de la phase 2.

Fermeture des entreprises : un défi pour la sécurité sociale

Dans bien des pays d'Europe, la fermeture des entreprises figure parmi les enjeux majeurs des négociations entre patrons et syndicats. La situation catastrophique en Italie pousse les travailleurs à débrayer dans divers secteurs, avec les syndicats alternatifs CoBas (Confederazione dei comitati di base) en tête qui réclament la fermeture des secteurs non essentiels. En France, le 18 mars, la CGT demande de pouvoir fermer les secteurs non essentiels si les conditions ne permettent pas de travailler en sécurité, ou qui sont déjà fortement touchés par la maladie. En Belgique, la déclaration du Groupe des 10 (G10) le 16 mars est, quant à elle, sans équivoque : il faut maintenir le travail.

Lors de premières mesures de confinement, le 12 mars, décrétées unilatéralement par le gouvernement provisoire, les modalités s'attachent avant tout à réduire la masse des travailleurs dans les entreprises, en organisant un maximum le télétravail et en mettant à la maison les malades et les personnes à risques. C'est donc quatre jours plus tard que le G10, organe référence de la concertation patrons-syndicats, publie sa position.

« Elles jugent [les organisations syndicales et patronales] important que les travailleurs qui ne sont pas contaminés restent au maximum au travail, sans quoi notre économie, nos soins de santé et l'approvisionnement de la population en denrées vitales et en soins s'en trouveraient menacés. Les employeurs et travailleurs concernés doivent alors suivre scrupuleusement les prescriptions d'hygiène. Les employeurs sont appelés à prévoir, en concertation et dans la mesure du possible, des formes de travail adaptées (télétravail, horaires flottants…) » (G10, 16 mars 2020).

Cette position des directions syndicales belges peut être interprétée, d'une part, comme étant le résultat de la lente prise de conscience de la gravité de la situation au 16 mars et, d'autre part, comme une volonté d'éviter une catastrophe sociale. La fermeture généralisée des entreprises non essentielles enverrait de très nombreux travailleurs en chômage temporaire, diminuant leur revenu (65 % en temps normal, renégocié pour l'occasion à 70 %) et faisant porter par la même occasion un cout énorme sur les caisses de solidarité. Du haut du G10, les représentants syndicaux ne pouvaient, à cette date, prendre aisément une telle responsabilité.

La position du G10 est suivie le 17 mars par l'adoption de nouvelles mesures par le Conseil national de sécurité. Ces mesures constituent le cadre dans lequel les activités économiques doivent se poursuivre à partir du 18 mars : modalités et conditions d'acceptation du télétravail, mesures d'hygiène obligatoires pour les employeurs, modalités d'appel au chômage temporaire pour des raisons économiques, etc. (Service public fédéral -Emploi Travail et Concertation sociale, 27 mars 2020). Diverses mesures sont également mises en place pour les travailleurs et les indépendants : allégement du droit de passerelle, report, réduction ou dispense des cotisations sociales, droit de renonciation aux majorations, etc. (Sécurité sociale – Entrepreneurs indépendants, 31 mars 2020).

La semaine suivante, la situation a très vite évolué. On observe les quasi-fermetures d'un secteur à hauts risques de contamination, ainsi que des mouvements de protestation dans les secteurs du commerce (Brico), de l'industrie (Audi) et des transports (TEC). Leurs revendications portent majoritairement sur l'absence de mesures de protection (gants, distances de sécurité, etc.) et la désinvolture des directions face à la situation. Le secteur des aides ménagères a presque été totalement fermé en Wallonie, en raison de l'impossibilité de respecter l'essentiel des mesures sanitaire dans un secteur où les usagers sont souvent âgés de plus de soixante-cinq ans. Cependant, certaines entreprises restent ouvertes et sont l'objet de revendications de fermeture et de compensation financière pour des salaires très bas (FGTB, 20 mars 2020).

Cette situation a rapidement incité les syndicats à mettre en tête de leurs revendications la question de santé des travailleurs et de la population, face au maintien de la production des entreprises. Se rapprochant ainsi de la position de la CGT française, les syndicats belges exigent que les mesures sanitaires

adéquates soient conditionnelles à la poursuite des activités économiques non essentielles (RTBF, 25 mars 2020).

La fermeture des entreprises dans de nombreux secteurs est rapidement devenue un état de fait. Les difficultés à organiser le travail de manière sécurisée, avec du personnel restreint à cause de la mise à l'écart de certains travailleurs par prévention ou pour cause de maladie, ainsi que l'arrêt des activités de leurs fournisseurs poussent les entreprises à fermer. Ces fermetures touchent d'abord les grandes entreprises, les petites entreprises n'ont pas les moyens de se permettre une fermeture, et font également face à une critique syndicale moins forte. En réaction à la crise sociale que provoque la mise au chômage de près d'un million de travailleurs, les syndicats proposent au gouvernement d'imiter les pays voisins en portant le montant du chômage temporaire à 80 % du dernier salaire, soit 15 % de plus que le montant normal au lieu de 5 % (FGTB, 20 mars).

Afin d'éviter la fermeture totale de l'ensemble des secteurs, notamment ceux jugés essentiels, le télétravail s'impose comme solution conforme aux mesures de distanciation sociale. Avec le développement de l'internet et la démocratisation de l'informatique, le télétravail permet ainsi à de nombreux travailleurs de poursuivre leurs activités professionnelles depuis leur domicile.

Cette réalité récente peut ainsi satisfaire plusieurs travailleurs qui souhaitent, pour des raisons d'économie de trajets et de flexibilité, prester un certain nombre d'heures en télétravail. Malgré cela, le télétravail comporte un certain nombre d'enjeux syndicaux. Si en Belgique, certains travailleurs sont éligibles à de légères compensations, ils deviennent dans tous les cas responsables de la qualité de leur environnement de travail respectif, dont la frontière avec celui de la vie privée devient abstraite. Cette nouvelle forme d'invasion de la vie professionnelle dans le domaine de la vie privée peut dans bien des cas constituer un stress supplémentaire chez les quelques travailleurs qui oublieront de calculer quelques heures au profit de leurs employeurs. Finalement, le télétravail peut être vu comme un processus d'individualisation des travailleurs contribuant à l'effritement de leur identité collective et leur solidarité. Les conditions qu'impose la distanciation sociale ouvrent ainsi l'opportunité, pour plusieurs milieux professionnels, de tester ou de perfectionner les mesures du télétravail, qui pourrait graduellement s'instaurer comme norme après la crise du Covid-19.

Opportunisme et stratégie du choc

Tel est le cas pour le télétravail, la crise du coronavirus se présente comme un contexte ouvrant de nouvelles « opportunités » pour les employeurs, rappelant l'hypothèse de la « stratégie du choc » formulée par Naomi Klein : l'état d'urgence facilite la revendication et l'instauration de mesures néolibérales exceptionnelles pouvant s'instaurer comme norme une fois la crise résorbée (Klein, 2007).

En matière de règlementation, on a pu ainsi voir les syndicats de l'enseignement devoir rappeler qu'il était tout sauf opportun de venir modifier les règlements de travail durant la crise. Dans le même esprit, on pourra voir le gouvernement suivre les intérêts de la Fédération des entreprises du commerce (Comeos), qui tente d'élargir les plages d'ouverture des commerces. Sollicitée pendant la crise, la dérégulation des horaires (travail du dimanche et en soirée) était déjà inscrite dans la réalité des conditions de travail au sein de plusieurs de ces commerces. Il va sans dire que l'élargissement de ces horaires répond à des demandes patronales qui précèdent la crise du Covid-19.

Dans certaines entreprises dont on parle moins, les employeurs vont parfois jusqu'à pousser leurs travailleurs à se mettre en congé ou à simplement refuser aux travailleurs malades leur premier mois de salaire garanti et en les plaçant en chômage rétroactivement. Sous couvert de la volonté de protéger les revenus de certains, les patrons s'assurent une main-d'œuvre disponible durant le reste de l'année pour compenser leur potentiel manque à gagner (*7sur7*, 27 mars 2020).

Au moment de rédaction de cet article, les syndicats dénoncent déjà les pouvoirs spéciaux attribués au gouvernement provisoire pour résoudre la crise qui, par son article 5.5, permettrait de s'attaquer à la législation sociale. Un tel pouvoir, dans les mains d'un gouvernement héritier des mêmes méthodes que durant les précédentes crises économiques, pourrait s'avérer capable de renforcer la flexibilisation et ainsi poursuivre l'affaiblissement du pouvoir syndical dans la concertation sociale.

Dialectique de crises et aubaines syndicales

Tel que l'évoque l'attitude de certains employeurs à l'égard de leurs travailleurs, le contexte de crise peut s'avérer une opportunité pour mettre en place des mesures exceptionnelles par la suite normalisées. Si pour les employeurs, la crise du Covid-19 s'avère l'occasion de s'attaquer à la législation sociale, ouvrirait-elle également quelques opportunités du côté des travailleurs ?

Nous pouvons déjà émettre l'hypothèse que la mise en chômage temporaire d'au moins un million de travailleurs (sur une population d'environ 6,5 millions d'« actifs ») fera certainement gonfler les rangs des syndicats et ce, pour trois raisons principales. Premièrement, parce qu'il est d'usage en Belgique de s'affilier pour recevoir les allocations de chômage. Deuxièmement parce que certains secteurs mis en chômage temporaire sont fortement syndiqués, notamment dans les milieux industriels, et troisièmement parce que les offices de paiements des syndicats, déjà très efficaces, encaisseront surement le choc. Si regain des affiliations il risque d'y avoir, rien ne garantit toutefois leur stabilisation sur la prochaine décennie.

En plus de potentiellement voir le nombre de leurs membres augmenter, les syndicats ont pris la balle au bond pour faire valoir de nouvelles revendications. Au-delà de leur engagement à exiger la mise en place des mesures sanitaires dans les entreprises, ils se penchent sur le maintien du niveau de vie : demande de disposer 80 % des revenus bruts en chômage temporaire, revendication pour la mise en place d'accords sectoriels pour une prime de 5 euros par jour en cas de chômage, ou encore de primes spéciales dans la distribution. Pour répondre aux besoins de distanciation et éviter l'épuisement, ils proposent également de réfléchir à des réductions du temps de travail dans les secteurs maintenus ouverts.

Les syndicats pourraient ainsi ressortir de la crise avec un positionnement stratégique renforcé par le soutien large des travailleurs défendus. Ce renforcement de la position syndicale pourrait s'avérer être une opportunité de relancer plus vivement des débats soulevés, sans succès jusqu'à présent, par les organisations tels que l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail ou la remise en cause du modèle économique néolibéral, voire capitaliste.

S'il est autorisé de formuler ces réflexions plus optimistes, les luttes syndicales demeurent confrontées à des défis de taille. Bien que les syndicats puissent brandir la menace de l'inspection sociale pour les entreprises récalcitrantes, le confinement et l'état

de crise pourraient aussi fortement brider la capacité de résistance collective et son expression par la grève.

De plus, la Belgique, par son système de concertation sociale avec de très nombreux travailleurs répartis en sous-compartiments, laisse peu de place à des revendications pour l'ensemble des salariés. Au-delà des gains pour les secteurs traditionnels où les syndicats sont implantés, les nouveaux secteurs « de masse », mais aux postes de travail éclatés et aux contrats précaires, constituent un enjeu majeur pour la représentation syndicale et la protection de l'ensemble des travailleurs. En ce sens, les structures syndicales ne parviennent pas toujours à formuler des revendications qui couvrent les conditions particulières des travailleurs les plus précaires : les aides ménagères demandent la fermeture et des compensations pour obtenir plus de 70 % de salaire, les intérimaires et étudiants réclament l'extension du chômage temporaire à leur cas, les premiers en raison des industries au ralenti, les seconds à cause de la fermeture complète de l'horeca.

Bien que certaines de ces revendications aient été entendues, notamment dans le cas des intérimaires, plusieurs travailleurs dont la précarité se caractérise par une instabilité de l'emploi figurent dans l'angle mort des revendications syndicales : « l'interdiction de licenciement sans motif valable » étant déjà inscrite dans le droit du travail belge, il n'y a pas lieu pour les syndicats de revendiquer la sécurité de l'emploi pour les travailleurs dont la stabilité de l'emploi est déjà garantie dans la législation. L'absence de revendication syndicale en faveur d'une plus grande sécurité d'emploi aura des conséquences pour les travailleurs dont le contrat n'est pas rompu, mais simplement non renouvelé.

Enfin, l'actuelle crise sanitaire rendra la vie professionnelle des ubérisés, livreurs, travailleurs de la vente en ligne d'autant plus difficile, voire plus insupportable, qu'elle l'était déjà. Ces secteurs, dont le développement s'est récemment accéléré, se caractérisent par un *turn-over* de main-d'œuvre élevé et des pratiques antisyndicales.

Conclusion

À un moment où elle touche l'ensemble de la population, la crise du Covid-19 constitue un cas d'étude pertinent pour discuter de l'hypothèse de Beck sur la perméabilité des classes sociales. La crise sanitaire actuelle met en exergue une série d'enjeux cruciaux portant autant sur la force de l'organisation des travailleurs et leur capacité à se défendre que sur le résultat même des négociations. Dans un contexte où s'effrite l'emploi traditionnel, les syndicats affaiblis et les mesures mises en place laissent sur le bord de la route des travailleurs autonomes et des micro-entrepreneurs dont le statut amène de nouvelles questions pour la représentation syndicale.

Quant à une supposée dissolution des classes sociales dans l'apparition de nouveaux risques, tant l'analyse de la concertation sociale au sein de laquelle s'est déroulé le processus de négociation entre patrons et syndicats que les mesures d'urgence finalement mises en place par l'État belge ne viennent confirmer le postulat formulé par Beck. Loin de pouvoir être corroborée, l'hypothèse de Beck a toutefois le mérite d'ouvrir un nouvel angle d'analyse pour appréhender la gestion collective des risques liés au Covid-19 et les solidarités qu'elle est susceptible de créer.

Comme nos observations des négociations entre patrons et syndicats le laissaient suggérer dans un premier temps, il semble que le contexte de crise du Covid-19 ait eu un effet de renforcement

de la concertation au nom de la paix sociale, mais également au profit d'un maintien en activité d'un certain nombre de travailleurs. L'appel à la « solidarité et au sens civique », inscrit dans la prise de position qui découle de la réunion du 16 mars 2020 du G10, consiste ainsi en un appel aux compromis patrons-syndicats en faveur du maintien de l'activité économique. Dans un contexte de concertation sociale dans lequel le pouvoir des organisations syndicales est affaibli, il existe un risque majeur que les travailleurs fassent les frais de cette union « patrons-syndicats » au nom de la préservation de la santé publique et de l'économie de marché. Comme le relève la presse belge, les revendications syndicales pour l'application de strictes mesures d'hygiène conditionnelles au maintien de l'ouverture des entreprises restent sans réponse au sein de certains secteurs de travail, tels que celui des aides ménagères. Et bien qu'elles puissent laisser croire à un retour de l'État social, les mesures adoptées par l'État belge pour soutenir les travailleurs demeurent, quant à elles, temporaires et laissent dans l'ombre les nouveaux travailleurs « ubérisés » qui subiront la précarité de l'absence de statut.

Si dans le cadre de cet article, notre analyse prenait d'abord pour objet le processus de concertation sociale menant à l'entente sur les mesures à adopter pour les travailleurs, elle devrait être complétée par une analyse des autres « oubliés » de la crise du Covid-19. La question de la précarité dépasse celle de l'angle du travail et doit être élargie à toutes celles dont la question de la couverture sociale se pose. Malgré l'Arrêté du 17 mars interdisant les expulsions domiciliaires[1], la sécurité sociale insuffisante est susceptible d'engendrer de nouveaux cas de personnes sans domicile fixe dus à l'absence de revenus assurés. Aux sans-abris, nous pouvons ajouter à la liste des oubliés de la crise toute une série de personnes dont les conditions misérables ne pourront que s'aggraver : femmes victimes de violences laissées à elles-mêmes, travailleuses du sexe, prisonniers, sans-papiers, etc. Cette crise aura pour effet d'amplifier, à court ou moyen terme, la précarité de l'ensemble de ces personnes et posera pour tous les défenseurs de l'assurance collective, syndicats en tête, un enjeu politique majeur.

L'amplification des conditions de précarité et de pauvreté face à la crise sanitaire du Covid-19 donnerait ainsi d'avantage raison à la deuxième hypothèse de Beck quant aux inégalités sociales vis-à-vis de l'expérimentation des risques et la capacité de s'en prémunir. À l'inverse, rien pour l'instant ne laisse présager la confirmation de l'hypothèse d'un effet boomerang qui, selon Beck, remettrait les couts, sanitaires et économiques, de la crise entre les mains des responsables de la production de risques. S'il est encore tôt pour tirer des conclusions sur la spécificité des profils socioéconomiques des personnes touchées par le Covid-19, nous constatons déjà les revendications des employeurs qui réclament la « collectivisation des pertes » engendrées par la crise. En Belgique, la Voka (Fédération des employeurs flamands) réclame des moyens pour payer les salaires. En France, le patronat propose de nationaliser les secteurs qui s'écroulent. Ayant encore en tête le scénario postcrise financière de 2008, il semble dès lors raisonnable d'anticiper le spectre de l'austérité budgétaire de l'après-crise justifiée par l'endettement de l'État, le renflouement des secteurs bancaires qui auront été sollicités par les entreprises et la nécessité d'un plan de sauvetage de l'économie.

1 | Arrêté du ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale interdisant les expulsions domiciliaires. L'article premier de cet arrêté interdit toutes expulsions physiques domiciliaires jusqu'au 3 avril 2020.

Si elle ne semble pas pour l'instant ébranler les socles idéologiques du néolibéralisme, la crise sanitaire du Covid-19 permet néanmoins de mettre ses limites en évidence. Alors que les travailleurs précaires, et l'ensemble des citoyens laissés dans l'ombre, s'apprêtent à subir le contrecoup de l'affaiblissement du pouvoir syndical au sein de la concertation sociale, la crise sanitaire actuelle remet en avant les débats stratégiques des combats sociaux des deux dernières décennies : comment réimposer un rapport de force à l'heure où la concertation sociale, compromis de l'après Deuxième Guerre mondiale, est de moins en moins reconnue par les tenants du pouvoir ? Et comment, *in fine,* mettre ce rapport de force à contribution pour un véritable changement sociétal dont l'opportunité nous est offerte par la crise actuelle ?

Bibliographie

- Beck U. (2008), *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Éditions Flammarion.
- *7sur7* (27 mars 2020), « Des entreprises mettent rétroactivement leurs employés malades au chômage temporaire », https://cutt.ly/GtGjMJB, consulté le 28 mars 2020.
- Denord F. (2002), « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire : La circulation internationale du néolibéralisme et ses acteurs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145(5), p. 9-20.
- Ewald F. (1986), *L'État providence*, Paris, Éditions Grasset.
- Gagné G. (1985), « L'État commercial ouvert. Conjonctures et politique », *Revue québécoise d'analyse et de débat*, p. 6, p. 51-81.
- FGTB (20 mars 2020), « Fermez le secteur et garantissez le salaire », https://cutt.ly/rtGj52O, consulté le 26 mars 2020.
- FGTB (20 mars 2020), « Coronavirus-FGTB : Suivez l'exemple de nos pays voisins et augmentez les allocations pour chômage temporaire de 70 % à 80 % », https://cutt.ly/etGkupl, consulté le 27 mars 2020.
- Klein N. (2007), *The Shock Doctrine : The Rise of Disaster Capitalism*, Knopf Canada.
- RTBF (25 mars 2020), « Robert Verteneuil (FGTB) : "Il y a des employeurs qui se foutent comme de colin-tampon de la santé des employés" », https://cutt.ly/3tGkdD5, consulté le 26 mars 2020.
- Sécurité sociale – Entrepreneurs indépendants (31 mars 2020), « Difficultés suites au coronavirus », https://cutt.ly/btGkkwK, consulté le 31 mars 2020.
- Service public fédéral - Emploi Travail et Concertation sociale (27 mars 2020), « Coronavirus : mesures de prévention et conséquences sur le plan du droit du travail », https://cutt.ly/FtGkvxH, consulté le 28 mars 2020.

Ode aux grands anxieux

Derek Moss

J'ai écrit ce billet d'humour sur la situation actuelle — le monde entier bruisse de la crainte du coronavirus — car elle m'effraie tant que c'est l'unique moyen que j'ai trouvé pour atténuer l'angoisse. Au moins, pour une fois, je ne suis pas le seul à paniquer. Cela pourrait me rassurer. Mais, non. Comme une éponge, j'ai absorbé cette peur globalisée, je l'ai laissé m'envahir de la tête à l'estomac en passant par les mollets, sans résister, et je me demande désormais comment faire pour maintenir le cap avec ma santé mentale déjà fragile. Alors, parce que par civisme, il faut parfois témoigner d'un peu d'optimisme, m'est venue l'idée de scribouiller cette ode bienveillante aux grands anxieux, ces visionnaires à la mine flétrie par des années de lucidité imaginative débordante, mais peut-être les seuls destinés à survivre, avec les cafards, à un futur apocalyptique.

En cette période de crise sanitaire due au Covid-19, le grand anxieux peut devenir un modèle, une idole, un parangon, ou bien un ami idéal.

Le pantophobe, littéralement celui qui a peur de tout, sort peu de chez lui. En temps normal, faire de simples courses alimentaires requiert, pour lui, un effort considérable. Une fois hors de son cocon domestique, sa vue se trouble. Son cœur s'emballe. Sa poitrine se resserre. Ses mains deviennent moites. Ses poils se hérissent. Autant dire qu'Amazon, Deliveroo, toutes les autres plateformes d'achat en ligne, mais également Skype et les technologies digitales sont une aubaine pour un anxieux comme lui (même s'il déteste la sonnerie intrusive du téléphone). Mon vieil ami, le Dr Jean Sucalacq, un super angoissé classé dans la catégorie « poitrine lourde », ne sort jamais à l'extérieur, au grand jamais, sans avoir préalablement gobé un cachet d'une benzodiazépine corsée. Je l'ai contacté ce matin par Skype : « Vous savez, mon cher Derek, je vis en auto-quarantaine depuis fort longtemps ! »

Le très anxieux est souvent un hypocondriaque. Tout ce qui est incontrôlable réveille en lui un imaginaire du pire. Une douleur à la gorge mène inéluctablement au cancer du larynx. Les radiographies prescrites, loin de le rassurer, mènent au risque de surexposition aux rayons X et, elles aussi, au crabe. Le pauvre hère sursaute à la simple vue d'une blouse blanche, même quand il n'est pas dans un contexte médical. Autant dire que le gel hydroalcoolique et les masques chirurgicaux, il connait, et depuis son plus jeune âge !

Pas de voyages, non plus. Le grand anxieux abhorre les moyens de transport. Mon amie, Denise Gumfurd, championne nationale d'hyperventilation, se souviendra à vie d'un vol Paris-Nuremberg, l'une des rares fois où elle s'est infligé de pénétrer dans

ce cercueil fusant à dix-mille mètres au-dessus de nos têtes. Entre la fermeture de la porte et la démonstration des consignes de sécurité en passant par le « Thé ? Café ? » des hôtesses, elle s'est transformée en un volcan de tachycardie prêt à exploser au milieu des passagers. Elle a aussitôt avalé une boite entière de Xanax ainsi que toutes les liqueurs à portée de main. Évidemment, elle ne s'est pas réveillée après l'atterrissage et les stewards ont dû la débarquer sur un brancard. « Plus jamais ça ! », s'est-elle exclamée à son arrivée à Nuremberg.

La vie sociale du grand anxieux est extrêmement limitée. Le « social distancing », c'est son éthos. Les gens lui font peur. Face à l'autre, en une seconde, surgissent le vertige, la tombée dans l'abime et l'insupportable échauffement des sens. Il ne peut pas soutenir le regard direct des autres et, devant eux, il a souvent l'impression de se métamorphoser en une boule dans la gorge géante. Pas de partenaire humain dans sa vie non plus. À l'idée de fusionner avec quelqu'un, il choisit la solitude. Le très anxieux aime certes les animaux, mais pas les chiens sans laisse ni les oiseaux dans le ciel ni les pangolins chinois, et ne parlons pas des insectes grouillants qui lui rappellent, à son insu, la scène primitive de papa et maman en train de s'apparier dans la chambre à côté.

Bref, le grand angoissé anticipe des catastrophes multiples qui se lovent, insidieusement, dans les tout petits détails de son existence. Pour lui, le monde est saturé de signes menaçants et contradictoires dans leur interprétation. Des légions de « et si… » colonisent son cerveau à l'infini. Même seul chez lui (depuis toujours), ganté (depuis le SRAS en 2002), masqué (depuis l'épidémie d'Ebola de 2013) et retranché ces dernières semaines derrière un mur de PQ et des kilos de pâtes sans gluten (il a fait le bilan allergologique, il est intolérant, lui !) accumulés au fil des années (il n'a pas attendu la dernière minute, lui !), il est convaincu d'être porteur du coronavirus. Autant dire qu'il est probablement, mais est-ce prouvé scientifiquement, un transmetteur viral faible. Il pourrait être une icône, ou votre ami, voire un confident en période de crise sanitaire, mais je pense que vous l'effrayez déjà trop. Reculez, je vous prie ! Gardez vos distances !

Vous avez dit « modèle » ?

Pierre de Buyl

Lors de l'épidémie de coronavirus, le comité fédéral belge d'experts scientifiques a été le centre de l'attention médiatique et politique. Mais… comment les scientifiques peuvent-ils comprendre l'évolution d'une épidémie ? En utilisant ce qu'on appelle un « modèle », c'est-à-dire une représentation mathématique d'un phénomène. En variant les paramètres du modèle, on peut tester de façon théorique des situations nouvelles. Petit décryptage…

La plupart des théories scientifiques sont des modèles qui acquièrent un rôle plus ou moins important en fonction de leur validation par l'expérience. Un des exemples les plus célèbres est probablement la mécanique classique : les équations et principes énoncés par Newton sur le mouvement des corps.

On sait aujourd'hui que cette théorie doit être remplacée, selon les situations, par la mécanique quantique ou la relativité générale (ces deux théories n'étant pas utilisables simultanément). Mais dans son domaine de validité, la mécanique classique conserve toute son importance comme pour le guidage de fusées et de satellites et l'étude de la structure des protéines, par exemple.

Dans cet article, nous verrons d'abord le concept de modèle, pour ensuite considérer une illustration de modèle de propagation virale que certains chercheurs ont utilisé pour le coronavirus… afin, en conclusion, de revenir sur l'actualité.

Un modèle jouet de modèle

Le caractère simplifié d'un modèle est souvent identifié par l'adjectif « jouet ». L'intérêt de cette démarche n'est alors plus d'estimer des résultats quantitatifs, mais de comprendre un mécanisme d'action à des fins de recherche ou d'illustration pédagogique. Je vais donc prendre un tel modèle jouet comme premier objet d'étude.

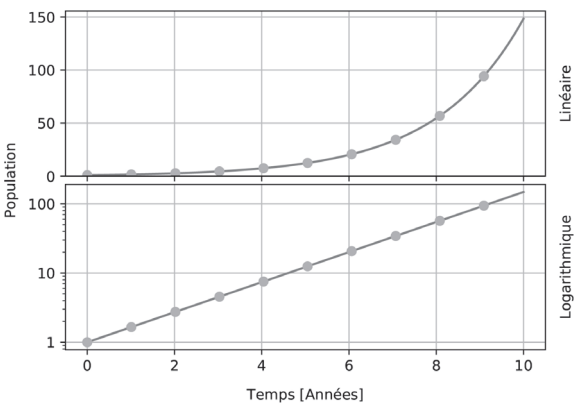
Concentrons-nous un moment sur le phénomène des naissances. Faisons l'hypothèse que le nombre de naissances à chaque instant soit proportionnel à la taille P de la population. On écrit alors la variation de la population comme le produit de P avec le nombre d'enfants de chaque individu. La solution de ce modèle est simple, il s'agit de la fameuse fonction exponentielle. On connait donc la taille de la population au cours du temps. On peut en déduire également le temps nécessaire au doublement de la population.

Quelles sont les limites de ce modèle ? *Primo*, il n'y a pas de valeur maximale : la population pourrait bien atteindre

un milliard de milliards de personnes ! *Secundo*, toute la population est considérée comme « identique », sans nuancer la variation de fertilité d'une région à une autre, par exemple.

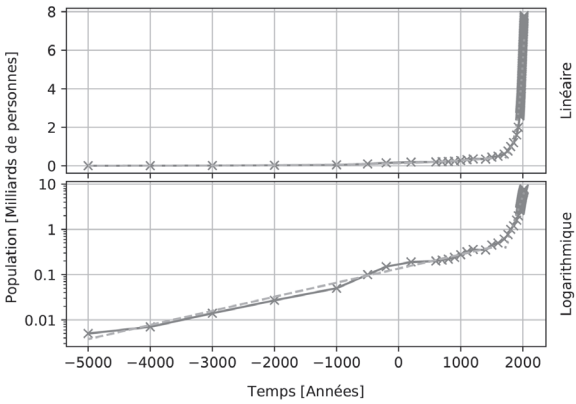
Certains enseignements du modèle sont transposables, par contre. D'une part, la définition même du taux de reproduction est utile pour construire des modèles plus élaborés. D'autre part, la formule mathématique pour la population se visualise clairement avec une ligne droite sur un graphique dit logarithmique. C'est pour cette raison que de nombreuses illustrations ont une échelle de données de type « 1, 10, 100, 1000 » (logarithmique) plutôt que « 1, 2, 3, 4 » (linéaire). Je montre dans le graphique 1 la fonction exponentielle sur les deux types de graphiques.

Graphique 1



La population mondiale, pour de longues périodes historiques, a suivi une croissance approximativement exponentielle. Je montre les données dans le graphique 2, accompagnées d'ajustements de courbes exponentielles pour deux périodes temporelles. De l'origine des données en 5000 avant notre ère jusqu'environ 1600, on obtient un temps de doublement d'environ 1000 ans et un taux d'environ 0,07 % par année. Après 1600, le taux monte à 0,9 % et le temps de doublement est de septante-quatre

Graphique 2



ans. Même si la population ne suit pas une croissance exponentielle, l'utilisation du graphique logarithmique et l'analyse en termes de taux de doublement aident à la compréhension des données.

Un modèle épidémiologique

La propagation d'une épidémie virale peut souvent être décrite par un modèle. Des chercheurs chinois ont utilisé le modèle dit « SEIR » qui compartimentalise la population en personnes susceptibles (S), exposées (E), infectées (I) et remises (R). Le modèle mathématique définit la variation du nombre de personnes dans les différentes catégories en donnant une expression pour le taux de variation (la dérivée temporelle) des variables S, E, I et R. Il faut compléter ce modèle par des paramètres qui correspondent à l'infection étudiée (délai d'incubation et de guérison, taux de reproduction). Dans la version simple du modèle, on omet le taux de décès naturels de la population, ce qui est une hypothèse cohérente pour de courtes épidémies.

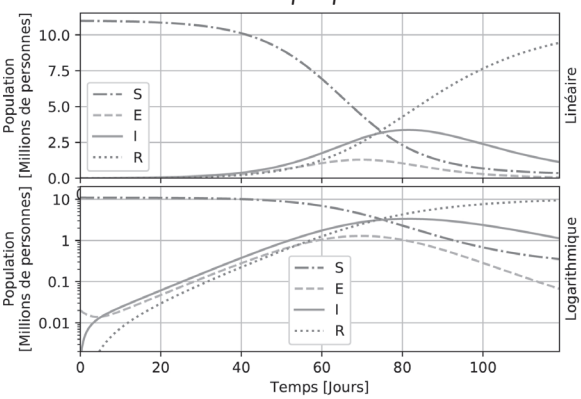
Au début de l'épidémie, la quasi-totalité de la population est considérée comme susceptible d'être exposée à la contamination venant des personnes infectées (l'infection prend place dans une deuxième étape). Le nombre de personnes exposées augmente donc proportion-

nellement à la taille du réservoir de personnes susceptibles d'être atteintes et au nombre de personnes infectées.

Une fois tout le modèle écrit, reste à résoudre les équations. Parfois on obtient une solution sous la forme d'une formule mathématique directe. Souvent, on utilise l'ordinateur pour obtenir une réponse numérique qu'on peut afficher et analyser en détail. Pour le modèle SEIR, j'ai réalisé différentes estimations de l'épidémie par résolution numérique. Motivé par la publication de Nicolas Vandewalle sur Twitter, j'ai repris la description dans l'article publié par l'équipe de l'école de santé publique de Shanghai Jiao (Tong University School of Medicine) dans lequel les scientifiques chinois estiment la valeur de plusieurs paramètres spécifiquement pour le Covid-19. Un des paramètres, le coefficient de reproduction R0, est fort dépendant des comportements humains (proximité, échanges sociaux, etc.) et est donc impossible à déterminer de façon universelle.

Je montre dans le graphique 3 les résultats du modèle à titre d'exemple, pour toutes les sous-populations.

Graphique 3

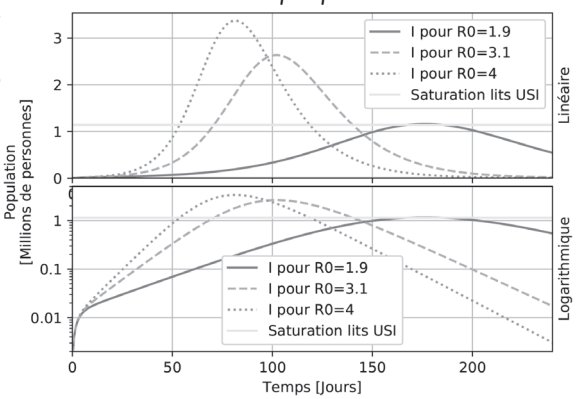


Le comportement général du modèle, visible dans ce graphique, est le suivant : le nombre de personnes exposées, puis infectées avec un délai, augmente fortement jusqu'à obtenir une valeur maximale de I, le pic de l'épidémie. L'augmentation de I est exponentielle du jour 10 au jour 50 environ et apparait donc comme une droite sur le graphique logarithmique. On peut donc définir un temps de doublement pour le nombre de personnes infectées, comme dans le modèle jouet de population. Après le pic, les infectés devenant guéris et supposés immunisés, le réservoir de personnes susceptibles diminue et les quantités E et I diminuent également. Le pire est passé. Le nombre de décès ou de personnes nécessitant des soins intensifs est généralement considéré comme une fraction de I. Dans les graphiques suivants, je montre uniquement les données pour I.

Je présente maintenant une utilisation typique du modèle : que se passe-t-il si on varie le paramètre de reproduction R0 ? Il suffit d'afficher la courbe I pour plusieurs valeurs. Je prends la gamme de valeurs estimées par l'article de référence pour le coronavirus, R0 = 1,9 et R0 = 3,1. Je rajoute la valeur R0 = 4 qui semble pertinente pour l'évolution initiale de la maladie en Belgique.

De cette étude, on peut tirer l'observation suivante : la valeur de R0 influence fortement la hauteur et le moment du pic de l'épidémie. Les conséquences pour la santé publique sont très importantes car la hauteur du pic détermine la

Graphique 4



surcharge du système de soins. En effet, une fraction des personnes infectées nécessite une hospitalisation. Dans ces patients, certains auront besoin d'un lit en unité de soins intensifs. Si l'épidémie dépasse ce seuil, la situation devient dramatique, comme cela a été le cas en Italie par exemple. Pour une situation idéalisée, je trace la barre horizontale de saturation du système de soins intensifs vers 1,14 million de cas infectés (une fraction seulement de ces cas nécessitant des soins intensifs). C'est le fameux effet d'aplatissement de la courbe dont les médias ont fait la présentation : en prenant des mesures qui réduisent le taux de contamination, le scénario d'épidémie peut devenir gérable.

Une fois l'épidémie entamée, on peut malheureusement comparer les résultats du modèle avec les données collectées. Cette phase est essentielle pour calibrer le modèle, c'est-à-dire pour vérifier et éventuellement mettre à jour les paramètres. Le modèle et l'exploration d'hypothèses deviennent des outils d'aide à la décision et permettent d'estimer si on réussit à « aplatir la courbe ».

Dans le cas du coronavirus, plusieurs observations ont été faites concernant la qualité des données. La première est le décalage entre le nombre de personnes effectivement infectées et le nombre de tests positifs obtenus, ce dernier étant probablement largement inférieur au premier. Une réponse possible est, considérant le nombre d'hospitalisations comme une fraction fixe de I, de déduire cette dernière valeur. La seconde objection est qu'une fraction importante des personnes infectées ne montre aucun symptôme (on parle des cas asymptomatiques), et qu'il est dès lors difficile de connaitre l'ampleur de la propagation du virus. En appliquant ces corrections aux données, en fonction des études dans d'autres pays, on obtient une vision plus réaliste de la situation.

Le modèle SEIR présenté ci-dessus considère uniquement la taille des sous-populations S, E, I et R. En l'utilisant, on néglige donc la structure de la société des points de vue géographique et d'âge, entre autres. La théorie des réseaux permet de combler ce manque : on représente alors les individus comme élément de base du modèle en réseau et la transmission de la maladie peut alors prendre en compte les contacts entre personnes, en fonction de leur lieu d'habitation et de leur âge.

Au fur et à mesure qu'on augmente le détail du modèle, on oublie facilement la question des hypothèses sous-jacentes et celle du domaine de validité des équations. Il est alors tentant de confondre modèle et réalité et de donner une force prédictive exagérée au modèle. C'est à ce moment que l'expert·e (soit l'expert·e du domaine, soit l'expert·e en modélisation, idéalement les deux ensemble) doit exercer son esprit critique et rappeler ces limites.

Tous les modèles sont faux, certains sont utiles

Le titre de cette section fait référence à un dicton attribué au statisticien George Box. En établissant une description mathématique de la réalité, les scientifiques se fondent sur des hypothèses et acceptent des approximations, ce qui suffirait à les qualifier de faux. On peut cependant bâtir une compréhension fondamentale de certains phénomènes grâce à ces simplifications. Le dicton sert donc de rappel aux utilisateurs de modèle plus que de critique aveugle. L'utilisation d'un modèle pour influencer des choix politiques ne peut négliger les limites énoncées ci-dessus, particulièrement lorsqu'il s'agit de santé publique. Ignorer les apprentissages de ces modèles serait tout aussi malheureux.

Appliquons cette stratégie au modèle d'épidémie : quels sont les apprentissages ? Quelles sont les limites ? En premier lieu, on peut conclure que diminuer la vitesse de propagation de l'épidémie diminue le nombre maximum de personnes infectées à un moment donné. En conséquence, la durée d'application des mesures de ralentissement doit aussi augmenter. Le nombre de personnes qui auront été infectées à un moment ou un autre est d'au moins 90 % dans la plupart des scénarios, confirmant le message des médias qu'aplatir la courbe sert principalement à ne pas saturer le système hospitalier. L'hypothèse de base sur laquelle se basent ces conclusions est qu'on peut influencer le taux de reproduction R0 en prenant des mesures de type confinement et fermeture d'écoles, suivant en ça la littérature scientifique. L'interprétation des données journalières de l'épidémie se fera par ailleurs à la lumière du modèle, soulignant son utilité comme point de repère.

Du côté des limites, il faut rappeler que le modèle présenté ici est une approximation qui réduit les relations entre des millions d'individus à quatre quantités mathématiques et trois paramètres. Parmi ceux-ci, R0 varie en fonction de la population et doit être calibré pour chaque pays. Les différences de pyramide des âges, d'immunité et de comportement social sont, en effet, négligées et résumés de façon globale dans cette valeur. Une autre critique est liée à l'utilisation des résultats : là où l'évidence mathématique devrait être non ambigüe, différents pays ont tiré des conclusions complètement différentes sur les politiques de santé publique à adopter. La chaine d'analyse modèle-scientifique-politique est donc fort sensible aux variations.

En guise de conclusion, il nous faut insister : disposer d'un modèle n'est *pas* suffisant. Ce qui compte c'est l'expérience combinée des modélisateur·rice·s qui, avec des spécialistes du domaine concerné, pourront mettre les résultats en perspective. Construire un modèle n'est pas construire une politique publique.

Références

- Données historiques de la population mondiale : https://cutt.ly/ZtUR9du
- Utilisation du modèle SEIR pour le cas de Wuhan : H. Wang, Z. Wang, et co-auteurs, « Phase-adjusted estimation of the number of Coronavirus Disease 2019 cases in Wuhan, China », Cell Discovery (volume 6, article 10) 2020, https://cutt.ly/3tUR67q.
- Modèles compartimentaux en épidémiologie, Wikipedia.

Des scientifiques dans la tempête Covid-19

José Halloy

Le coronavirus est un virus surligneur : il montre les brèches des systèmes sociaux et économiques, de notre manière de faire de la recherche, de nos enseignements. Il questionne en profondeur le rôle des scientifiques dans le débat public, leur interaction avec les médias, sur les réseaux sociaux. Cet article prend la forme d'un journal de bord de la crise, il se fait ainsi chronique de ma grande proximité sociale avec les collègues.

Distanciation physique et rapprochement social, voilà les nécessités qu'impose la pandémie de Covid-19 *(coronavirus disease 2019)*. Cette pandémie est la conséquence des infections au virus SRAS-CoV-2 découvert, ou plutôt surgissant pour l'humanité, à Wuhan en Chine sur un marché et ses étals de poissons et de viandes, saignantes surement, j'imagine. Entrée fracassante d'un nouveau coronavirus sur la scène mondiale, dont le nom fait référence aux protéines de fusion membranaires du virus qui lui donne un aspect de couronne en microscopie électronique, car très vite, nous avons fait la photo du dernier arrivé, colorisée ou non, les scientifiques sont au travail.

L'acteur majeur des évènements actuels est donc un « Severe acute respiratory syndrome coronavirus 2 » ou SRAS-CoV-2. Petit être de 100 à 200 nanomètres (soit 0,0002 millimètre), petite capsule composée d'une bicouche lipidique ponctuée de protéines qui serviront de point d'ancrage et d'infiltration dans nos cellules, petit génome, ARN, de 29 903 nucléotides, alors que nos amies les levures (15 micromètres soit 0,015 millimètre) ont un génome, ADN, de 12 millions de paires de nucléotides, mis à l'œuvre pour faire du pain, de la bière, du vin ou du kombucha si vous préférez. Toutefois, dans sa catégorie des Coronaviridae, le génome du SRAS-CoV-2 est plutôt grand.

Les microbes, et les virus aussi, sont parmi nous, partout et tout le temps, ils sont très nombreux dans les océans, là où certains fabriquent l'oxygène que nous respirons. Ils sont en dehors, sur et dans notre corps. Notre microbiome intestinal parle à notre cerveau, découverte invraisemblable. Pour le meilleur et, parfois, pour le pire, le socle de la vie sur Terre est microbien, depuis l'ori-

gine de la vie, il y a près de 3,5 milliards d'années. Nous ne sommes pas des individus, nous sommes, chacun d'entre nous, des colonies d'organismes connectés à d'autres colonies d'organismes et, de proche en proche, à la biosphère entière. C'est comme ça, nous sommes une partie d'un tout que l'on appelle le vivant sur Terre, quand on l'oublie on détruit la biosphère et on se détruit. Les sociétés humaines ne sont pas qu'humaine, elles englobent des organismes et se frottent aux écosystèmes, partout et tout le temps. Nous l'avons négligé, car on ne peut plus dire « on ne savait pas ». Au travers des crises écologiques, nous construisons un suicide collectif de l'humanité, certains humains étant, bien sûr, nettement plus responsables que d'autres. Nous le savons, nous le documentons, nous l'étudions scientifiquement. Notre compréhension du vivant, de l'écologie et du système Terre a beaucoup progressé depuis cinquante ans. Les scientifiques travaillent, les savoirs s'accumulent, ils redéfinissent le monde, l'univers. Nous ne pouvons plus nous permettre l'ignorant enthousiasme des Lumières et de la révolution industrielle et scientifique du XIXe siècle, relancé avec frénésie après la Seconde Guerre mondiale. La science, oui, l'industrie, oui, mais plus comme avant. Du moins, cela ne devrait plus être comme cet avant qui perdure et nous place dans une impasse mortifère.

Le virus SRAS-CoV-2 est venu nous le rappeler avec force et brutalité. C'est un virus surligneur. Il vient surligner ce que nous savons déjà, mais que nous ne prenons pas encore suffisamment en compte. Le temps d'une pandémie, il vient changer la police des caractères en gras et la taille passe de douze à septante-deux points. Les dix gènes bien encapsulés du SRAS-CoV-2 font trembler et chanceler l'humanité, les économies ralentissent ou s'arrêtent, les marchés financiers en profitent pour construire ou assumer des krachs, la souffrance humaine s'accumule, les drames humains envahissent les hôpitaux. La peur, l'angoisse, la tristesse, l'accablement nous envahissent.

Les scientifiques sont au travail et, dès janvier 2020, nous avons le séquençage des virus prélevés sur les malades. Les équipes chinoises, en première ligne, ont vite fait d'isoler les virus et de séquencer leur génome sur les malades qui s'accumulent dans les hôpitaux chinois depuis le premier cas répertorié le 12 décembre 2019. Le 26 décembre 2019, quarante-et-un cas de personnes hospitalisées sont analysés et des souches virales extraites et caractérisées. Les publications scientifiques commencent à circuler, d'abord sous forme de « preprint », c'est-à-dire avant revue par les pairs et publication dans un journal savant et ensuite sous forme d'articles savants passés par la révision par les pairs puis publiés dans un journal.

L'article de Roujian Lu et collaborateurs[1] apparait en ligne le 29 janvier 2020 dans le journal *The Lancet* qui est une revue savante de premier plan et de référence en médecine. Cette équipe séquence dix génomes viraux à partir de neuf patients sur les environ deux-mille répertoriés le 26 janvier 2020. Les comparaisons de ces dix génomes montrent qu'ils sont très semblables à 99,98 %. Un nouveau coronavirus est identifié et nommé, provisoirement, 2019-nCoV. Il est semblable à 88 % à deux virus, bat-SL-CoVZC45 et bat-SL-CoVZXC2, trouvés en 2018 chez des chauvesouris dans la région de Zhoushan, en Chine de l'Est. Le virus 2019-nCoV est distant du virus SRAS-CoV, 79 % de ressemblance, et du virus MERS-CoV, 50 % de ressemblance. Les chercheurs en

1 | Lu R., Zhao X., Li J., Niu P., Yang B., Wu H. et Bi Y. (2020), « Genomic characterisation and epidemiology of 2019 novel coronavirus : implications for virus origins and receptor binding », *The Lancet*, 395(10224), 565-574.

concluent que le 2019-nCoV est donc un nouveau virus et donc un nouvel agent infectieux pour les humains. Les conclusions sont donc inquiétantes, car qui dit nouveau virus dit aussi aucune immunité dans les populations humaines et pas de traitement ni de vaccin.

L'article de Fan Wu et collaborateurs[2], est soumis le 7 janvier 2020 et publié en ligne le 3 février 2020 dans la revue *Nature*, considérée aussi comme prestigieuse et de référence. Cette équipe chinoise étudie un patient qui est un travailleur du marché de Wuhan en Chine, admis le 26 décembre 2019 à l'hôpital Central de Wuhan pour un syndrome respiratoire aigu. L'équipe identifie un virus de la famille des Coronaviridae qu'ils nomment WH-Human 1 et signalent qu'il est semblable au 2019-nCoV. Ils signalent également que la séquence des nucléotides du virus est semblable à 89,1 % au groupe des virus SARS trouvé chez des chauvesouris. Ils confirment donc les résultats de l'équipe Roujian Lu. Ils signalent également que l'on en est face à une épidémie de propagation d'un virus animal qui provoque des maladies graves chez l'humain.

L'infection par débordement *(spillover infection)*[3] se produit lorsqu'une population réservoir à forte prévalence d'agents pathogènes entre en contact avec une nouvelle population hôte. L'agent pathogène est transmis à partir de la population réservoir et peut, ou non, être transmis au sein de la population hôte. C'est un phénomène bien décrit depuis les années 2000. Ici la population réservoir semble être composée de chauvesouris et la population hôte finale les humains.

L'Organisation mondiale pour la santé (OMS) fait une conférence de presse le 11 février 2020 pour faire le point sur le virus 2019-nCoV et nomme la maladie le Covid-19, le virus sera renommé SRAS-CoV-2. « En vertu de directives convenues entre l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé animale et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, nous devions trouver une appellation qui ne faisait pas référence à un lieu géographique, à un animal, à une personne ou à un groupe de personnes, et qui est par ailleurs facile à prononcer et liée à la maladie. Avoir un nom est quelque chose de très important, pour éviter que d'autres noms qui pourraient être imprécis ou susceptibles de stigmatiser soient utilisés. Cette appellation nous donne également un format standard utilisable pour toute future flambée de coronavirus[4]. »

Au moment de ce communiqué, on recense 42 708 cas et 1 017 décès, dont 393 cas et 1 décès en dehors de la Chine. Le communiqué annonce la mobilisation de l'OMS sur ce qui est appelé une possibilité de « future flambée » pour se concentrer sur la « riposte », quatre-cents scientifiques du monde entier sont réunis en personne et virtuellement dans un forum pour établir « une feuille de route sur les questions que nous devons nous poser, et sur la manière dont nous allons y répondre ». À noter, que le communiqué commence par rappeler qu'il ne faudrait pas oublier l'épidémie Ebola toujours en cours en Afrique centrale…

Du bruit de fond au confinement

Tout cela pour moi était un petit bruit de fond à peine perceptible. Je suis professeur de physique à l'université et spécialisé dans la modélisation des systèmes complexes à l'interface avec

2 | Wu F., Zhao S., Yu B., Chen Y. M., Wang W., Song Z. G. et Yuan M. L. (2020), « A new coronavirus associated with human respiratory disease in China », *Nature*, 579 (7798), 265-269.

3 | Power A. G. et Mitchell C. E. (2004), « Pathogen spillover in disease epidemics », *The american naturalist*, 164(S5), S79-S89.

4 | Allocution liminaire du directeur général de l'OMS lors du point presse sur le 2019-nCoV du 11 février 2020, https://cutt.ly/YtHmdJV.

les sciences du vivant et la science de la soutenabilité. Les questions médicales sont éloignées de mes recherches. Sauf que dans les systèmes complexes, il y a aussi les modèles mathématiques utilisés en épidémiologie. Les modèles les plus simples sont des cas d'école que nous enseignons dans les cours de modélisation mathématique. Ce sont les modèles appelés SIR, SIS ou encore SEIRS, c'est-à-dire des modèles compartimentaux utilisé en épidémiologie[5]. Des versions de ces modèles prennent en compte la pyramide des âges, les réseaux de contacts entre personnes et une spatialisation géographique. Donc, je connais des collègues physiciens qui sont spécialistes de ces modèles en épidémiologie, ils sont sur le front de la pandémie Covid-19. Travaillant à l'interface avec les sciences du vivant, j'ai aussi des collègues biologistes ou virologues qui, pour certains, sont concernés par le Covid-19. Les réseaux sociaux de scientifiques, sur Facebook, Twitter, messageries et par courriel commencent à bruisser, d'abord en murmure puis progressivement en fanfare et enfin en vacarme pour finir en cacophonie où le public en général, les médias en particulier et les scientifiques, tous communiquent dans tous les sens. Comme disent les physiciens, ou les ingénieurs, le rapport signal sur bruit, qui compare le niveau d'un signal souhaité au niveau du bruit de fond, se dégrade rapidement.

L'affaire est grave, la pandémie se répand et les règles de confinement se mettent en place. Me voilà chez moi face à mon ordinateur pour les cours qui sont supposés passer en ligne, du jour au lendemain, une farce du fonctionnement de plus en plus problématique de notre société néolibérale. De mon ordinateur, surgit aussi le vacarme des réseaux sociaux.

Distanciation physique et rapprochement social. Nous devons éviter les contacts physiques pour endiguer l'épidémie, mais aussi mettre en place des solidarités et faire un rapprochement social, même virtuel, pour maintenir notre bateau face à la tempête, éviter que les membres d'équipages ou les passagers ne tombent à la mer et disparaissent à jamais. Rapprochement social sur les réseaux où le brouhaha à propos de l'épidémie commence à devenir assourdissant. Je reçois de plus en plus de messages, des collègues qui sentent le besoin de « garder l'église au milieu du village », maintenir « une information de qualité », une certaine « rationalité » et un contact avec le réel face à l'adversité qui frappe fort.

Le virus SRAS-CoV-2 surligne la farce de rester en ligne et d'assurer la continuité du travail académique, les cours et la recherche. Comme si nous étions tous, enseignants et étudiants, bien équipés pour faire cela du jour au lendemain. Le virus surligne les souhaits de la machine managériale de l'université qui agit soudainement beaucoup et pense de moins en moins. Car l'université est mal en point, les réformes s'accumulent depuis des années, toutes guidées par l'idéologie néolibérale et ses avatars managériaux.

Tout juste avant la pandémie, l'université française est en ébullition, elle manifeste, pétitionne, écrit tribune sur tribune, fait grève contre les nouvelles réformes de l'université et de la recherche qui vont se mettre en place. La nouvelle loi de programmation pluriannuelle de la recherche prévoit d'approfondir ce que beaucoup considèrent comme l'aggravation des dysfonctionnements de la recherche et de l'enseignement supérieur, des conditions de travail et de service public. Les chercheurs passent un temps considérable à écrire et soumettre des projets de recherche pour obtenir des

5 | Juste pour avoir une petite idée : « Modèles compartimentaux en épidémiologie », https://cutt.ly/mtHmg8E.

financements avec des taux de réussite inférieurs à 10 %. La recherche sur projet défavorise drastiquement l'interdisciplinarité, favorise les projets consensuels et les effets de mode, pénalise le long terme. Cette méthode soumet les chercheurs à une concurrence exacerbée et délétère vu qu'ils sont juges et parties de ces concours qui deviennent pipés. La nouvelle loi veut renforcer l'évaluation des chercheurs, en pénalisant les supposés mauvais, et des institutions, en pénalisant les supposées mauvaises. Pour ce faire, des critères bibliométriques seront utilisés. Plus que jamais, les publications scientifiques servent plus comme outil pour se faire valoir dans les évaluations que pour communiquer et partager des résultats scientifiques. Les dysfonctionnements de la science s'accumulent, dévoiement du système d'évaluation par les pairs, mauvaise foi des évaluateurs, rétentions de données, vol d'idées et de sujets de recherche, tricheries et falsifications des résultats, publications pléthoriques aux résultats faibles ou encore saucissonnages des résultats en de multiples publications. Le virus va surligner tous ces défauts.

Soudain, le SRAS-CoV-2 surligne que nous avons besoin de science pour faire face à l'urgence, que nous avons besoin de la recherche publique, de collaborer, de partager ouvertement les résultats, les données, les méthodes. Le dogme de la concurrence est soudain malade du virus qui prend plaisir à surligner l'intérêt majeur de la coopération et du partage. Les scientifiques travaillent et produisent soudainement beaucoup de publications, d'une part, car c'est nécessaire et, d'autre part, car c'est une opportunité à saisir pour avoir des publications qui sont très valorisantes. On remarque ceux qui jouent des coudes, l'empressement à produire, les données qui manquent, les études bancales et l'information à géométrie variable. La science néolibérale et ses turpitudes se font en direct sur la place publique et les querelles entre scientifiques pour se placer aussi. Tout cela est connu, le virus ne vient que le surligner et l'amplifier, on pourra suivre ce type de turpitudes sur un site comme *Retraction Watch*[6].

Virus, mélanges et modes de vie humains

Cependant, tout n'est pas mauvais, une large majorité de scientifiques continuent de travailler correctement, tant bien que mal, malgré l'adversité et la détérioration du système de la recherche publique. Par ailleurs, les médias grand public semblent être devenus une caisse de résonance de ma boite e-mail, c'est qu'il y a de l'info scientifique qui se fabrique en direct, c'est important vu la pandémie, et les journalistes suivent cela, à juste titre, comme le lait sur le feu. Ma boite e-mail tinte avec les messages qui arrivent : alors chauvesouris ou pangolin ?

Les techniques de biologie moléculaire sont au point, pour l'essentiel, et les équipes chinoises en première ligne sont équipées et compétentes. Une analyse rendue publique sur bioRxiv, un site de collecte et publication de preprints en biologie, le 20 février 2020, fait état de l'isolation et la caractérisation d'un virus 2019-nCov dans des pangolins de Malaisie[7]. L'équipe Kangpeng Xiao et collaborateurs fait état de ressemblance de 90,4 à 100 % pour les gènes E, M, N et S entre les virus isolés chez les pangolins et le 2019-nCov (SRAS-CoV-2 en dénomination actuelle). En particulier, le gène S code pour une protéine Spike[8], qui est celle qui fait la « couronne » du virus, avec un domaine d'environ 193 acides

6 | Retraction Watch, « Weekend reads : Coronavirus meets scientific publishing », https://cutt.ly/jtHmj75.
7 | Kangpeng X. et *al.*, « Isolation and characterization of 2019-nCoV-like coronavirus from Malayan pangolins », bioRxiv (2020), https://cutt.ly/GtHmzgz.
8 | Chuang L. et *al.*, « Viral Architecture of SARS-CoV-2 with Post-Fusion Spike Revealed by Cryo-EM », bioRxiv (2020).

aminés, qui est responsable de la reconnaissance et de la liaison à des récepteurs de surface cellulaire et contribue à l'entrée du virus dans les cellules hôtes. Ces études montrent que le coronavirus isolé du pangolin est similaire à 99 % dans une région spécifique de la protéine S, qui correspond au domaine de liaison du récepteur de l'ECA (enzyme de conversion de l'angiotensine 2), celui qui permet au virus de pénétrer dans les cellules humaines pour les infecter. Par contre, le virus RaTG13 isolé de la chauvesouris R. *affinis* est très divergent dans cette région spécifique (seulement 77 % de similarité). Cela signifie que le coronavirus isolé du pangolin est capable de pénétrer dans les cellules humaines alors que celui isolé de la chauvesouris R. *affinis* pénètrerait très difficilement. Ces comparaisons génomiques suggèrent que le virus SRAS-CoV-2 est le résultat d'une recombinaison entre deux virus différents, l'un proche de RaTG13 et l'autre plus proche du virus pangolin. En d'autres termes, il s'agit d'une chimère entre deux virus préexistants. En 2010, ce mécanisme de recombinaison avait déjà été décrit dans les coronavirus, en particulier pour expliquer l'origine du SRAS-CoV responsable de l'épidémie de SRAS en 2010[9]. Il est important de savoir quelle recombinaison donne naissance à un nouveau virus potentiellement capable d'infecter une nouvelle espèce hôte. Pour que la recombinaison ait lieu, les deux virus divergents doivent avoir infecté le même organisme simultanément. Des questions restent sans réponse : dans quel organisme cette recombinaison a-t-elle eu lieu ? Une chauvesouris, un pangolin ou une autre espèce ? Et surtout, dans quelles conditions cette recombinaison a-t-elle eu lieu ? Comment tout cela est ensuite passé à l'humain ?

En quelques semaines après le début de l'épidémie, les scientifiques ont montré qu'une invraisemblable ménagerie d'animaux sauvages, qui s'échangent des virus qui se recombinent et passent ensuite aux humains, est la cause de l'apparition de cette pandémie humaine de Covid-19. L'humanité se frotte de trop près et trop mal à des espèces sauvages, c'est le cas pour le Covid-19 et c'est aussi le cas pour les épidémies Ebola en cours en Afrique centrale. Ce n'est pas nouveau nous le savons scientifiquement, avec précision, depuis le début des années 2000. Le virus surligneur vient nous demander de ne plus l'oublier, ou alors, cela sera encore à nos risques et périls. Car les épidémiologistes qui suivent les interactions entre épizooties (épidémies qui frappent les animaux) et épidémies humaines montrent qu'il existe deux sources importantes de fabrication de nouveaux pathogènes humains, l'élevage intensif et les nouveaux contacts avec la nature sauvage[10].

Les organismes infectieux qui se propagent avec succès dépendent des barrières et des opportunités qu'une société humaine présente à ces agents pathogènes circulants. Il semble, d'après les études phylogénétiques, que pendant la plus grande partie de son histoire, *Vibrio cholerae* a vécu avec le plancton dans le delta du Gange. Ce n'est que lorsque l'humanité est passée à la sédentarité urbaine, à la transition du Néolithique avec l'établissement des populations agraires dans la vallée de l'Indus, que la bactérie du choléra a développé un écotype explosif spécifique à l'homme. Plus tard, au XIXe siècle, lorsque le commerce international et les transports se sont intensifiés, le choléra est devenu pandémique. À la fin des années 1960 et au cours des années 1970, les virus de l'immunodéficience simienne

9 | Graham R. L. et Baric R. S. (2010), « Recombination, reservoirs, and the modular spike : mechanisms of coronavirus cross-species transmission », *Journal of virology*, 84(7), 3134-3146.

10 | Wallace R., *Big farms make big flu : dispatches on influenza, agribusiness, and the nature of science*, NYU Press, 2016.

n'ont émergé de leurs réservoirs catarhiniens (clade de primates regroupant les espèces traditionnellement désignées comme étant les « singes ») sous forme de VIH que lorsque l'expropriation (néo)coloniale a transformé la viande de brousse de subsistance et le commerce sexuel urbain en marchandises à l'échelle industrielle. Les stocks d'animaux domestiques ont servi de sources pour la diphtérie, la grippe, la rougeole, les oreillons, la peste, la coqueluche, le rotavirus A, la tuberculose, la maladie du sommeil et la leishmaniose viscérale. Les changements écologiques résultant de l'intervention humaine ont sélectionné, par contagion de débordement, le paludisme et la fièvre jaune.

Des innovations dans les méthodes agricoles et industrielles, l'accélération des changements démographiques et des nouvelles implantations, fabriquent de nouvelles séries de contagions par débordement. Les sociétés humaines actuelles continuent à fabriquer des pandémies parce qu'elles négligent, ce que la science nous apprend, le fait que les humains ne sont pas que des individus, mais sont des colonies hétérogènes d'organismes en contact avec d'autres écosystèmes. Si ces contacts, qui résultent des modes de fonctionnement socioéconomiques, sont trop directs, trop brutaux, mal préparés alors le pire est à craindre. Les sociétés humaines ne sont pas seulement humaines, elles sont des maillons du système Terre. Quand elles n'en tiennent pas compte, elles favorisent des crises écologiques qui les détruisent. Le Covid-19, ce n'est pas seulement l'apparition naturelle du coronavirus SRAS-CoV-2, c'est aussi une fabrication sociale d'un système économique planétaire qui travaille en flux tendus et rapides. Les marchandises et les humains en quelques heures ou jours traversent le monde, accompagnés par les virus.

Des modèles et de l'approximation

Pendant ce temps, du côté des modèles mathématiques, les articles et les vidéos explicatives grand public se multiplient, le public (re)découvre d'abord la fonction exponentielle et ensuite sa représentation en échelle logarithmique. Ce qui est étonnant, c'est la cacophonie qui s'installe et le fait que certains messages, pas nécessairement les plus pertinents, s'imposent.

Car, une autre épidémie se développe, celle de certains physiciens, ou autres scientifiques capables d'utiliser des outils mathématiques, qui construisent une petite industrie artisanale de blogs, de publications LinkedIn et même d'articles arXiv[11] avec leurs meilleures tentatives de modélisation de la propagation de la maladie, avec peu ou pas de compréhension de la dynamique sous-jacente à la propagation d'une épidémie. Certaines publications de physiciens sont mises en exergue et moquées par d'autres physiciens spécialistes pour dénoncer leur ineptie frisant la caricature ou étant l'égale d'une publication parodique. Il y a de l'ambiance dans la communauté des modélisateurs et cela pétille sur les réseaux sociaux. Tout cela serait insignifiant, ou comique, si ce n'est que ces bruits provenant de la communauté scientifique peuvent avoir d'importantes répercussions dans le grand public pendant une grave épidémie.

Un schéma et un concept vont s'imposer, au point de devenir un mème de la pandémie Covid-19 : « aplatir la courbe » *(flattening the curve)*[12], ce schéma sera repris par pratiquement tous les médias

11 | arXiv.org est un service de distribution gratuit et une archive en libre accès pour les articles scientifiques, sans révision par les pairs, dans les domaines de la physique, des mathématiques, de l'informatique, de la biologie quantitative, de la finance quantitative, des statistiques, de l'ingénierie électrique et de la science des systèmes, et de l'économie.

12 | Anderson Roy M. et *al.*, « How will country-based mitigation measures influence the course of the Covid-19 epidemic ? », *The Lancet*, 395.10228 (2020) : 931-934.

et nombre de personnalités. Le message est simple, la pandémie est représentée par l'évolution du nombre d'infectés au cours du temps qui forme une grande courbe en forme de cloche avec une très forte croissance au début (« exponentielle »). Si le maximum d'infectés, le pic de la courbe, dépasse largement la capacité d'accueil des services des urgences médicales alors le système hospitalier ne peut plus répondre à la demande, voire s'effondre. Il est donc primordial de faire baisser ce maximum donc « d'aplatir la courbe » pour ne pas atteindre la saturation des hôpitaux et donc une catastrophe sanitaire. Ce message est tout à fait important et correct, le schéma est simple à comprendre.

Toutefois, il y a une ambigüité dans le schéma et dans certains discours qui arrivent à la conclusion que le nombre d'infectés reste le même, car « la surface sous la courbe est la même », mais le pic est plus bas car le total est plus étalé dans le temps. Cet étrange argument mathématique devient pour beaucoup une vérité et une fatalité pour certains : quoi que l'on fasse le nombre d'infectés reste le même. Or, rien n'est moins sûr et rien ne permet de l'affirmer comme étant une fatalité. Il est important de comprendre que l'on peut lutter contre l'épidémie pour diminuer le nombre de personnes infectées, et donc aplatir la courbe, mais aussi diminuer le nombre total de personnes infectées et donc le nombre de victimes.

Les modélisations approximatives ou à l'emporte-pièce peuvent avoir des implications non négligeables. Ce qui m'étonne dans cette cacophonie scientifique ambiante c'est que le bon, le moins bon, le mauvais, voire le très mauvais, se mélangent et finissent par filtrer dans les médias grand public. Mon autre étonnement est que beaucoup de ce qui est discuté sont des résultats des modèles les plus simples, ceux que j'enseigne. Non pas que l'on ne puisse pas en tirer d'importants enseignements sur les épidémies, mais je me garderais bien de généraliser ces résultats à un cas réel et compliqué d'épidémie avec un nouveau virus que l'on découvre au fur et à mesure. Un travail plus sérieux et indispensable est réalisé par les spécialistes avec des analyses de données et des modèles plus élaborés. Les spécialistes sont saturés de travail vu le déroulement de l'épidémie et les demandes d'explications soit pour des instances officielles soit pour certains médias. Ils n'ont pas le temps d'assurer l'intendance d'une bonne communication scientifique en particulier sur les réseaux sociaux.

L'idée, fausse, que de toute façon le nombre d'infectés serait le même est aussi indirectement liée au concept « d'immunité de groupe ou collective » *(herd immunity)* qui devient un point du débat public. Certains États, dont le Royaume Uni ou la Suède, pensent que plutôt que de confiner les gens et donc de fortement ralentir l'activité économique, il faut laisser la vague de contamination passer et laisser la population dans son ensemble acquérir une immunité de groupe. Ce qui veut dire qu'un nombre important de gens auraient été infectés, se seraient rétablis et présenteraient ensuite une immunité naturelle face à la maladie. Les gens immunisés, quand ils sont très nombreux, vont fortement ralentir voire arrêter la propagation du virus. Mais ce que montrent les modèles, c'est que pour atteindre cette « immunité de groupe », cela dépend du taux de contagion du virus. Comme ce taux de contagion est entre deux et quatre pour le SRAS-CoV-2, il se peut qu'il soit nécessaire que près de 70 % de la population soit infectée. Considérant que le taux de mortalité du Covid-19 est plus élevé que celui de la grippe cela représente potentiellement des dizaines de milliers de décès et une saturation catastrophique des

hôpitaux. Cette stratégie est donc une folie en termes de risque de victimes. Indépendamment de cela, il est possible de construire une immunité collective par des campagnes de vaccination, si un vaccin est disponible, ce qui n'est pas le cas quand le virus est nouveau. Pour ce faire, il faudra attendre la découverte d'un vaccin pour le SRAS-CoV-2.

Les résultats des modélisateurs sont interprétés de manière différente en fonction des sensibilités politiques des acteurs et des lecteurs. Nous le savions déjà, mais le virus vient surligner que la science n'est pas nécessairement neutre ni apolitique. Le groupe de Neil Ferguson à l'Imperial College de Londres publie sur le site de l'université un rapport[13] qui a beaucoup d'influence paradoxalement à la fois sur les défenseurs de « l'immunité de groupe » et sur ceux qui recommandent des mesures drastiques de distanciation sociale. On remarquera aussi que les modélisateurs de la sphère anglophone (Royaume-Uni et États-Unis) ont plus d'influence, au moins médiatique, que les modélisateurs français, belges ou italiens qui font aussi un excellent travail. Or ces pays ont une culture politique plus libérale que les autres, ils sont plus enclins au laisser-faire et à une certaine conception de la « Nature » souvent influencée par des interprétations discutables du darwinisme. Cela me donne aussi l'occasion de me disputer sur les réseaux avec les collègues sur l'influence qui est faite des conceptions politiques et culturelles sur la science qui est faite. Ce n'est pas nouveau, c'est bien documenté en histoire et philosophie des sciences, le virus vient le surligner, de même qu'il met en évidence la naïveté qui perdure chez beaucoup de scientifiques sur ces sujets.

Le rapport de Ferguson s'appuie sur des modélisations mathématiques, ce sont des travaux non pas de prévision, mais de prospective basée sur des scénarios qualitatifs et quantitatifs. Cette nuance échappe encore à beaucoup de scientifiques. Ce n'est pas spécifique à l'épidémiologie, dans mes travaux de recherche sur la transition énergie-climat cette discussion est aussi vive. Les modèles climatiques servent-ils à faire des prédictions ou servent-ils à faire des scénarios de prospective ? Cette nuance pourrait paraitre anodine au profane, mais d'un côté on risque de tomber dans la fatalité et donc le laisser-faire et d'un autre côté l'avenir est ouvert et à construire et dépend fortement de nos décisions.

Une polémique sur les réseaux s'engage entre modélisateurs spécialistes sur la formulation des hypothèses prises en compte par Ferguson. Un groupe dirigé par Nassim Taleb (auteur du livre *Black Swan*) note le refus de l'équipe de Fergusson d'enquêter sur les conditions dans lesquelles le virus peut être conduit à l'extinction. Une telle extinction ne signifie pas zéro cas, mais un isolement suffisant pour que des cas isolés ne produisent pas de nouvelles chaines d'infection. Taleb et ses collaborateurs soulignent que le modèle qu'ils utilisent semble appartenir à la classe générale des modèles simples SIR et n'est donc pas bien adapté à l'intégration des conditions du monde réel à petite ou grande échelle. Ces conditions comprennent des dynamiques locales interactives significatives et des restrictions de voyage qui ne peuvent pas être vues à partir de quantités ou de moyennes agrégées entre des lieux géographiques, des distributions non gaussiennes du nombre d'infections par personne (évènements de super propagation) ainsi que la période d'infection, et des valeurs dynamiques ou stochastiques de paramètres qui proviennent de variations dans l'échantillonnage des distribu-

13 | Ferguson N. et *al.* (2020), « Report 9 : Impact of non-pharmaceutical interventions (NPIs) to reduce Covid-19 mortality and healthcare demand ».

tions ainsi que l'impact des efforts de réponse sociale changeants. L'équipe de Taleb estime que bien que le modèle Fergusson comprenne des détails sur la contagion et les options de réponse, il est à plusieurs degrés d'abstraction de ce qui est justifié par la situation. Le groupe de Fergusson est pourtant très influent. Il influence le gouvernement du Royaume-Uni et d'autres pays. La discussion au sujet du rapport Ferguson est en plein dans ces débats sur les liens entre science, politique et présupposés culturels. Au-delà des hypothèses discutables faites dans la modélisation présentée, il n'est donc pas surprenant que le même rapport puisse être utilisé pour défendre des points de vue opposés.

Enrayer l'épidémie

Toutefois, avec quelques collègues, nous concluons qu'il faut renforcer le message que des actions peuvent et doivent être prises non pas pour seulement « aplatir la courbe », mais enrayer l'épidémie et diminuer le nombre de contagions et de victimes. Des tribunes[14] seront écrites à ce sujet sur les réseaux sociaux ou dans des journaux. Le paramètre clé est le taux de contagion qui est techniquement appelé R0 par les spécialistes.

Le taux R0 indique combien de personnes sont, en moyenne, contaminées par un malade du Covid-19. Si ce taux R0 est inférieur à 1, l'épidémie se dissipe, au contraire si R0 est supérieur à 1 l'épidémie poursuit selon une progression « exponentielle » plus ou moins rapide. Le R0 du SRAS-CoV-2 est estimé être entre deux et quatre en Europe. Un R0 de quatre signifie, qu'en moyenne, chaque infecté contamine quatre personnes, qui elles-mêmes contaminent quatre personnes et ainsi de suite. Or il ne faut que douze à seize jours pour avoir quatre cycles de contamination pour le SRAS-CoV-2. La contamination est donc explosive et le nombre d'infectés croît de manière dite « exponentielle ». Ici je n'ai pas la place de discuter techniquement si c'est vraiment une fonction mathématique exponentielle ou pas, la réponse courte est non. La fonction exponentielle n'est qu'une approximation sous certaines conditions et seulement pendant la phase de début.

Mais si ce coefficient R0 est inférieur à un : chaque infecté ne transmettant en moyenne la maladie qu'à moins d'une personne, le nombre total de malades diminuera à chaque cycle de contamination et progressivement l'épidémie s'éteindra avec un nombre moins élevé de malades au total et donc de décès associés. Le taux de transmission R0 d'un virus n'est pas une propriété uniquement biologique. Ce taux dépend de différents facteurs physiques et biologiques que nous ne pouvons pas contrôler. Cependant, il dépend aussi de facteurs sociaux que nous pouvons contrôler par des mesures comme l'hygiène, la distanciation physique (« sociale ») et notre capacité à isoler les personnes infectées par le SRAS-CoV-2. Il varie donc d'une société à l'autre en fonction des normes sociales. Il est possible de changer l'issue de l'épidémie en prenant des mesures sociales limitant suffisamment la transmission.

L'enjeu est donc de frapper vite et fort pour baisser le niveau de transmission d'un nouveau virus pour lequel il n'existe aucune immunité naturelle chez les humains. Tout cela est connu et dans la cacophonie ambiante l'important est que ce message s'impose à la fois chez les dirigeants et dans la population.

Que m'apprend, à chaud, cette pandémie ? Finalement, du point de vue scientifique, je ne suis pas surpris. Je constate que ce qui est dit dans la littérature scientifique depuis des années, parfois depuis ma thèse de doctorat dans

14 | « Covid-19. L'immunité collective est dangereuse », *L'Humanité*, https://cutt.ly/6tHWza0.

les années 1990, est correct. Ce qui se passe est attendu et prévisible. Ce qui n'est pas prévisible c'est le moment où l'épidémie arrive et la virulence du pathogène, pour le reste j'ai l'impression de lire un scénario écrit de longue date dans la littérature scientifique. C'est en partie rassurant, car du côté des savoirs scientifiques, nous ne sommes pas complètement pris au dépourvu et les laboratoires compétents sont immédiatement et intensément au travail. Du point de vue géopolitique, c'est une autre affaire, il faut apprendre à prendre des décisions à l'échelle planétaire et sur des échelles de temps très diverses qui vont du très court terme à la longue durée. La grande difficulté provient de l'impact significatif des décisions sur le fonctionnement socioéconomique de nos sociétés.

Le virus vient surligner notre grande impréparation politique à gérer ces grands risques connus et bien documentés, pas seulement du côté du pouvoir politique, mais aussi du côté scientifique. Cette invraisemblable cacophonie des scientifiques m'étonne d'autant qu'elle est fortement amplifiée par les moyens de communication rapides tels que les réseaux sociaux et autres messageries en tout genre. Nous avons aussi été pris de court et il aurait fallu préparer des outils d'analyse, mais aussi des outils efficaces de communication scientifique. Pendant que les spécialistes sont saturés de travail et ont peu de temps, d'autres scientifiques envoient des messages contradictoires, parfois même faux, qui brouillent la communication et favorisent toutes les dérives et fantasmes.

D'ailleurs je reçois un nouveau courriel, ce virus ne se serait-il pas échappé d'un laboratoire de haute sécurité qui travaille sur les pathogènes très virulents ? Le SRAS-CoV-2 serait-il une fabrication de laboratoire ? L'institut de virologie de Wuhan est proche du marché des fruits de mer et a mené des recherches sur les virus, y compris les coronavirus, trouvés chez les chauvesouris et susceptibles de provoquer des maladies chez l'homme. En 2013, nous avions déjà alerté sur la prolifération de ce genre de laboratoire dans des zones densément peuplées et des risques associés[15]. Notre publication faisait suite aux travaux, très polémiques, de l'équipe de Ron Fouchier (centre médical Érasme, Rotterdam) et de Yoshihiro Kawaoka (université du Wisconsin) en 2012 et portant sur la réalisation de mutations artificielles en laboratoire pour tester les gains de fonction du virus de la grippe H1N1. Le National Science Advisory Board for Biosecurity (NSABB) du ministère de la Santé des États-Unis avait soulevé la polémique en décembre 2011, sur fond de bioterrorisme, en demandant aux revues *Nature* et *Science* de ne pas divulguer les résultats des travaux au nom des risques qu'ils faisaient encourir à la population. Le NSABB avait finalement accepté la publication des deux articles polémiques. Déjà en 2008, l'équipe de Mark R. Denison, un chercheur phare des coronaviridae aux États-Unis, avait réalisé des travaux pour tester une éventuelle voie d'émergence du Bat-SCoV (chauvesouris) vers le SARS-CoV humain[16]. Ils ont conçu une construction à partir du génome du Bat-SCoV et remplacé le Bat-SCoV Spike receptor-binding domain (RBD) par le SARS-CoV RBD (Bat-SRBD). Ils présentent la conception et la synthèse d'un coronavirus (Bat-SCoV) semblable à celui du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) chez la chauvesouris, un précurseur probable de l'épidémie humaine de SARS-CoV.

15 | Van Boeckel T. P., Tildesley M. J., Linard C., Halloy J., Keeling M. J. et Gilbert M. (2013), *The Nosoi commute : a spatial perspective on the rise of BSL-4 laboratories in cities*, arXiv preprint arXiv : 1312.3283.

16 | Becker, Michelle M. et *al.* (2008), « Synthetic recombinant bat SARS-like coronavirus is infectious in cultured cells and in mice », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 105.50 : 19944-19949.

Ces travaux font écho aux discussions actuelles concernant l'origine des protéines Spike du SRAS-CoV-2. L'hypothèse de sortie d'un laboratoire n'est donc pas si farfelue même si ces recherches très controversées sont découragées voire parfois interdites de nos jours car elles sont considérées comme trop dangereuses.

Les analyses génomiques permettent de répondre à cette question par comparaison du génome du virus avec tous les virus connus dans les bases de données et, par ailleurs, la structure elle-même du génome donne des indications sur l'origine naturelle des mutations ou du génie génétique. Des équipes de biologistes et de virologues évolutionnistes, de plusieurs pays, ont analysé le virus à la recherche d'indices indiquant s'il pouvait avoir été créé par l'homme, ou cultivé dans un laboratoire et libéré accidentellement. Leur conclusion souligne l'origine naturelle du génome du virus qui n'est donc pas le résultat d'une construction de laboratoire[17]. Cette analyse a montré que la partie « crochet » de la protéine Spike qui sert au virus à s'ancrer sur les cellules hôtes avait évolué pour cibler un récepteur à l'extérieur des cellules humaines appelé ACE2, qui est impliqué dans la régulation de la pression artérielle. Il est si efficace pour s'attacher aux cellules humaines que les chercheurs ont déclaré que les protéines du pic étaient le résultat de la sélection naturelle et non du génie génétique.

Pendant tout ce temps, une intense activité de productivisme scientifique est en cours. Au 4 avril 2020, je recense 1 229 articles à propos du Covid-19 ou du SARS-CoV-2 sur les archives d'articles « preprints » de medRxiv and bioRxiv (872 medRxiv, 257 bioRxiv). Une simple recherche « Covid-19 » sur la base de données bibliographique PubMed.gov de la US National Library of Medicine donne deux-mille-cinq-cent-septante-trois résultats pour Covid-19 et neuf-cent-quatre-vingt-trois résultats pour SRAS-CoV-2. Je n'ai pas vérifié s'il y avait des doublons entre les deux mots-clés. Cette activité de publication est à la fois une nécessité de recherche pour faire face à la pandémie, mais aussi le signe d'un opportunisme effarant. C'est l'occasion de faire des publications, bonnes ou mauvaises, très valorisantes pour les évaluations[18].

(Re)faire la science, l'enseigner autrement

Finalement, toutes les inquiétudes et les critiques du fonctionnement actuellement délétère de l'enseignement supérieur et de la recherche prennent tout leur sens à l'aune du Covid-19. Le nouveau virus vient surligner que ces critiques sont non seulement fondées, on les voit à l'œuvre en direct, mais que continuer à les ignorer peut couter cher, y compris en vies humaines. Il n'est pas certain que cela sera pris en compte politiquement par la suite, un retour à la normale dans la continuité est même probable. En France, la machine des réformes universitaires continue sur sa lancée pendant l'épidémie. La communauté scientifique est secouée par cette nouvelle pandémie et *Le Journal* du CNRS s'interroge déjà de savoir si le Covid-19 altère la confiance en la science[19]. On pourrait dire altère plus encore une confiance déjà bien ébranlée par les dérives du fonctionnement de la recherche. Ce n'est pas l'affaire Didier Raoult, qui a pris une am-

17 | Andersen K. G., Rambaut A., Lipkin W. I., Holmes E. C. et Garry R. F. (2020), « The proximal origin of SARS-CoV-2 », *Nature Medicine*, 1-3.

18 | « Covid-19 : la bagarre pour publier vite n'est pas acceptable car de mauvais articles sont diffusés aux journalistes et patients », *Rédaction médicale et scientifique*, https://cutt.ly/ctHmbL2.

19 | « Le coronavirus peut-il altérer la confiance en la science ? », *Le Journal* du CNRS, 1er avril 2020, https://cutt.ly/stHmmVH.

pleur sidérante et qui est un condensé inouï des travers actuels du monde de la recherche, qui va apaiser la situation.

Il se passe beaucoup de choses exceptionnelles au cours de cette pandémie, même dans la communauté scientifique, que l'on n'a ni la place ni le temps d'aborder ici. Bientôt, le temps de l'analyse et de l'action politique s'imposeront. Cela pourrait commencer par établir et partager un constat scientifique des fondements des crises écologiques à l'aune du système Terre (climat, biodiversité, graves perturbations des cycles de l'azote et de l'eau, épuisement des ressources halieutiques, pollutions planétaires diverses…). Même si nous en savons beaucoup, les fondements ne sont pas encore clairement établis. Surtout que ce que l'on en sait n'est pas clairement partagé au sein des communautés scientifiques. La pensée des « systèmes complexes » et la notion « d'émergence » sont centrales pour avoir une vision du fonctionnement du système Terre. Les scientifiques travaillent toujours en silos disciplinaires et manquent de compréhension globale et de vision systémique.

Le décès de Philip Waren Anderson le 29 mars 2020, physicien extraordinaire et prix Nobel en 1977, est venu renforcer mon impression. Anderson a aussi apporté des contributions conceptuelles par ses explications des phénomènes émergents, qui sont devenues une source d'inspiration pour la science des systèmes complexes. En 1972, dans le journal *Science*, il a publié un article très influent intitulé « More is Different », dans lequel il soulignait certaines limites du réductionnisme et la possibilité de niveaux hiérarchiques explicatifs de la science, dont chacun exige ses propres principes fondamentaux pour progresser. C'est aussi en 1972, qu'est publié le livre des Maedows et collaborateurs sur « Les limites à la croissance » *(The Limits To Growth)* et le début d'une première vague de prise de conscience planétaire des questions écologiques.

Penser aux échelles du système Terre nécessite peut-être de fabriquer de nouvelles institutions et de nouvelles manières de faire et d'enseigner la science. Accumuler les savoirs disciplinaires ne suffira pas, il faudra faire autrement.

Coronavirus : une leçon d'humilité journalistique

Arnaud Ruyssen

Comment informer quand on est face à l'inimaginable ? Comment donner des points de repère quand on est soi-même contraint de naviguer à vue ? Pourquoi avoir mis tant de temps à percevoir les vrais enjeux pour nos pays européens alors que les indices étaient si nombreux ? Carnet de bord d'un journaliste dans la tempête du coronavirus.

Soyons honnêtes, ce coup-là on ne l'avait pas vu venir. En janvier 2020, ce minuscule petit virus à couronne, apparu en Chine, était encore traité bien loin des Unes dans les pages internationales des journaux. Les mots «risque de pandémie» étaient déjà bien là, pourtant. Mais c'était un peu comme si on jouait à se faire peur. Après tout, on avait utilisé le même lexique en 2003 au moment du SRAS et en 2009 pour la grippe H1N1 sans que fondamentalement cela ne chamboule nos vies, ici en Europe.

Trois mois plus tard, nos sociétés sont comme «mises sur pause», hébétées par l'angoisse, suspendues au décompte macabre des victimes de cette affection respiratoire, questionnées jusque dans leurs fondements. Le Covid-19 monopolise l'ensemble des contenus médiatiques. Les émissions spéciales s'enchainent. Et ce n'est pas près de s'arrêter.

Une affaire chinoise

En tant que journaliste, une question me taraude à l'heure d'écrire ces lignes : Comment ai-je mis autant de temps à percevoir l'ampleur de la vague qui arrivait sur nous ?

C'est symptomatique, la première émission que j'ai organisée, sur La Première, à propos de ce coronavirus, portait davantage sur la Chine que sur le virus lui-même. J'étais, comme beaucoup d'autres, interloqué par la réaction spectaculaire du pouvoir chinois, capable de mettre en quarantaine totale une ville de 9 millions d'habitants, Wuhan, de l'isoler du reste du pays et de construire un hôpital en dix jours seulement.

Sur le virus lui-même, les spécialistes invités semblaient avoir plus de questions que de réponses : dangerosité, taux de létalité, taux de contagion, pistes de traitement, vaccin ?… La somme des incertitudes n'était pas très rassurante. Je me souviens me

l'être dit à l'époque, au sortir d'un débat. Sans creuser davantage. C'était loin, c'était en Chine.

Pourtant, quand on retrace le fil, le 30 janvier déjà l'OMS mettait en garde sur le risque d'une contamination mondiale : «Une urgence de santé publique de portée internationale». Mais c'est comme si mon esprit ne percutait pas, ne transposait pas. Je n'envisageais pas que l'on puisse se voir obligé d'appliquer, trois mois plus tard, quasiment les mêmes recettes qu'en Chine, chez nous en Belgique… en démocratie.

Une petite grippe ou un cataclysme ?

Pour le journaliste comme pour tout être humain, l'inconnu est difficile à appréhender. Alors il est forcément tentant de chercher des comparaisons avec ce que l'on connait. Et une comparaison s'est très vite imposée dans le traitement de cette crise, avec la grippe saisonnière.

Il faut dire que la comparaison est tentante. Les premiers symptômes sont fort semblables, le virus peut tuer, la grippe aussi, mais il est surtout à risque pour les personnes les plus âgées, quand il se combine à d'autres affections. Comme la grippe, donc. Beaucoup de journaux ressortent d'ailleurs les chiffres et rappellent que chaque année la grippe fait 1 000 à 1 500 morts chez nous en Belgique, 650 000 morts dans le monde selon l'OMS.

L'heure est plutôt à la relativisation. Quelque 5 000 morts en Chine liées au Covid-19, c'est très loin du nombre de victimes de la grippe saisonnière, justement. Ramené à la population chinoise, cela fait à peine trois décès par million d'habitants. C'est très largement inférieur à beaucoup d'autres sources de mortalité.

Sauf que ces comparaisons et relativisations sont piégeuses et masquent le véritable enjeu. Le problème de ce virus, débarquant dans une population sans immunité, est d'envoyer, en très peu de temps, un grand nombre de personnes (surtout âgées) à l'hôpital, au point de submerger complètement les systèmes de santé. Quand je l'ai vraiment compris, le virus était déjà bien installé en Europe. L'Italie avait déjà commencé son décompte macabre exponentiel.

Une meilleure lecture de la situation en Chine aurait très certainement permis de le comprendre bien plus tôt. Mais c'était la Chine, c'était loin. Même si nous savions tous qu'un virus se joue des frontières, se fiche des différences culturelles, économiques et politiques…, il a fallu qu'un État européen soit dramatiquement touché pour que nous percutions. Oui, ce qui valait pour l'Asie, valait aussi pour nous.

Assumer ses limites, expliquer ses choix

Autre facteur très perturbant pour les journalistes face aux incertitudes d'une telle épidémie : la cacophonie des experts. Entre ceux qui annoncent des dizaines de milliers de morts et ceux qui nous expliquent pourquoi l'Europe est beaucoup mieux armée que la Chine pour faire face, comment faire le tri ?

Il n'y a sans doute pas d'autre solution que de faire son boulot de journaliste, y compris sur le profil des experts eux-mêmes. Qui sont-ils ? S'expriment-ils vraiment dans leur domaine de spécialité ? Sont-ils reconnus par leurs pairs ? Il faut dépiauter des CV, passer des coups de fil, s'informer sur les méthodologies utilisées et surtout expliquer au public les choix que l'on pose.

C'est une donnée essentielle dans une crise comme celle-ci. Quand on navigue à vue, quand la vérité d'un jour n'est pas forcément celle du lendemain, il faut sans arrêt expliquer ses choix au public, confesser ses ignorances et corriger ses erreurs d'appréciation.

Au fond, le public n'attend pas d'un journaliste qu'il devienne infectiologue ou épidémiologiste. Il doit jouer son rôle de guide dans l'incroyable galaxie d'informations disponibles. Il s'agit de rapporter les faits, de savoir les expliquer et de les mettre en perspective.

Cela implique un minutieux travail de critique des sources et une totale transparence vis-à-vis du public. Dans le grand capharnaüm des données qui circulent, il est indispensable de pouvoir tracer et justifier celles que vous avez choisies de répercuter.

Descendre dans l'arène des réseaux sociaux

Dans une telle crise, il est désormais impossible de se tenir à l'écart des réseaux sociaux. Lieu de partages de sources originales et passionnantes venues du monde entier, lieu de circulation de *fake news* amplifiées par les angoisses collectives, lieu d'échanges parfois constructifs, parfois très virulents entre nous, journalistes et notre public.

Rarement sans doute, j'aurai dû autant me justifier sur mes choix journalistiques. Sur la sélection de l'information, sur l'interprétation des chiffres, sur mon ton jugé tantôt trop positif, tantôt inutilement dramatisant. Sur les réseaux sociaux, être journaliste d'un grand média reconnu n'est pas un gage de crédibilité à priori. Au contraire même, parfois.

Alors, il faut aller au charbon. Répondre aux critiques, mais aussi savoir les écouter. Face à tant d'incertitudes et d'inattendu, la construction d'une compréhension devient œuvre collective. Certaines critiques reçues sur mes premiers posts ou tweets m'ont aidé à mesurer l'incomplétude de ma compréhension des enjeux.

Il m'est arrivé de corriger des publications, d'en supprimer d'autres quand des commentaires me faisaient remarquer un angle mort que j'avais ignoré ou une déduction abusive. Quand tant de fausses rumeurs circulent, il faut avoir l'ambition d'être factuellement irréprochable.

Montaigne incitait à «frotter et limer sa cervelle contre celle d'autrui», les réseaux peuvent avoir cet effet-là. À condition de savoir faire la part des choses entre une critique constructive et du trollage intempestif, à condition de savoir aussi les débrancher de temps en temps.

Les faits, rien que les faits ?

La couverture médiatique d'une pandémie comme celle-ci interroge également la responsabilité sociale du journaliste. Il doit, non seulement, dans une vision chère à Rousseau, organiser un accès égalitaire à l'information pour que l'opinion puisse se construire en toute liberté, mais aussi tenir compte de la manière dont cette information va être reçue dans un contexte angoissant et pétri d'incertitudes.

Peut-on livrer au public un graphique exponentiel de mortalité, sans explication supplémentaire ? Peut-on relayer sans contexte les résultats d'une étude scientifiquement discutable sur la chloroquine ? Faire état, *ex abrupto*, des craintes d'un délégué syndical sur la possible rupture d'approvisionnement des grands magasins ?

Certes, aucune information ne doit être cachée, mais il me semble que dans un contexte de crise sanitaire chamboulant aussi fondamentalement notre vie en société, le journaliste doit redoubler de prudence dans la mise en contexte des informations qu'il distille. Parier sur l'intelligence, mais en mettant à disposition toutes les clés de compréhension possibles. Veiller à ne pas gratuitement

accentuer des peurs tout en évitant d'être faussement rassurant quand la gravité est réelle. Ne pas avoir peur de faire peur, si le péril est avéré. L'équilibre se joue sur un fil et impose au journaliste de connaitre le public auquel il s'adresse et la mission que la société lui assigne.

Un chien de garde aux aguets

Enfin, même en ces moments où le ton général est à l'union sacrée, où les voix discordantes sont parfois vues comme « une traitrise à la cause », le journaliste se doit impérativement de rester critique à l'égard de tous les pouvoirs.

Certaines questions peuvent être postposées, urgence oblige, mais, même au plus fort de la crise, le journaliste ne peut devenir le portevoix ou le commis de quelque autorité que ce soit. Il doit être à la hauteur de sa mission de chien de garde de la démocratie. Indépendant et libre. À fortiori en ces moments délicats où d'autres droits et libertés sont mis déjà entre parenthèses.

Le confinement d'Yvan

Laurence Rosier

Yvan c'est mon voisin. Pas immédiat, il habite une toute petite maison sans jardin un peu plus haut, dans le tournant. Il doit avoir les phares des voitures dans son salon la nuit. Comme dans un film de Jean-Pierre Mocky.

Yvan est marié, sa femme est en mauvaise santé, grabataire, elle ne sort jamais, lui, il promène le chien. Il vient parfois sonner, peu lui ouvrent ou lui parlent dans le quartier. Quand on peut, on le conduit faire ses courses au grand magasin le plus proche. Yvan achète toujours presque la même chose, de l'eau pétillante pour sa femme (son plaisir à elle), du sucre en morceaux, du mauvais pain blanc et du tabac (son plaisir à lui).

Yvan met plein de lumières sur sa façade à Noël, des autocollants de potirons lors de Halloween, des œufs à Pâques, sa façade c'est son social à Yvan parce qu'il n'invite jamais personne, mais il aime bien décorer pour les gens qui se promènent.

Yvan a sonné et il a vu mon masque derrière la porte. Mon masque, il est en tissu, acheté il y a quelques années au Vietnam, avec d'autres imprimés Burberry, Mickey fleuri j'en avais rapporté plein, ceux qui sont portés contre la pollution là-bas, il a été regardé avec étonnement quand je l'ai porté à l'aéroport il y a une semaine. Yvan il ne dit rien, c'est un masque point.

Il m'a dit qu'il en avait commandé deux aussi, qu'il ne sortait pour ainsi dire pas et qu'il ne voyait personne, mais il a commandé les masques. Pour rester avec nous, nous le corps social, pour pas encore être plus dans l'exclusion. Il attend ses masques, acheté via…, via…, mais pas sur internet. Yvan n'a pas de connexion. Ça fait longtemps qu'il est confiné en fait Yvan, il me dit ça fait drôle de voir plus de gens dans le quartier, enfin plus de voitures parce que les gens, ils ne sortent pas.

Yvan a écouté le président Macron à la télé, il me dit « oui, c'est la guerre ça va être le couvrefeu bientôt », la métaphore l'a frappé et puis il dit « moi je suis trop vieux pour faire la guerre », mais il attend ses masques, ainsi qu'un uniforme

Yvan me dit déjà que la vie elle n'était pas belle…, puis il demande des nouvelles de mes enfants.

Yvan me dit : courage.

Le mot de 2019 a été, parmi d'autres, « consentement ».

Le mot de 2020, celui que le président Macron n'a pas prononcé lors de son allocution le lundi 16 mars, c'est « confinement ».

Le mot *confinement* est en fait double : celui que nous vivons en ce moment vient du verbe « confiner » au sens d'isoler un prisonnier, de délimiter un espace

clos (on dit que Jean-Jacques Rousseau aimait les endroits étroits et donc le confinement), voire d'interdire à un malade de sortir de sa chambre. Mais il existe un autre verbe *confiner*, qui signifie *se toucher*, *être contigu* et qui a donné des dérivés aujourd'hui oubliés *confinage, confinité*, synonyme de *voisinage*. C'est ce sens qui donne une expression comme : *il confine à la folie*.

On redécouvre le lien social du voisinage : les voisin·e·s qu'on ne voyait jamais, parce qu'on part très tôt ou qu'on rentre très tard, parce qu'on se croise juste quand on rentre des courses ou qu'on gare la voiture deviennent « les proches ».

« Le voisinage constitue notre condition : nous sommes tous aujourd'hui voisins », observe la philosophe et psychanalyste Hélène L'Heuillet dans son essai *Du voisinage, réflexions sur la coexistence humaine* paru en 2016. À l'heure du confinement qui nous isole, repenser le confinement qui reviendra, celui de l'espace et de l'humanité partagée ?

Un virus voyageur à une époque de mobilité tant corporelle, identitaire que numérique nous contraint à revenir « chez soi » : voisinage, local *versus* mondialisation ? « Qu'est-ce qui relie les gens les uns aux autres dans la même rue[1] ? » Par boutade on pourrait répondre Tinder, le site de rencontre qui géolocalise les personnes intéressantes à proximité, en dépit des fonctionnements classiques du voisinage.

Dans la typologie proposée par Hélène L'Heuillet, Yvan est à la fois le voisin d'à côté, que l'on croise dans le quartier, et le voisin d'en bas, celui qui n'est pas invité à la fête des voisins ou qui n'y va tout simplement pas. Est-ce parce qu'il ne peut y venir accompagné, sa femme n'étant présente dans l'espace social que par sa voix, lorsque la porte ouverte laisse entendre leurs conversations à voix plus que haute ? Exclu·e·s tous les deux du monde du travail, il·elle.s le sont aussi du monde de la convivialité rurale. S'il·elle.s ont un toit pour le confinement — on sait que les grands oublié·e·s du confinement sont les sans-abris —, Yvan, tout comme sa femme, ne regrette pas de ne pas aller au restaurant, au café (de toute façon dans le village il n'y en a pas), de se demander s'il·elle va faire du vélo (il n'en a pas et elle ne peut pas), il évoque un peu la peur d'une amende si on se déplace sans justification (comme en France), mais il a son chien, alors il pourra quand même sortir, ça le rassure.

Le lien avec le voisinage est l'objet de négociations et de règlements. En ces temps particuliers, qu'en est-il de la promiscuité, des bruits jusque-là non partagés quotidiennement ? Des magasins dévalisés où l'on ne pense pas à celui ou celle qui est à côté ? Des initiatives sont lancées, plus ou moins heureuses : ainsi des internautes ont imaginé de « Placer un chiffon rouge à la fenêtre pour signifier qu'on a besoin d'aide », ce qui a été tout de suite déconseillé par les autorités communales ; il y a aussi la campagne : « je suis un voisin solidaire » (smile.com) où l'on tend la main de façon métaphorique à son voisinage. Et à l'inverse, sur le mode humoristique, on a vu fleurir des vidéos montages montrant des relations houleuses entre voisin·e·s : Cesc Fabregas, le milieu de terrain de l'AS Monaco, a rejoué la scène culte de Eddy Murphy dans *Un Prince à New York* (1988). Sur son balcon monégasque, le footballeur salue ses voisins de bon matin et reçoit un « fuck you » en retour.

Malgré le confinement sens 1 *(isoler)*, après avoir communiqué la journée sur les réseaux sociaux, les gens recréent, sur leurs balcons ou à leurs fenêtres, le confinement sens 2 *(se rapprocher)* par des chants communs, des applaudissements pour le personnel soignant.

1 | https://bit.ly/2Uxf6kg.

Est-ce recréer ce que la philosophe des voisin·e·s appelle la relation de corps à corps : « le voisinage suppose la possibilité de se frôler, voire de se heurter » ? À défaut de se toucher, on mêle nos claquements de mains.

Dans les recommandations pour endiguer la pandémie, on a parlé des relations avec la famille, les ami·e·s, le milieu professionnel, les services et c'est pourtant avec cet immédiat entourage, non choisi au départ, que se recréerait le lien social. Fugace et fragile sans doute, critiqué par certain·e·s : où était la solidarité lorsque le personnel soignant était dans la rue ? Où était la conscience d'une politique de santé défaillante ?

Yvan, c'est un soignant permanent, il s'occupe de sa femme tous les jours ; parfois il vient nous raconter qu'elle a dû être embarquée d'urgence pour des problèmes respiratoires. Et puis elle revient. Il respire. Yvan, il n'aime pas les hôpitaux, mais il fait confiance au corps médical : « ils sont gentils ».

Depuis hier, les gens applaudissent. Pas beaucoup, mais j'ai vu Yvan qui avait quitté son coin de rue pour descendre dans la plus grande et applaudir, crier « merci, à demain, belle soirée ».

La crise n'est pas que sanitaire

Charlotte Maisin, Lotte Damhuis, Alexia Serré

Les personnes les plus précarisées et les plus fragilisées de notre société paient un très lourd tribut à cette crise. Les organisations du secteur tentent malgré tout de répondre aux demandes et besoins de leurs publics. Coup de sonde sur les conséquences sociales de la pandémie auprès des services sociaux.

Depuis le début des mesures de confinement, les organisations du secteur social répondent, comme elles le peuvent, aux demandes et aux besoins des publics avec lesquels elles sont en contact. Comme elles le répètent, aujourd'hui, « il n'y a pas que les malades qui souffrent ». Les personnes les plus précarisées et les plus fragilisées de notre société paient un très lourd tribut à cette crise : des personnes sans-abri n'ont plus d'endroit où dormir ni se reposer ; des personnes dépendantes de l'aide alimentaire ne peuvent compter que sur un nombre restreint de colis, des travailleurs au noir sont livrés à eux-mêmes, des ex-détenus en remise de peine ne savent pas où se loger ; des travailleurs et travailleuses du sexe sont privés d'activité et donc de revenus… et, de manière plus générale, les personnes dont les conditions de travail étaient précaires vont encore s'appauvrir. La liste de toutes ces personnes qui subissent, de manière violente et concrète, le ralentissement de l'activité et de l'action sociale, est longue.

À ce stade de la crise, la cellule Recherch'action de la Fédération des services sociaux, par sa place privilégiée d'acteur de recherche intégré dans un secteur de l'aide sociale, a pris la température du terrain, fait remonter des constats, soumis à un début d'analyse les enjeux que pose cette situation inédite. S'il n'est pas question ici de faire état d'une étude empirique fouillée, cet article brosse un tableau large, mais ancré dans le réel de l'impact social de la crise sanitaire sur les personnes et sur l'action sociale[1].

Prendre la mesure de l'urgence

Depuis le début du confinement, des mesures d'urgence ont été mises en place par les autorités compétentes dans plusieurs secteurs et à différents niveaux de pouvoir. Ces mesures répondent de manière partielle aux situations sociales vécues par les personnes et prévalent dans une logique de compensation. La plupart seront levées dès que le confinement le sera également.

1 | Les données sur lesquelles s'appuie cet article proviennent d'interviews téléphoniques réalisés avec des travailleurs de la Fédération des services sociaux en contact avec les services sociaux généralistes de Bruxelles et de Wallonie et avec des travailleurs sociaux ayant assuré la permanence téléphonique du numéro vert d'urgences sociales mis en place le 30 mars.

À titre d'exemples, en matière d'énergie, les coupures d'électricité et d'eau ont été suspendues en RBC jusqu'au 30 avril, un moratoire sur les expulsions de domicile a été instauré[2]. La Région wallonne a adopté des dispositifs similaires, avec des levées différées. En Flandre, les mesures vont un (petit) pas plus loin, en octroyant 200 euros d'aide aux personnes frappées de chômage temporaire pour faire face à leurs dépenses d'eau et d'énergie. Dans le secteur de l'aide alimentaire, un budget de 286 000 euros a été versé aux banques alimentaires pour assurer le volume des colis alimentaires distribués, le plus souvent, loin des lieux de résidence des personnes qui en ont besoin. D'autres organisations réclament des aides d'urgence à cor et à cri, notamment dans le secteur du surendettement[3] (dont la revendication concerne notamment le gel des crédits hypothécaires), du sans-abrisme, des prisons[4], de l'accueil des étrangers.

Ces mesures d'urgence reposent, le plus souvent, sur des systèmes qui montrent leurs limites depuis déjà longtemps. C'est particulièrement le cas de l'aide alimentaire. Aujourd'hui, 450 000 personnes n'ont pas les revenus leur permettant de se nourrir en suffisance et ont recours à l'aide alimentaire en Belgique au travers de colis, de restaurants sociaux, d'épiceries sociales. Comme l'explique Déborah Myaux[5], membre de la Concertation aide alimentaire : « Ce système est en grande partie mis en œuvre par des associations de bénévoles, le plus souvent âgés, et soutenu par des dons privés, notamment des dons alimentaires. Aujourd'hui, avec les mesures de confinement et la mise à distance du public âgé, considéré comme particulièrement vulnérable, c'est tout un système, déjà très fragile, qui prend l'eau. » Résultat : les personnes qui ont besoin d'aide pour se nourrir sont toujours aussi nombreuses, mais bénéficient de moins en moins de services et de dispositifs pour y parvenir car, aujourd'hui, une grande partie des services d'aide alimentaire sont fermés (plus d'un tiers des services à Bruxelles) ou fonctionnent au ralenti[6].

Le contexte prostitutionnel est exemplatif également d'un rétrécissement de l'accès aux droits fondamentaux des personnes dans le cas de cette crise. En effet, la prostitution est une activité autorisée sur le plan pénal, mais qui n'est pas reconnue sur le plan du droit social, elle n'est donc pas considérée comme un travail. Dès lors, lorsque l'activité doit être interrompue comme c'est le cas actuellement, ces personnes qui vivent souvent des situations de précarité plus ou moins aigüe ne bénéficient pas des mesures spéciales pour compenser leur perte de revenus et pour faire valoir leurs droits les plus fondamentaux, comme celui à l'alimentation et au logement. Depuis quelques jours, le collectif Utsopi qui a commencé une distribution de colis dans le quartier Nord appelle aux dons pour que les personnes prostituées puissent continuer à se loger et à se nourrir[7].

De manière générale, les personnes qui travaillent dans des conditions déjà précaires dans le secteur informel (notamment dans le bâtiment) viennent allonger les files des personnes en demande d'aide, alimentaire principalement. Des personnes en mal-logement (logées chez un·e ami·e, un·e membre de leur famille, dans des logements collectifs) se retrouvent à la rue, suspectées d'être

2 | https://cutt.ly/itGdu8i.
3 | https://cutt.ly/NtGdoUh.
4 | https://cutt.ly/5tGdpTA.
5 | Voir à ce sujet Fédération des services sociaux (dir. Myaux D.), *Aide alimentaire. Les protections sociales en jeu*, Louvain-la-Neuve, Academia L'Harmattan, 2019.
6 | Notons toutefois que certaines communes, notamment wallonnes, prennent momentanément le relai pour coordonner l'aide alimentaire sur leur territoire. Cela permet de compenser une partie de la diminution de l'offre, sans toutefois pouvoir la maintenir à hauteur de ce qui est proposé en temps normal.
7 | https://cutt.ly/FtGdj7M.

malades ou de transmettre le virus, ou parce que le confinement rend pénible une suroccupation des logements. Des personnes bénéficiant de statuts de réfugiés dans d'autres pays et qui sont contraintes de quitter le territoire belge sont prises au piège d'un pays qui ne leur offre pas de protection sociale, mais qu'elles ne peuvent pas quitter. Les remises de peine (justifiées) de détenus pour pallier la surcharge structurelle du système pénitentiaire et éviter les foyers de contamination posent la question, fondamentale, de l'hébergement de ces personnes dans une société confinée.

Penser à long terme

S'ils s'inquiètent d'abord des situations d'urgence sociale vécues par les personnes pendant la crise, les travailleurs sociaux se posent également la question de l'après Covid-19. L'Observatoire de la santé et du social (2020) précise dans le *Baromètre social 2019* « qu'un grand nombre d'habitants de la Région [bruxelloise] vit avec un revenu faible. Un tiers des Bruxellois (33 %) vit avec un revenu inférieur au seuil de risque de pauvreté[8] ». C'est pourquoi les acteurs sociaux redoutent que la crise sanitaire induise, dans l'année qui suivra la fin de l'épidémie, un accroissement des situations sociales difficiles, précipitant un nombre important de ménages en risque de précarité vers une réelle situation de pauvreté. Pour ces acteurs, les crises sont des révélateurs – à l'instar de ce qui se joue dans les hôpitaux – des désinvestissements publics[9] : la fragilisation et le délitement des protections sociales montrent, avec acuité, leur potentiel dévastateur[10].

Face à ces urgences sociales et à l'appauvrissement d'une population déjà fragilisée, les travailleurs sociaux tirent une double sonnette d'alarme : d'abord, celle de voir les demandes exploser auprès des CPAS et services sociaux à la fin des mesures de restriction, notamment en provenance d'un nouveau public ; celle, ensuite, liée au constat qu'une partie du public, le plus marginalisé, ne s'adressera plus aux services sociaux et se tournera vers des solutions de survie encore plus précaires, plus fragiles.

L'aggravation du non-recours en vue

Depuis plusieurs années, la digitalisation des services, les restrictions budgétaires, la complexification des procédures, la rationalisation des moyens a découragé de plus en plus de personnes qui peuvent prétendre à l'aide sociale d'y recourir pour faire valoir leurs droits[11]. Avant la pandémie, le non-recours aux droits[12] —

8 | *Baromètre social, Rapport bruxellois sur l'état de La pauvreté 2019*, Bruxelles, Observatoire de la santé et du social Bruxelles, p. 18 : « Un indicateur composite a été défini dans le cadre de la stratégie Europe 2020 ; le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (*at risk of poverty or social exclusion rate*, Arope) correspond au pourcentage de personnes répondant à au moins une des conditions suivantes : (1) vivre dans un ménage avec un revenu disponible équivalent inférieur au seuil de risque de pauvreté ; (2) être âgé de 0 à 59 ans et vivre dans un ménage avec une faible intensité de travail (*low work intensity*, LWI) [30] ; (3) se trouver dans une situation de privation matérielle sévère (*severe material deprivation*, SMD) » https://cutt.ly/WtGdVko.

9 | https://cutt.ly/3tGd4K2.

10 | « Entre 2008 et 2018, le nombre de personnes percevant un revenu d'intégration sociale (RIS) a augmenté de façon notable en Région bruxelloise (+68 %) pour atteindre 38 681 personnes. […] pas moins de 43 433 personnes vivent avec ce revenu de dernier recours, largement inférieur au seuil de risque de pauvreté. Cela représente 5,5 % de la population bruxelloise de 18-64 ans en 2018 (contre 4,2 % en 2008) (6). Parmi les jeunes adultes (18-24 ans), l'augmentation est encore plus préoccupante : en dix ans, le nombre de jeunes bénéficiaires a plus que doublé ; 13 553 personnes sont concernées en 2018, soit 13,2 % de l'ensemble des jeunes adultes bruxellois (contre 7,8 % en 2008) ». « *Observatoire de la santé et du social Bruxelles* », Résumé *Baromètre social Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté 2019*, p. 5-6

11 | Pour une analyse des phénomènes de non-recours réalisée à partir du contexte des centres sociaux généralistes bruxellois : Myaux D., Serré A., Vleminckx J. (2016), « Non-recours et sous-protection sociale : le regard des centres de service social généralistes », *Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté 2016. Regards croisés*, Observatoire de la santé et du social (Eds.), Bruxelles, p. 170-173.

12 | Selon la typologie élaborée par l'Observatoire de la Santé et du social, on peut identifier cinq formes du non-recours : 1) La non-connaissance : le droit n'est pas connu de la personne ; 2) La non-demande : le droit est connu, mais non demandé par la personne ; 3) Le non-accès : le droit est connu et demandé mais non perçu par

qu'on peut considérer comme un « fait social » de par « sa fréquence au sein de la population, par son extériorité (il s'impose aux individus) et son historicité dès lors qu'il devient un problème public (Warin, 2010)[13] » — s'accroissait et constituait une préoccupation grandissante pour les travailleurs sociaux qui s'inquiètent du fait qu'une partie de leur public cible ne vienne pas, ne vienne plus, arrive trop tard ou ne parvienne pas à répondre aux exigences à remplir pour bénéficier des aides existantes. Ce constat illustrait notamment, à leurs yeux, l'échec ou l'inadéquation d'une partie des dispositifs mis en place. Aujourd'hui, comme les travailleurs sociaux le soulignent, les mécanismes déjà en place de non-recours s'accentuent avec la fermeture de différents services, les injonctions à rester chez soi et à ne pas surcharger les services de première ligne, l'isolement social accru.

Réorganisation des services et des collectifs

Face à ces situations d'urgence sociale, les services sociaux se réorganisent. En Wallonie, les modalités de travail ont été définies au travers d'une ordonnance qui demande la suspension « de toutes les activités et/ou actions en présentiel [et le] report de tous les entretiens en vis-à-vis, tout en maintenant la possibilité pour les bénéficiaires de prendre un contact ou de bénéficier d'un entretien à distance (via téléphone ou autres éventuels outils technologiques disponibles), pour les situations qui le permettraient ou le nécessiteraient […] ». À Bruxelles, les consignes sont différentes, comme en témoigne Julie Kesteloot, coordinatrice des services sociaux associatifs de la région bruxelloise : « Le mot d'ordre, c'est le maintien de l'activité et de l'accessibilité des services ambulatoires de première ligne qui doivent rester, pour Alain Maron [ministre des Affaires sociales et de la Santé de la Région de Bruxelles-Capitale], « un maximum opérationnels ». Ça reste du ressort des services de mettre en place des modalités de travail qui garantissent cette continuité des services tout en assurant la protection des travailleurs et le respect des mesures de distanciation sociale et de diminution des contacts physiques entre les personnes ». Du côté des fédérations des secteurs social/santé, compte tenu du caractère de première ligne de l'action sociale, une recommandation donnée aux travailleurs sociaux consiste à continuer à aller (physiquement ou par téléphone), de manière proactive, vers les personnes les plus fragilisées et isolées et de maintenir le lien avec les publics.

C'est également pour faciliter cette mise en lien à distance et la prise en charge des urgences sociales qu'un numéro vert destiné à toute personne vivant une situation sociale difficile est ouvert depuis le 30 mars à Bruxelles et depuis le 1er avril en Wallonie. Toutefois, à l'entame de la troisième semaine de confinement, les services restés ouverts, tels que certains centres de jour pour personnes sans-abris, décrivent l'allongement des files de personnes cherchant un repas, un endroit où s'assoir, une boisson chaude pour se réchauffer[14]. Ces injonctions paradoxales (ouvrir ou fermer le service ?) suscitent une tension éthique forte dans le chef des professionnels, confrontés à un difficile arbitrage entre la nécessité de se protéger, soi et ses proches, de la maladie et continuer à aller vers les publics les plus fragiles, comme leurs missions l'indiquent. Une question en découle qu'il sera intéressant d'analyser plus tard : est-ce dans sa capacité à assurer

la personne ; 4) La non-proposition : l'intervenant social ne propose pas un droit à une personne éligible au droit ; 5) L'exclusion du droit : la personne est exclue des droits sociaux, https://cutt.ly/atGfjmh.

13 | *Aperçus du non-recours aux droits sociaux et de la sous-protection sociale en Région bruxelloise* (2016), Bruxelles, Observatoire de la santé et du social, p. 9.

14 | https://cutt.ly/AtGfvA5.

une continuité de ses missions pendant la crise sanitaire que le secteur social sera considéré, au travers de ses organisations, comme légitime et fiable par les autorités publiques et par les publics pour identifier les moyens nécessaires et les mesures à mettre en place pour faire face aux défis sociaux de demain ?

Le lien social au cœur de la crise

Les mesures de confinement induisent une rupture (au minimum temporaire) du lien physique entre le service social et les personnes qui le fréquentent. L'enjeu est donc, pour les services, de garder le contact avec l'ensemble de leurs publics. On sait que, dans certains cas, le lieu physique du centre social constitue l'un des rares liens de socialisation pour les personnes les plus isolées : « Le centre social fréquenté peut également représenter un lieu de référence indispensable pour l'usager. Ce cas de figure apparait principalement lorsque ce dernier dispose de peu de ressources dans son entourage et voit le centre comme un unique repère vers lequel se tourner » (Vleminckx et Serré, 2015)[15]. De manière générale, le travail de construction d'un lien de confiance entre les institutions d'action sociale et les publics constitue la clé de voute de l'action sociale, il est très souvent le préalable à toute forme d'accompagnement et d'amélioration des conditions de vie des personnes.

Par ailleurs, les mesures de confinement conduisent à réorienter encore davantage les usagers vers des sites internet ou des réseaux sociaux, ce qui renforce le clivage de société autour de l'utilisation du numérique. On sait que « parmi les personnes faiblement scolarisées, environ 15 % n'ont jamais utilisé d'ordinateur (contre des pourcentages insignifiants pour les personnes ayant un niveau de diplôme plus élevé). De manière générale, le développement rapide de la digitalisation tend à augmenter le risque d'exclusion sociale et de non-accès aux droits pour les non-utilisateurs » (Observatoire de la santé et du social, 2020). La crise du Covid-19 impose et légitime un renforcement immédiat du développement du numérique, et on peut présager qu'il laissera sur le carreau un nombre croissant de personnes dont celles qui ont potentiellement le plus besoin d'aide. Dès l'ouverture du numéro vert, la question de l'accès aux technologies de l'information et de la communication (téléphone avec crédit d'appel, ordinateur, internet, réseaux sociaux, etc.) s'est posée pour un grand nombre d'appelants qui n'ont pas la possibilité d'aller chercher par eux-mêmes les solutions aux problèmes qu'ils vivent, obligeant les travailleurs sociaux à assurer un accompagnement social, sur plusieurs jours et par téléphone, des personnes en demande.

« Changer le système »

Pour faire face aux défis sociaux de l'après-coronavirus et pouvoir réellement y faire face dans l'exercice de leurs missions, les associations d'aide et de défense des personnes les plus vulnérables appellent aujourd'hui à « un changement de système », à « être créatifs », « à faire preuve d'intelligence » dans l'opérationnalisation des droits les plus fondamentaux, dont celui à l'alimentation, au logement, à l'énergie. Camille Peugny, sociologue des inégalités, souligne l'importance d'agir selon une logique de « care » à l'égard de ceux qu'il nomme les « invisibles », désignant ainsi plus particulièrement les personnes qui exercent des métiers précaires au service d'une classe de « gagnants ». C'est ce changement de regard qui est souhaité par le secteur général social/santé qui saisit l'occasion de voir, aujourd'hui, les « vainqueurs de la mondialisation » rester chez eux tandis que les « perdants », les « invisibles » sont

15 | Vleminckx J. et Serré A. (2015), « Construction du lien et temporalités de la relation d'aide », *Les Cahiers de la recherch'action*, Bruxelles, Fédération des services sociaux, p. 12, https://cutt.ly/YtGfTZp.

les seuls à investir l'espace public, de par le caractère essentiel de leurs métiers (les caissier·e·s, les éboueurs, les infirmier·e·s, les livreur·euse·s, etc.) ou par leurs situations d'exclusion sociale qui ne leur permet pas un confinement total[16].

Les acteurs sociaux appellent dès lors à la construction d'un autre système social, plus solide, plus engageant. Le secteur de l'énergie, par exemple, gagnerait, selon les acteurs sociaux et notamment le Centre d'appui social énergie de la Fédération des services sociaux, à être réorganisé pour faire face aux situations de pauvreté endémique à Bruxelles. Aujourd'hui, il est notoire de constater que seuls quelques fournisseurs sont réellement actifs (Engie, Lampiris et dans une certaine mesure Octa+ et Mega) dans la région bilingue du pays, les autres fournisseurs préférant déserter le marché bruxellois réputé moins solvable, plus risqué, ou proposer sur ce territoire des produits financièrement peu intéressants afin de ne pas attirer les clients précaires. À la sortie de cette crise et du confinement (qui aura vu, pendant quelques semaines, les coupures d'eau et d'électricité gelées), les factures vont subitement s'alourdir. Conformément aux habitudes dans le secteur, le montant de ces factures devra être réglé au plus tard endéans l'année, par des ménages dont les revenus auront baissé (chômage économique, cessation de contrat, etc.). On sait qu'un ou deux accidents de parcours isolé ou cumulés peuvent déclencher la dégringolade sociale pour de nombreuses personnes : c'est donc cette dégringolade qu'il est, aux yeux des travailleurs de l'aide sociale et comme le souligne Marie Hanse, chargée de mission stratégie au Centre d'appui SocialEnergie, essentiel de prévenir, « en règlementant de manière uniforme des plans de paiements d'énergie, en accordant des ristournes, en élargissant les critères de la tarification sociale de l'énergie, en communiquant et accompagnant davantage de personnes dans le statut de client protégé… ». Bref, en régulant et règlementant le marché de l'énergie aujourd'hui totalement privatisé et insuffisamment régulé.

Le secteur de l'aide alimentaire appelle également à penser l'opérationnalisation du « droit à l'alimentation » différemment : plutôt que de construire un système fragile sur la base d'invendus, de dons, de bénévoles et de « bonne volonté », c'est la question du pouvoir d'achat des publics les plus précaires que les acteurs souhaitent remettre au centre des préoccupations, proposant d'octroyer des chèques alimentaires aux personnes qui ne peuvent pas se nourrir assez et correctement, dans l'attente de l'augmentation des minimas sociaux.

En forçant un peu le trait, on constate que les acteurs du social entonnent un même message : c'est à leurs racines que les problèmes sociaux doivent être considérés et chaque acteur de la société a la responsabilité de les prendre en charge. Edgar Morin, dans sa tribune pour le journal Libération, parle de la crise actuelle comme d'un moment qui révèle, avec acuité, « que la mondialisation est une interdépendance sans solidarité. […] Le virus nous dit alors que cette interdépendance devrait susciter une solidarité humaine dans la prise de conscience de notre communauté de destin »[17]. Cette analyse traduit, d'une certaine façon, les revendications des acteurs qui refusent de considérer les CPAS et les services sociaux comme les gestionnaires des inégalités sociales. Selon eux, la question de la justice sociale doit (re)devenir l'affaire de tous, à commencer par celle de l'État.

16 | Peugny C. (2010), *Le « care » ou comment accorder une place à la hauteur de leur importance aux « pourvoyeurs de soins » ?*, https://cutt.ly/EtGfG1e.

17 | https://cutt.ly/UtGfZ0I.

Vers la *coronarécession*…

Xavier Dupret

Un virus a frappé la Chine, il y a quelques semaines de cela, et l'économie mondiale est sur le point de vaciller. L'OCDE a, d'ailleurs, revu récemment ses prévisions de croissance à la baisse. Cet accès de sinistrose n'a plus grand-chose à voir avec la situation en Chine où l'épidémie semble bien maitrisée depuis quelque temps déjà.

Le pessimisme de l'OCDE se fonde davantage sur la propagation du coronavirus à d'autres parties du globe. La situation n'est plus complètement sous contrôle. Le coronavirus met à nu de profondes fragilités structurelles lovées au cœur de nos économies. Ces déséquilibres peuvent d'ailleurs conduire, comme nous le verrons, à une récession généralisée, spécialement si le pic des contaminations n'est pas encore atteint en mai. La chose n'a rien d'improbable. Une étude[1] concernant la saisonnalité du Covid-19 semble, en effet, indiquer que le taux d'humidité et la température saisonnière influeraient peu sur la propagation du virus.

Le choc de l'offre ?

Il est, certes, encore trop tôt pour produire une analyse prévisionnelle de ce en quoi pourraient consister, dans le détail, les effets économiques à long terme de l'épidémie de coronavirus. La chose ne doit toutefois pas empêcher de prendre quelques risques calculés. On repèrera, pour commencer, que du côté du récit dominant, l'appréhension de l'impact du coronavirus se pose principalement en termes de choc de l'offre. Le cœur du raisonnement est le suivant : « Contrairement aux récessions tirées principalement par un déficit de la demande, le défi posé par un ralentissement du côté de l'offre est qu'il peut entrainer une forte baisse de la production et des goulets d'étranglement généralisés. Dans ce cas, des pénuries généralisées, ce que certains pays n'ont pas vu depuis les files d'attente des stations d'essence des années 1970, pourraient en fin de compte faire monter l'inflation, et non la réduire[2]. »

1 | Luo W., Majumder M. S., Liu D. et Poirier C., *The role of absolute humidity on transmission rates of the Covid-19 outbreak*, medRxiv, 17 février 2020, https://bit.ly/2R1Pxpl. Cet article n'ayant pas encore été évalué par la communauté scientifique, il importe de ne pas lui accorder de caractère définitif. Cela dit, cette source doit nous conduire à ne pas prendre pour argent comptant les anticipations basées sur la supposée saisonnalité du coronavirus.

2 | Rogoff K., *A coronavirus recession could be supply-side with a 1970s flavor*, *The Guardian*, édition mise en ligne du 3 mars 2020. Ce texte a été traduit en français sans

Un épisode « stagflationniste » (c'est-à-dire une combinaison de récession et d'inflation) serait donc à nos portes. On retrouve une argumentation similaire dans le chef des partisans de la relocalisation de pans entiers d'industrie stratégique en Europe[3]. Dans l'hypothèse d'une importante vague de rapatriements de segments des chaines de valeur en Europe, les entreprises connaitront une hausse de leurs couts de production qu'elles répercuteront sur leurs prix de vente. Cette analyse entend poser un bémol à cette présentation des choses. Pour qu'une vague d'inflation, comparable à celle des années 1970, puisse se manifester dans nos pays, il faut qu'un conflit de répartition apparaisse.

Un conflit de répartition désigne un mécanisme par lequel les entreprises augmentent leurs prix afin de faire face à une hausse de leurs couts et ainsi maintenir leur taux de profit. La vague d'inflation nait de la réaction du collectif des travailleurs obtenant que leurs salaires reflètent à la fois l'évolution des prix à la consommation et celle des gains de productivité. Par conséquent, les couts de fabrication augmentent et les employeurs sont alors incités à augmenter en retour les prix afin de maintenir leurs marges. La boule de neige de l'autoalimentation de la hausse des prix se forme alors. C'est ce qui s'est produit en Europe au cours des années 1970. C'est alors que « les deux chocs pétroliers de 1973 et 1978 se sont greffés sur les pressions inflationnistes du conflit de répartition interne aux pays occidentaux pour provoquer une dérive inflationniste mondiale[4] ».

Depuis, les choses ont bien changé. « Dans la seconde moitié des années 1970 et surtout dans les années 1980, l'élargissement de la force de travail mondiale a détérioré, puis fait complètement éclater la négociation collective des salaires. Avec l'individualisation des salaires, le pouvoir s'est définitivement déplacé du côté des employeurs[5]. »

On connait la suite. Le rétrécissement de la part des salaires, sous nos cieux, a déjà été très largement commenté. Pourtant, on n'insistera pas assez sur le fait que jamais la part attribuée aux salariés n'a été aussi basse dans les pays membres de l'OCDE depuis soixante ans. En 1980, la part des salaires était de 65 % en Allemagne contre 57 % en 2014. En France, on signale la même tendance avec une perte, entre 1980 et 2014, de plus de 9 points de pourcentage en ce qui concerne la part des salaires. En 1980, les salariés de l'Hexagone se partageaient 67,3 % du PIB. En 2014, ils n'en percevaient plus que 58,1 %. En résumé, et cela aidera à situer la Belgique dans cette batterie de chiffres, la part des salaires rapportée au PIB de l'Union européenne (limitée à quinze États membres) accuse une baisse vertigineuse, passant de 67 à 56,8 % du PIB[6]. Pour toutes les zones concernées, les niveaux atteints au milieu des années 2010 marquent le plus bas depuis 1960.

Dans ces conditions, on comprendra mieux qu'une augmentation des prix de certaines marchandises ne conduira pas nécessairement à un surcroit d'inflation, c'est-à-dire une tentative de reconquête de la perte de pouvoir d'achat subie, mais plutôt à une baisse de la consommation. Les mécanismes d'action collective, susceptibles de conduire au chassé-croisé précédemment décrit entre les profits et les salaires, ont été

mention de la source originelle sur le site des *Échos* sous le titre « Coronavirus la récession est désormais à nos portes » (4 mars 2020). Il est piquant de constater que la presse macroniste, lorsqu'elle traduit un texte paru dans les pages d'un journal britannique de gauche, n'en mentionne pas la provenance. Le journalisme de référence n'est décidément plus ce qu'il était outre-Quiévrain.

3 | Opinion de Petitjean, M. « Coronavirus en chinois ne veut pas dire Lehman en anglais », *L'Écho*, 4 mars 2020.

4 | Aglietta M. (dir), *Capitalisme. Le temps des ruptures*, Ed. Odile Jacob, Paris, 2019, p. 19.

5 | Aglietta M. (dir), *ibid*.

6 | Ameco, décembre 2015.

profondément mis hors-jeu au cours des dernières décennies. En France, par exemple, l'augmentation des salaires réels a chuté, passant de 2,5 % pour la décennie 1972-1982 à 0,7 % entre 1983 et 2002[7]. En Belgique, la progression des salaires est à l'arrêt depuis 2008. En filigrane de cette involution, il faut chercher l'explication par le chômage de masse qui a fortement limité les possibilités de revendication salariale du côté du facteur travail. « Cette modération […] s'explique également par les politiques mises en œuvre par l'État (désindexation des salaires, moindres revalorisations du Smic, décentralisation des négociations, allègements de cotisations patronales, dispositifs de participation et d'intéressement favorisant l'individualisation des salaires, etc.) […]. La modération salariale constitue d'abord un des piliers de la politique désinflationniste. Elle a permis de rompre la spirale inflationniste au début des années 1980[8]. »

Il faut donc tout l'aveuglement idéologique de l'école néoclassique pour ne pas voir cette donnée et en appréhender l'influence sur la formation des prix. Le chômage de masse qui perdure dans nos pays depuis plus de trente ans empêche donc une autoalimentation de l'inflation par la revendication salariale et la conflictualité sociale. En clair, si des goulets d'étranglement se manifestent à l'avenir sur certaines chaines de valeur, la demande sera également affectée. L'effet sur les prix sera donc clairement plus déflationniste qu'inflationniste. Le gouverneur de la Banque de France ne disait pas autre chose, le lundi 2 mars 2020 : « Plus cet effet sur l'offre se prolonge, plus ça devient aussi un effet sur la demande. […]. Aujourd'hui, du côté de la demande, c'est limité à certains secteurs […]. Ce n'est pas encore un freinage généralisé de la consommation[9]. » Ces lignes datent de début mars, une éternité par les temps qui courent. Vu les mesures de confinement qui se généralisent en Europe, pour l'heure, on peut, en effet, s'attendre à une chute importante de la consommation chez nous.

Ce contexte n'est guère de nature à favoriser une reprise de l'inflation qui ne serait, par ailleurs, pas malvenue vu le niveau d'endettement de nos économies. Avec des taux d'intérêt réels négatifs, les acteurs se désendettent mécaniquement. Hélas, deux facteurs plaident en faveur d'un scénario davantage déflationniste qu'inflationniste pour l'avenir immédiat. On commencera par pointer l'évolution des cours du pétrole. Depuis le 4 janvier 2020, le baril de Brent n'a cessé de baisser sur les marchés. Il est, en deux mois, passé de 65 à 34,97 dollars (valeur constatée le 13 mars 2020). Il s'agit là d'une baisse de plus de 47 % depuis le début de l'année. Or, le pétrole continue à constituer un élément central de nos économies. La plupart des produits que nous utilisons au quotidien ont été associés au pétrole brut au cours de leur processus de fabrication et/ou pour leur transport. Il n'est rien jusqu'à l'agriculture qui ne dépende du pétrole à travers l'utilisation de pesticides et d'engrais. En tout état de cause, un intrant essentiel de nos économies voit son prix baisser de façon particulièrement vigoureuse. Cette tendance n'augure guère d'un redémarrage de l'inflation. La situation était d'ailleurs à ce point préoccupante pour l'OPEP qu'elle a décidé de réduire sa production de 1,5 million de barils par jour au début de ce mois. La chose n'a toutefois pas permis d'enrayer la chute des cours du

7 | Desplatz R., Jamet St., Passero Vl., Romans F., « La modération salariale en France depuis le début des années 1980 », *Economie et Statistique*, 2003, n° 367, p. 41.

8 | Allain O., « La modération salariale. Le point de vue (néo)kaleckien », *Revue économique*, vol. 60, n° 1, 2009, p. 81.

9 | Propos rapportés par *Le Monde*, édition papier du mercredi 4 mars 2020.

brut[10]. Le krach du pétrole s'est, ensuite, confirmé le 9 mars alors que la Russie et l'Arabie saoudite entraient dans un nouvel épisode de confrontation[11].

L'automobile constitue également un autre secteur qui conditionne négativement l'évolution de l'inflation chez nous à court et moyen terme. Pour l'heure, les ventes de voiture en Chine et en Europe accusent le coup. « Les immatriculations de voitures neuves ont reculé en Allemagne de 11 % en février, et les commandes de 19 %. Le premier marché européen subit les premiers effets de l'épidémie de Covid-19 et "il est très probable que nous assistions encore à une baisse à deux chiffres […] au cours des prochains mois", a commenté Peter Fuss, analyste du cabinet d'audit et de conseil EY[12]. »

On rappellera que le secteur automobile constitue également un pilier important de l'économie européenne. En 2015, l'automobile représentait 10 % des exportations de l'UE et 6 % de la valeur ajoutée (8 % dans l'est de l'Union), c'est-à-dire plus que l'industrie pharmaceutique. La fabrication automobile occupait, à cette même époque, 3 % de la main-d'œuvre européenne. Les ventes à l'étranger de véhicules fabriqués en Europe représentaient 10 % des recettes d'exportation du Vieux Continent[13]. L'économie principale de l'Europe (en l'espèce, l'Allemagne) dépend tout particulièrement de l'automobile pour son commerce extérieur. En 2017, les voitures et les pièces de rechange automobiles constituaient le premier poste d'exportation de la patrie de Goethe (16,8 % des recettes d'exportation)[14]. On comprend mieux, dans ces circonstances, pourquoi le patronat allemand redoute la récession la plus longue du secteur manufacturier outre-Rhin depuis la réunification[15]. Avec deux composantes à ce point majeures de nos économies en posture aussi délicate, on ne peut que se montrer sceptique devant les pronostics de reprise de l'inflation.

Pour savoir si le pessimisme est de rigueur, on se réfèrera utilement aux différentes projections de l'OCDE du début du mois concernant la croissance mondiale[16]. À l'époque, l'OCDE estimait que si le phénomène de contagion observé en Chine devait se reproduire à l'identique en Amérique du Nord et en Europe, la croissance mondiale serait de 1,5 % pour toute l'année 2020, soit un niveau inférieur à l'année 2008. Dans ce cas de figure, certaines économies de la zone euro, dont le taux de croissance était déjà faible avant l'apparition du coronavirus, entreront en récession. Il n'est, d'ailleurs, aucunement exclu que ce scénario ne s'étende pas à d'autres parties du globe dans un avenir proche.

En effet, puisque le coronavirus a touché les États-Unis, il aura tout le loisir, dans les mois à venir, de faire plus ample connaissance avec les quelque 27,5 millions d'Américains (8,5 % de la population[17]) qui ne bénéficient d'aucune couverture de soins de santé depuis la répudiation de l'Obamacare par l'administration Trump. C'est ici que les choses pourraient se gâter sérieusement, au-delà, d'ailleurs, des prévisions les plus sombres de l'OCDE.

10 | *L'Écho*, édition papier du vendredi 6 mars 2020.
11 | *La Croix*, édition mise en ligne du 9 mars 2020.
12 | *La Libre Belgique*, édition mise en ligne le 5 mars 2020.
13 | Fredriksson G., Roth A., Tagliapietra S., Veugelers R., *Is the European automotive industry ready for the global electric vehicle revolution?*, Policy Contribution Issue n°26, décembre 2018, p.3-6.
14 | The Observatory of Economic Complexity (OEC), MIT, mars 2020.
15 | *La Tribune*, édition mise en ligne du 5 mars 2020.
16 | *Wall Street Journal*, 2 mars 2020.
17 | Berchick E. R., Barnett J. C. et Upton R. D., *Health Insurance Coverage in the United States: 2018*, 8 novembre 2019 Rapport numéro P60-267 (RV).

Certes, et c'est bien pour cela que le Dow Jones est remonté le vendredi 13 mars, un plan de crise a fini par émerger des négociations entre Démocrates et Républicains qui se partagent, aujourd'hui, le Congrès. Les investisseurs sont rassurés car ils sentent qu'il y a une forme de pilotage de la crise aux États-Unis. Par contraste, les déclarations de Donald Trump du 10 mars n'avaient, en revanche, fait qu'ajouter de la confusion à la confusion, notamment en proposant de nouvelles réductions d'impôts non ciblées. Ce projet avait cabré le Congrès entrainant, au passage, un jeudi noir à Wall Street qui, entre le 11 et le 12 mars 2020, a perdu près de 15 points[18]. Depuis, les pourparlers bipartisans ont mis la Maison Blanche sur la touche. Cet état de choses a permis d'atteindre un accord qui vise à donner les moyens du choix du confinement aux travailleurs ayant contracté le coronavirus en leur garantissant deux semaines de congé de maladie payé et jusqu'à trois mois de congé rémunéré en cas d'hospitalisation de longue durée. Les travailleurs concernés garderont les deux-tiers de leur salaire. Mais ces dispositions ne s'appliquent qu'aux employés des entreprises de moins de cinq-cents employés. Les grandes entreprises sont exclues de ce dispositif. De plus, le département du Travail aura la possibilité d'exempter les travailleurs de toute entreprise de moins de cinquante salariés[19].

La lutte contre la propagation du coronavirus en pâtira naturellement, tout comme le moral des consommateurs. De surcroit, le financement fédéral, soit 70 % des budgets des mille-quatre-cents centres de santé à but non lucratif qui desservent environ 29 millions d'Américains à faible revenu, prendra fin en mai[20]. Si le pic de coronavirus n'est pas atteint à ce moment, la pression à la baisse sur la croissance américaine n'en sera que plus aigüe. En effet, un dispositif de première ligne censé venir en aide à la frange des travailleurs ne bénéficiant pas d'assurance-maladie (et, donc, les plus susceptibles de ne pas soigner leur Covid-19) sera mis hors service. On imagine les résultats sur le taux de contamination outre-Atlantique et partant, le pessimisme grandissant des ménages.

Effets en série

Jusqu'à présent, les analyses tablaient sur une reprise progressive de l'économie mondiale à partir de mai, c'est-à-dire au moment où le pic de l'épidémie sera passé. Peut-être pourrons-nous alors oublier (temporairement ?) le SARS-CoV-2. Cependant, il aura, entretemps, déjà mis à nu les fragilités de l'économie mondiale. Le coronavirus fonctionne, en définitive, comme l'étincelle qui pourrait mettre le feu à la plaine. L'économie mondiale se caractérise, en effet, par un ensemble de tares structurelles qu'une diminution de l'inflation (déjà faible, au demeurant, par les temps qui courent) est susceptible d'aggraver.

Les politiques monétaires accommodantes adoptées par les banques centrales dans la foulée de la crise de 2008 ont eu pour effet de généraliser des taux d'intérêt nuls voire négatifs[21]. Ce faisant, il s'est installé un climat d'encouragement à l'imprudence sur les marchés. La faiblesse des taux d'intérêt a incité les investisseurs à prendre inconsidérément des risques pour dégager des profits. Et puisque les titres obligataires (spécialement, les obligations pu-

18 | Pour plus de précisions, lire Derruine O., *Le coronavirus. Bouc émissaire d'un krach boursier*, « Délits d'initiés », blog de *La Revue nouvelle*, https://bit.ly/39n6a4S, consulté le 14 mars 2020.

19 | *The New York Times*, édition mise en ligne du 14 mars 2020.

20 | NBC News, *They're treating uninsured Americans. But as coronavirus ramps up, money is running out*, https://nbcnews.to/2xmcxs6, consulté le 14 mars 2020.

21 | Voir Derruine O., *op.cit.*

bliques) se caractérisent par de faibles rendements, des bulles se sont alors formées sur les marchés des actions.

En outre, l'activité des marchés financiers se greffe comme un système de ponctions prélevées sur l'économie dite réelle, celle qui fabrique des marchandises. Dès lors que les chaines de valeur sont bloquées à partir de la Chine, une série de corrections sur les marchés s'avère inévitable. Pour qu'un financier puisse valoriser son capital à Wall Street ou à la City de Londres, il faut impérativement qu'un ouvrier chinois se trouve au travail derrière une ligne de production pour fabriquer le nouveau téléphone d'Apple ou les vêtements qui seront mis en vente aux quatre coins de l'Europe par la firme irlandaise Primark. La mise en valeur du capital financier au Nord s'effectue par l'extraction de valeur ajoutée produite au Sud. C'est ainsi que chez nous, « les profits domestiques ne proviennent pas seulement des opérations domestiques, mais aussi, en partie, du contrôle des réseaux productifs internationaux[22] ».

Le ralentissement des chaines de production en Chine prive donc de revenus les marchés financiers du Nord alors que les acteurs privés y sont lourdement endettés. « La dette mondiale a atteint un nouveau sommet historique de 164 000 milliards de dollars en 2016, soit l'équivalent de 225 % du PIB mondial. […]. La dette de 164 000 milliards de dollars est imputable à 63 % au secteur privé non financier et à 37 % au secteur public. La dette mondiale porte dans une très large mesure la signature des pays avancés[23]. »

Depuis, la tendance n'a pas été à la baisse, bien au contraire. « La dette mondiale, publique comme privée, se situe à un niveau record. Elle était de 184 000 milliards de dollars à la fin 2017, ce qui équivaut à 225 % du PIB mondial[24]. » Au total, on retrouve, sur les marchés, 75 000 milliards de dettes privées considérées comme risquées.

Une diminution de l'inflation fera mécaniquement croitre le poids relatif de l'endettement de ces acteurs. Si l'on couple à ce phénomène une perte de revenus inhérente à la chute drastique de la croissance mondiale, on obtient alors un cocktail détonant pouvant déboucher sur des faillites retentissantes de grands groupes. Ces faillites avaient déjà été anticipées, en raison du ralentissement économique mondial, par Joseph Stiglitz à l'automne dernier[25]. L'aggravation des données relatives à la croissance mondiale renforce, au passage, la plausibilité de ce scénario.

Voilà qui explique pourquoi les banques sont, à leur tour, contaminées par le coronavirus puisque les revenus qu'elles tirent des marchés financiers sont en berne. Pour les professionnels du secteur, il est clair que si les perspectives économiques se détériorent, la notation des banques va souffrir. En effet, la qualité des actifs (c'est-à-dire dans une grande mesure, les crédits consentis à des canards boiteux) va inévitablement conduire à une dégradation de la notation des établissements bancaires[26]. À ce moment, une contraction du crédit interbancaire se produira. Les banques ne se feront plus confiance et ne se prêteront plus d'argent. La crise de liquidité se transformera alors progressivement en crise de solvabilité.

L'activité économique s'en ressentira inévitablement. Les faillites se multiplieront et les banques auront alors toutes les raisons de se méfier les unes des autres, entrainant les éco-

22 | Durand C., *Le capital fictif : comment la finance s'approprie notre avenir*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2015, p. 178.
23 | *L'Economiste*, mis en ligne du 25 septembre 2018.
24 | IMF, IMF Rapport annuel 2019, p. 12.
25 | *Challenges*, mis en ligne le 26 septembre 2019.
26 | *Capital*, mis en ligne du 4 mars 2020.

nomies occidentales dans une spirale clairement récessive. Si l'expansion de l'épidémie de coronavirus se poursuit sans donner l'impression de pouvoir être maitrisée avant la fin avril ou le début mai, l'heure sera à la destruction de capital, surtout si le retour à la normale prend quelques mois de plus en Chine (un milliard d'habitants pour un territoire immense, tout de même). Une croissance du PIB de 1,5 %, comme évoqué précédemment, est trop faible et prépare de bien désolants lendemains. On peut, en effet, estimer que l'économie mondiale, avec un taux de croissance de 2,5 %, ne dispose plus d'un matelas de richesses suffisant pour absorber des chocs[27]. Le filet de sécurité de l'économie mondiale, à l'heure où ces lignes étaient écrites, se rétrécissait donc d'heure en heure.

Un certain nombre de faits posent, d'ores et déjà, question et tendent à démontrer que la « coronarécession » est de nature à s'auto-entretenir. Les tensions repérables du côté de l'offre sous forme de goulets d'étranglement sur les chaines de valeur se traduisent sur les grands marchés de consommation du Nord, soumis depuis des décennies à un procès de déflation salariale, par une réduction de la demande. En outre, les consommateurs des économies du Nord broient du noir, sur fond de propagation du coronavirus. Faute de demande extérieure, la chaine de production ne redémarrera pas de sitôt à plein régime en Chine. Les marchés de valeurs en Occident ne disposeront alors plus de la base matérielle à partir de laquelle ponctionner la valeur ajoutée. Les dettes douteuses des acteurs privés prendront de plus en plus de relief au sein des bilans bancaires en Europe et en Amérique du Nord. Et la circulation du crédit en sera profondément affectée avec l'effet déprimant que l'on imagine sur l'activité économique.

On peut toujours tabler sur un programme de relance en Chine, mais il sera principalement orienté vers le marché intérieur chinois. Sans doute soulagera-t-il quelque peu les activités de nos multinationales sur place, mais le souci des autorités chinoises sera, somme toute légitimement, d'éviter de gros soucis à leurs champions nationaux en activant la consommation locale. Le retour pour nos marchés financiers sera quasiment nul puisque l'accès des banques occidentales à l'épargne chinoise, dont les fabuleuses réserves de change du pays (3 000 milliards de dollars), est des plus limités. À ce stade de la maladie, le centre névralgique de l'accumulation de capital en Occident sera profondément grippé.

On notera que, paradoxalement, c'est la Chine, le pays initialement le plus affecté par le coronavirus, qui dispose des meilleures cartes pour sauver son économie nationale. L'Empire du Milieu a, en effet, accumulé des liquidités qui lui permettront de soutenir ses banques et son secteur privé dans les mois à venir.

Pendant ce temps, l'Occident vivra vraisemblablement un épisode de destruction de capital. Ce dernier doit s'appréhender selon la vision marxienne de « baisse ruineuse du prix des marchandises » (c'est de cela dont on parle quand on évoque une situation de déflation) résultant de « la dépréciation de masses de valeur qui les empêchent de renouveler leur processus de reproduction en tant que capital à la même échelle[28] ».

Nous n'en sommes, pour l'instant, pas (encore ?) là. C'est que, paraît-il, nos banques centrales veillent.

27 | Rogoff K., op. cit, *The Guardian*, mis en ligne le 3 mars 2020

28 | Marx K., *Théories sur la plus-value* (1863), tome 2, Paris, Messidor, 1976, p. 591-592.

Les banques centrales et nous

La gâchette de la baisse des taux d'intérêt a déjà été actionnée au début de ce mois par la Fed, avec les résultats particulièrement médiocres que l'on connait[29]. Souvenons-nous. Dans l'urgence, la Fed a montré les dents en baissant de 0,5 point de pourcentage son taux directeur. Cette réduction du loyer de l'argent, puisqu'elle avait pour but de décourager l'épargne et, à contrario, encourager l'investissement et la consommation, était supposée redonner du tonus à Wall Street. Cet évènement peut être qualifié d'historique. La dernière intervention de ce type de la part de la Fed remonte à décembre 2008 alors que le système financier global était menacé d'implosion. En tout état de cause, la Fed n'a pas convaincu les marchés. Wall Street a terminé la première semaine de mars en baisse et a continué la seconde au bord de l'abime. Les répercussions sur la consommation outre-Atlantique, si cette tendance se poursuit, seront dramatiques.

Aux États-Unis, les ménages, vu la faiblesse des mécanismes publics de protection contre la pauvreté, sont davantage dépendants de leur patrimoine placé en Bourse, que ce soit pour le financement de leur retraite ou de leurs périodes d'inactivité. Si leur portefeuille accuse le coup, leur consommation en sera affectée. De plus, la baisse des cours entrainera une diminution de la capitalisation des grandes sociétés cotées. Pour les moins solvables d'entre elles, comme nous l'avons déjà vu, il se produira une vague de faillites. Celles qui échapperont à cette vague de destruction de capital ne seront pas nécessairement mieux loties. En effet, leur faible niveau de capitalisation les conduira à revoir à la baisse leurs investissements. On peut également s'interroger sur la validité d'une relance par la baisse des taux en ce qui concerne l'Europe. Le taux de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE), c'est-à-dire l'intérêt dont doivent s'acquitter les banques du Vieux Continent en cas d'emprunt de la BCE, est nul depuis bientôt quatre ans. En vérité, l'action attendue par les marchés financiers correspond à un impératif de survie d'une tout autre nature. Certains établissements financiers sont, en effet, menacés d'asphyxie. Il leur convient, dès lors, que les banques centrales se lancent à nouveau dans des opérations de rachat d'obligations (dites opérations de *quantitative easing*) et réinjectent, par là même, de la liquidité dans les rouages de la circulation monétaire.

Cela dit, on peut douter qu'un retour des programmes de *quantitative easing* suffise à calmer les marchés. En effet, le cœur productif de l'accumulation a été touché. Lorsque l'épisode de SRAS a frappé en 2003, la part de la Chine dans le PIB mondial était de 4 %, soit quatre fois moins qu'aujourd'hui. Autrement dit, l'augmentation de la richesse *per capita* en Chine et dans les émergents rend les pays membres de l'OCDE davantage vulnérables à l'égard de catastrophes sanitaires qu'ils ne contrôlent pas. Il est difficile d'imaginer un traitement monétaire pour ce type d'angoisse hautement existentielle.

Bien sûr, on pourra toujours chercher quelque réconfort en se projetant dans un avenir marqué par un mouvement de relocalisations chez nous. Cependant, gare, en la matière, aux illusions. En effet, si des activités sont ramenées en Europe, ce sera à la condition de maintenir un sous-emploi et une armée de réserve industrielle compatibles avec la pression à la baisse sur les salaires. Ce mouvement de relocalisations sera donc accompagné d'une modification des procès de production qui seront davantage intensifs en capital

29 | *L'Écho*, 4 mars 2020.

au détriment de l'emploi. Au passage, ce type de stratégies correspond à un facteur de dégradation des taux de profit, à savoir l'alourdissement de la composition organique du capital. Cette dernière désigne la relation entre le capital constant (c'est-à-dire les machines, les moyens de production et les matières premières) au numérateur et le capital variable (les salaires) au dénominateur. Un alourdissement de la composition du capital se produit lorsque « les gains de productivité ne peuvent plus compenser les dépenses consenties pour l'achat d'un nombre accru de moyens de production[30] ». Des données conjoncturelles assez basiques permettent d'augurer de ce type d'évolution pour les économies occidentales. C'est ainsi que le taux de profit des sociétés non financières américaines connait un mouvement de baisse régulière depuis 2016. Aujourd'hui, les entreprises américaines réalisent 11 cents de bénéfices pour chaque dollar de valeur ajoutée, soit le même niveau qu'au premier trimestre 2008 alors que l'économie des États-Unis s'acheminait vers les lendemains glorieux que l'on connait[31].

La chute des taux de profit couplée à des relocalisations couteuses en capital ne permettra pas d'éviter des faillites en série. Et les banques centrales ne pourront rien contre cette tendance. En effet, l'action des banquiers centraux est de nature indirecte. Leur métier est de fournir des liquidités aux établissements de crédit qui accordent des prêts aux entreprises. Elles ne ciblent, en revanche, pas spécifiquement des firmes en situation de banqueroute. La réponse la plus adéquate à ce type de situations repose sur la voie budgétaire lorsque des États nationalisent des entreprises pour les sauver de la faillite et de la disparition, comme ce fut le cas pour General Motors aux États-Unis en 2009.

Entretemps, les politiques de *quantitative easing*, en conférant de façon inhabituelle aux banques centrales un rôle crucial sur les marchés secondaires, ont, durant une décennie entière, masqué une situation de déflation structurelle. En effet, la circulation monétaire s'est, depuis 2009, effectuée sous la tutelle des banques centrales. Sans l'action de ces dernières, le château de cartes se serait écroulé car le robinet du crédit aurait été coupé net. En d'autres termes, la destruction de capital et la déflation constituent l'horizon structurel de nos économies depuis la Grande Récession de 2007.

Et, c'est précisément cette réalité qu'un modeste micro-organisme est venu rappeler à la planète entière. Au grand dam, bien sûr, de nos amis libéraux qui répèteront *ad nauseam* la fable du choc exogène et de la crise sanitaire partout où ils le pourront. Il y a là, comme qui dirait, matière à débats…

Le 15 mars 2020

30 | Roelandts M., *Dynamiques, contradictions et crises du capitalisme*, Ed. Contradictions, 2010, Bruxelles, p. 89.
31 | Bureau of Economic Analysis (BEA), Haver Analytics, octobre 2019, https://on.mktw.net/3akuzcK, consulté le 8 mars 2020.

Loin, très loin

Thomas Lemaigre

« Finalement, on ne se sentait pas tellement seul. Clairsemé, oui, mais c'était mieux que d'être tout seul. »
Thomas Pynchon, L'arc-en-ciel de la gravité, *1973*[1].

Ils vivaient loin les uns des autres.

À tel point que le corps de l'autre était une menace objective : vivant seuls ou en couple, leurs défenses immunitaires étaient au plus bas.

Les époux occupaient des maisons conçues de façon qu'ils ne s'y croisent jamais.

Les pires épreuves de leurs vies lisses étaient l'accouplement et l'accouchement. Mais leurs dirigeants s'apprêtaient à généraliser l'insémination artificielle, programmée et opérée par des machines autonomes et intelligentes.

Ils ne savaient pas qui étaient leurs parents ni qui étaient leurs enfants.

Depuis le stade du fœtus, ils avaient tous été élevés dans un hôpital-nurserie où l'enjeu de leur éducation était de les familiariser avec les machines qui les prenaient en charge, pour ensuite les « socialiser » le plus tôt possible à des interactions sans contacts physiques.

Ils avaient désappris la présence et l'altérité.

*****

1 | Coll. « Fiction et Cie », Seuil, Paris, 1988 (trad. M. Doury).

Asimov…

Isaac Asimov est ce ponte de la SF américaine. Scientiste, technolâtre, vertigineusement cérébral, dont les romans accompagneront toute l'époque de la Guerre froide.

Ado dans les années 1980, Asimov était un phare pour mes congénères seconds de classe, un peu immatures, très introvertis. Et, de manière frappante, il l'était autant dans mon collège hennuyer qu'aux États-Unis où je fis un petit bout de scolarité secondaire.

Étonnamment, aujourd'hui, son œuvre pléthorique et inégale reste un point de repère pour les esprits libres qui tentent de comprendre dans quel monde nous font vivre les algorithmes de ladite intelligence artificielle.

J'ai eu un recueil de nouvelles d'Asimov. Je l'avais racheté pour rien dans un de ces marchés aux puces bariolés qui se tenaient sur un parking de la base militaire de Casteau, et qui s'y tiennent peut-être toujours à l'heure d'eBay et de Facebook Marketplace.

Sous les bâches des Yankees sur le départ, s'étageaient les bunkers labyrinthiques de l'état-major européen

de l'Otan. Un temps où l'on avait peur des SS-20 soviétiques plutôt que des bouleversements collapsologiques et de la télévision commerciale plutôt que de la déculturation par les algorithmes. Tellement *vintage*…

J'ai toujours été curieux d'Asimov. Le recueil d'occasion est resté longtemps dans ma pile à lire. Trop longtemps. Je ne suis pas sûr de l'avoir toujours, il a dû partir dans une caisse à bananes à l'occasion d'un désherbage.

Et de fait, comme cette écriture a mal vieilli ! Des dialogues guindés, des héros bien élevés, cette retenue petite-bourgeoise tellement US, ce déluge de premier degré… Certains adorent ces ingrédients qu'ils retrouvent dans *Star Trek* ou dans *Ma sorcière bien-aimée*, mais qui, pour moi, ont toujours tout enfoui sous une inamovible couche d'ennui. Peut-être même d'anxiété.

Mais c'est certain, si l'on est prêt à un peu d'apnée et que l'on fait le tri dans ses délires, Asimov a quelques intuitions complètement décoiffantes.

*****

Ils vivaient très loin les uns des autres.

Ils ne se côtoyaient que par machines interposées.

Ils ne se voyaient pas, ils se visionnaient : ils communiquaient par vidéoconférence. Pour prendre un repas ensemble. Pour des réunions de travail. Pour des promenades dans les champs.

La plupart n'avaient pas grand-chose à faire. Quelques-uns géraient la Cité, quelques-uns excellaient dans des activités artistiques. Et les autres, on ne sait pas trop.

Ils commandaient toutes sortes de choses à une innombrable domesticité de machines interconnectées : travailler dans leurs usines, cultiver leurs vastes domaines, opérer les communications entre eux, assurer leur ravitaillement. Même ouvrir les rideaux ou éteindre la lumière.

Quelques tâches de première nécessité restaient l'apanage des humains, comme concevoir les machines. Il y avait aussi des médecins, qui ne consultaient qu'à distance.

Ils s'étaient inculqués une viscérale horreur de l'idée même que deux personnes puissent se tenir dans la même pièce.

*****

Face aux feux du soleil (*The Naked Sun*, 1956) est le second volume du Cycle des robots[2]. Asimov y déroule une enquête policière sur une planète éloignée, Solaria, colonisée trois siècles plus tôt par des humains. Considérablement plus grande que notre Terre, Solaria n'est habitée que par 20 000 personnes. Chacun vit au centre d'un immense domaine, de sorte que la rencontre physique est impraticable.

Solaria projette un point culminant de l'évolution humaine, une société sans rencontre des corps. Finement, mais d'entrée de jeu, Asimov a rassuré son lecteur boutonneux : ce n'est pas là un univers désirable. Il semble pour tout dire y avoir assez peu d'univers désirables chez Asimov…

Au moment même où l'on évoque la perspective d'un confinement cette fin d'hiver, je retombe par hasard sur des notes prises quelques mois plus tôt lors d'une conférence[3]. *The Naked Sun* y

2 | Les préados du babyboum découvrent ce roman dans le numéro estival (n° 35-36, juillet-aout 1961) de la revue *Satellite*, traduit par A.-Y. Richard, Editions scientifiques et littéraires, Paris, p. 3-183. Il est régulièrement réédité en poche (éd. J'ai lu) depuis 1973.

3 | Lussault M., « L'individu contemporain : un hyper-lieu incarné ? », le 16 juin 2018 à PointCulture Bruxelles, dans le cadre du cycle « Pour un numérique humain et critique ». Voir la captation vidéo : https://cutt.ly/TtYB4qU. Voir aussi sur ce sujet : Hemptinne P., présentation critique du livre « Hyperlieux. Les nouvelles géogra-

avait été évoqué en passant pour illustrer la notion d'*habitèle*, un néologisme qui désigne l'espace d'interactions rendues possibles par nos appareils connectés. Un espace imbriqué à l'espace physique auquel c'est notre corps qui donne accès[4]. Un espace qui indique la possibilité d'une inversion entre réel et non réel.

Ma frustration asimovienne ravivée, je me procure illico *Face aux feux du soleil* auprès d'un bouquiniste en ligne. Pour deux sous, une fois encore.

*****

Les habitants de Solaria vivent donc loin, très loin les uns des autres

Si, dans des cas extrêmes, la rencontre physique doit avoir lieu, les protagonistes restent à distance respectable, se parlant de loin et se protégeant de vêtements très couvrants.

Le corps de l'autre est une menace vitale objective.

L'accident avec un grand A, le risque ultime, c'est pour une telle société le détournement malveillant des machines dont dépend toute l'existence de chacun.

Un jour — et c'est évidemment le nœud de l'intrigue du roman —, cet accident finira par advenir. À l'issue des péripéties qui en découleront, une Solarienne sera amenée à émigrer sur une autre planète, à y être confrontée à d'autres conditions de vie et à une autre culture.

Toute la question sera de savoir si elle pourra supporter la manière dont y ont cours les relations humaines. Sera-t-elle capable de se servir une tasse de café sans aide ? De se retenir de sursauter si quelqu'un lui pose la main sur l'épaule ? De vivre avec les pulsions sensuelles qu'elle est en train de découvrir en elle ?

Optimiste, reflet de son époque, Asimov laisse entendre qu'il y croit.

*****

Cinq jours exactement après ma commande en ligne, j'ai déjà reçu l'opus aux pages jaunies. C'est le moment où le pays entier se retrouve enfermé, chacun chez soi, à durée indéterminée. Affublé d'une innombrable domesticité de machines interconnectées, chacun s'invente à la fois en sujet et en objet de « distanciation sociale ».

Sans attendre, dans cette ambiance d'irréalité, je me laisse engloutir dans l'imaginaire daté de *Face aux feux du soleil*.

Nous restons civiquement dans notre appartement bruxellois. Je suis avec mon amoureuse. Il faut dire qu'elle est un peu grippée depuis une semaine. Elle finit par se décider à joindre son médecin… qui la rassure, mais lui soumet une petite note sur les élémentaires précautions à prendre. Quelques mesures de bon sens, absolument faciles à mettre en œuvre avec un tout petit peu d'organisation, du genre désinfecter obsessionnellement tout ce que l'on touche, ne pas mélanger son linge et sa vaisselle avec ceux des autres, vivre et dormir dans une pièce séparée, rester à une distance d'1 m 50 de ses proches, ne côtoyer absolument aucune personne qui ne vit pas sous son toit, etc.[5] Une espèce de délire névrotique qu'on dirait imaginé pour détruire un couple, pour faire plonger une famille.

---

phies de la mondialisation de Michel Lussault », *La Revue nouvelle*, n° 8/2018, https://cutt.ly/0tYNedy.

4 | Boullier D. (2019), « Rendre le numérique habitable : l'habitèle », dans Calbérac Y, Lazzarotti O., Levy J., Lussault M., *Carte d'identités. L'espace au singulier*, Paris, Hermann (Les colloques de Cerisy), p. 151-174, https://cutt.ly/AtYB07X.

5 | « Annexe E Conseils d'hygiène au patient qui présente des symptômes d'infection à coronavirus et est en isolmeent à la maison », SPF Santé publique, environnement et sécurité de la chaine alimentaire, Bruxelles, 2020, https://bit.ly/2Jw2vHA.

Saurons-nous nous y tenir ? Pour autant que l'un de nous n'ait pas défenestré l'autre, saurons-nous vivre en petits-bourgeois Solariens dociles ?

Dans quel état en sortirons-nous de ce tunnel ? Saurons-nous faire la vaisselle et le ménage (ou pas !) comme nous l'avions fait jusque-là ? Retrouverons-nous l'élan vital de prendre l'âme sœur dans nos bras, de donner l'accolade aux vieux amis, de serrer la main à l'inconnu ? Saurons-nous réapprendre cette vie hors Solaria, tout aussi bien rangée ?

Et surtout, le voudrons-nous ?

Écrire les malheurs du temps

Réflexions autour des journaux de confinement

Laurence Rosier

Les journaux de confinement fleurissent en ligne et dans les quotidiens. La pratique du journal en temps de crise est bien sûr ancienne : comment appréhender les modalités de l'écriture de soi face au Covid-19 ? Sont-elles spécifiques ou prolongent-elles le style ? Décryptage.

Dans son allocution[1] le 16 mars dernier, le président Emmanuel Macron a martelé : « nous sommes en guerre ! ».

Laissons de côté l'aspect déplacé de l'expression, qui a notamment été pointé par des acteurs et actrices des soins de santé et des journalistes[2]. Laissons aussi de côté la drôle de lignée discursive de cette expression dans la bouche des dirigeants français qui a aussi été relevée par les médias et des chercheur·e·s[3] comme Julien Fragnon : les accents gaulliens et le recours au terme « guerre » visent à rassembler, mobiliser sans diviser, mais produisent aussi des effets anxiogènes dans la population et peuvent, à plus ou moins court terme, toucher l'économie (économie de réquisition, de rationnement).

Même si on a pu juger le terme guerre déplacé dans la bouche du président français, il n'en demeure pas moins que la référence à cette période est courante, comme en témoigna, par exemple, ce cadre de santé français dans un établissement pour personnes âgées : « Le temps du confinement, le Covid-19, ça ne leur parle pas, explique Laurent Garcia. Les personnes âgées sont ici pour leurs derniers jours, et elles parlent plus de l'enfermement que du Covid-19. Ce qu'elles disent, c'est : "vous savez, nous, on a vécu la guerre, donc un virus ça ne nous fait pas peur". »

Le point que je retiendrai de cette métaphore est celui de l'incertitude : nous ne connaissons pas la date de la fin du confinement (ce qui ne sera pas encore non plus la fin des effets du coronavirus) comme les citoyen·ne·s des Première et Seconde Guerre mondiale ignoraient la date de la fin du conflit.

Face à la prolifération des journaux « personnels » partagés de confinement tant du côté des écrivain·e·s que des internautes sur leurs réseaux respec-

1 | https://cutt.ly/3tGrDy6.
2 | https://cutt.ly/ltGrPjl.
3 | https://cutt.ly/WtGrHmt.

tifs, j'ai repensé à cette pratique des journaux de guerre, objets culturels et historiques. Beaucoup plus qu'à ces références littéraires avancées depuis le début de la pandémie : *La peste* de Camus, La fable de La Fontaine *Les animaux malades de la peste* ou encore *Le Décaméron* de Boccace, où la maladie est au-delà de la problématique sanitaire car elle métaphorise des comportements sociaux (parodie de procès et hypocrisie de la cour dans la fable) des visions d'une société nouvelle (émergence de la bourgeoisie du commerce chez le conteur italien), et l'expérience de l'absurde (allégorie de la guerre chez l'écrivain-philosophe). Les journaux de guerre sont plus terre à terre, égrenant la banalité des jours en alternance avec des évènements marquants l'histoire collective, mais dont les protagonistes n'ont pas toujours conscience.

Petite plongée dans ces écritures qui mêlent histoire individuelle, personnelle et mémoire collective et sociale, à l'heure du confinement.

Journal intime, journal extime ?

Le journal intime est une pratique ancienne, plutôt genrée (réservée prioritairement aux jeunes filles dans le cadre de leur éducation au XIXe siècle) et qui a évolué au fil des mentalités, des conditions (ou non) de leur publication et des évolutions technologiques.

Doit-on opposer *journal intime* et *journal extime* ? C'est en tout cas l'avis du critique littéraire A. Thibaudet qui semble être le premier à utiliser l'expression en 1923, à propos de l'ouvrage de Maurice Barrès *Chronique de la Grande Guerre* : « M. Barrès, dans une interview récente, appelait sa *Chronique de la Grande Guerre* un journal intime de la France. Quel singulier contresens ! Et comme ce journalisme, qui est de l'action, de l'action énergique, vivante et volontairement partiale, ressemble peu à un journal intime, acte d'intelligence, miroir de la clairvoyance au repos où l'homme s'arrête de vivre pour comprendre. […] et la *Chronique* a tout de la première, rien de la seconde. C'est comme le journal de la France, tout ce qu'on peut imaginer de plus extime. » On sent même quelque mépris pour cette manière d'écrire le monde extérieur selon son point de vue personnel.

Un bond dans le temps et nous retrouvons l'extime défini par l'écrivain Michel Tournier, auteur d'un … *Journal extime* paru en 2007 : « En opposition au journal intime, un journal extime sonde l'intimité non pas de l'auteur, mais du territoire qui lui est extérieur ».

L'articulation entre l'intimité et le désir de rendre visibles certains aspects de l'extimité ont donné de très belles réussites littéraires, à l'insu parfois de leurs auteurs. Ainsi le bouleversant *Journal de deuil* de Roland Barthes, entamé le lendemain de la mort de sa mère le 25 octobre 1977, est constitué de textes-fragments, aphorismes et n'était pas destiné à la publication.

Lorsque le fils de Susan Sontag découvre les journaux et carnets de sa mère, qu'elle tenait depuis ses douze ans jusqu'à quasi ses derniers moments, David Rieff ignore si elle voulait les rendre publics : aucune consigne n'a été laissée par l'écrivaine. « Tout en ayant conscience de violer l'"intimité" » de sa mère, David Rieff a choisi de publier trois volumes de ces écrits en opérant une sélection, mais sans jamais « exclure quoi que ce fût, soit parce que la note présentait ma mère sous un certain éclairage, ou bien à cause de la franchise sexuelle ou de la méchanceté dont elle pouvait faire preuve[4]. »

4 | Rérolle R., « *Renaître. Journaux et carnets 1947-1963 de Susan Sontag* : l'invention de Susan Sontag par elle-même », *Le Monde*, 2010.

Annie Ernaux a particulièrement travaillé la question de l'intimité reconfigurée socialement notamment avec son *Journal du dehors* (1993) (« anti-journal intime ») et le magnifique *Nos années* (2008) qualifié d'« autobiographie impersonnelle ».

« [N]oter les gestes, les attitudes, les paroles de gens que je rencontre me donne l'illusion d'être proche d'eux. Je ne leur parle pas, je les regarde et les écoute seulement. […] Peut-être que je cherche quelque chose sur moi à travers eux, leurs façons de se tenir, leurs conversations » *(JDD).*

« Elles (les images de souvenirs) s'évanouiront toutes d'un seul coup comme l'ont fait les millions d'images qui étaient derrière les fronts des grands-parents morts il y a un demi-siècle, des parents morts eux aussi. Des images où l'on figurait en gamine au milieu d'autres êtres déjà disparus avant qu'on soit né, de même que dans notre mémoire sont présents nos enfants petits aux cotés de nos parents et de nos camarades d'école. Et l'on sera un jour dans le souvenir de nos enfants au milieu de petits enfants et de gens qui ne sont pas encore nés » *(NA).*

Le numérique a reconfiguré l'intimité en « journal extime ». Pour Pierre Assouline, « *Le Journal extime*[5], qui correspond mieux à notre air du temps, n'a pas pour autant éliminé le journal intime à l'ancienne. Ceci n'a pas tué cela. Mais chez les écrivains, il peut prendre la forme originale d'un blog. On en connait quelques-uns parmi ces blogs à part, suivis chaque jour par des milliers de lecteurs fidèles ainsi venus aux nouvelles : François Bon *(Le Tiers livre)*, Claro *(Le clavier cannibale)*, Jacques-Pierre Amette alias Paul Edel *(Près, loin)*, André Markowicz *(Facebook)* et Eric Chevillard *(L'autofictif)* ainsi que Pierre Maury *(Journal d'un lecteur)* et Michel Crépu *(La Nouvelle Revue française)* ou à l'étranger tel celui de l'espagnol Antonio Munoz Molina *(Visto y no visto)* ».

Cherchez les femmes ?

Journal de guerre, des tranchées à la cuisine ?

À côté de l'activité du ou de la diariste quotidienne, donnant lieu au journal intime, des journaux pouvaient démarrer à l'occasion d'évènements exceptionnels : la guerre en est un et les journaux de la période 14-18 furent légion. Par exemple, à partir de 1914, Paul Destombes, architecte à la retraite, tient un journal à Roubaix, en zone occupée. Il a d'ailleurs fait l'objet d'une réédition sous format numérique lors des commémorations de la Grande guerre, avec des tweets journaliers[6]. Ou encore *J'étais médecin dans les tranchées* du médecin chirurgien Louis Maufrais et publié par sa petite-fille journaliste Martine Veillet, à l'occasion des nonante ans de l'armistice (2008)… l'écriture de soins comme une écriture de combat… Comme le disait l'historien Philippe Dautrey[7], « la guerre de 1914-1918 a été autant écrite que vécue ». Et davantage écrite depuis les tranchées que depuis les cuisines ou de l'arrière des combats, où les femmes étaient occupées à remplacer les hommes dans toute une série de fonctions.

Sous l'influence d'une personne bien scolarisée ou du modèle du cahier d'écolier, des carnets de guerre personnel ont permis de porter un autre regard sur l'histoire officielle. La pratique se perpétue lors du second conflit mondial. C'est aussi une entreprise permettant des jeux de fiction inédits, ainsi « Édith Thomas[8] tenant, parallèlement à son propre

5 | https://cutt.ly/ntGthhx.

6 | https://twitter.com/pdestombes1418.
7 | https://cutt.ly/JtGtzBb.
8 | https://cutt.ly/otGtE17.

(réel) journal, le journal d'un (fictif) pétainiste, qu'elle baptise Célestin Costedet » (Philippe Lejeune[9], 2019).

Et justement, qu'en est-il de la place des femmes dans cette masse de journaux de guerre ? Il y les journaux des infirmières au front. Par exemple celui de Julie Crémieux, *Souvenirs d'une infirmière*, paru en 1918, celui de Jane de Launoy en 1936, *Infirmières de guerre : service commandé. Front de 14 à 18*. Comme ces cahiers antérieurs, les journaux de bord tenus aujourd'hui par les internes et soignant·e·s seront sans doute des archives précieuses pour les futures pandémies. Le spécialiste de l'autobiographie, Philippe Lejeune a dressé une bibliographie des journaux tenus par des femmes durant l'occupation française de la Seconde Guerre mondiale. Il en répertorie quarante-quatre (contre plusieurs centaines rédigées par les hommes). On retiendra cependant pour cette période trois journaux écrits par des femmes emblématiques, dont l'un a connu un immense succès populaire : il s'agit du *Journal d'Anne Franck* (1947). Les deux autres sont le *Journal de guerre* de Simone de Beauvoir et *Une Femme à Berlin* (1954), paru d'abord anonymement et puis attribué à la journaliste Martha Hillers.

Le premier nous touche parce qu'il fait partie de ces journaux personnels dont la mort tragique de la rédactrice est connue, comme pour les écrits identiques de ceux et celles qui finirent dans les camps de la mort. Le quotidien non seulement confiné, mais caché de la protagoniste dans des circonstances dramatiques n'empêche pas l'écriture légère et optimiste de ses journées : « Nous ne sommes pas trop mal ici, car nous pouvons faire la cuisine et écouter la radio en bas, dans le bureau de papa. M. Kleiman et Miep et aussi Bep Voskuyl nous ont tellement aidés, ils nous ont déjà apporté de la rhubarbe, des fraises et des cerises, et je ne crois pas que nous allons nous ennuyer de sitôt. Nous avons aussi de quoi lire et nous allons acheter encore un tas de jeux de société. Évidemment, nous n'avons pas le droit de regarder par la fenêtre ou de sortir. Dans la journée, nous sommes constamment obligés de marcher sur la pointe des pieds et de parler tout bas parce qu'il ne faut pas qu'on nous entende de l'entrepôt. Hier nous avons eu beaucoup de travail, nous avons dû dénoyauter deux paniers de cerises pour la firme, M. Kugler voulait en faire des conserves. Nous allons transformer les cageots des cerises en étagères à livres » *(Journal d'AF).*

Simone de Beauvoir a tenu un journal presque toute sa vie durant. Son *Journal de guerre* couvre la période du début des hostilités, de septembre 1939 à janvier 1941 et est constitué de sept carnets. Sa publication isolée a été faite en miroir du journal de Sartre (connu sous le nom *Les carnets de la drôle de guerre*, *septembre 1939-juin 1940*) et la lecture conjointe des deux épistoliers — et de la correspondance publiée par après — permet de retracer la manière dont le couple a vécu cette période noire.

Les études menées par la suite pointent chez elle le désir de dépasser le récit de soi pour écrire une histoire incarnée, se faire « mémorialiste » à l'image d'un Malraux ou d'un de Gaulle. « Le fait est que je suis écrivain : et une femme écrivain, ce n'est pas une femme d'intérieur qui écrit, mais quelqu'un dont toute l'existence est commandée par l'écriture », déclare-t-elle dans *La Force des choses*, soulignant ainsi la volonté de dépasser le simple récit de soi. « À cette époque, on n'attend pas d'une femme qu'elle écrive ses mémoires[10]. »

9 | https://cutt.ly/1tGtTIs.

10 | https://cutt.ly/VtGtHdv.

Enfin, *Une femme à Berlin* est, je l'ai mentionné plus haut, un journal publié d'abord de façon anonyme et ensuite attribué à la journaliste allemande Marta Hillers. Il a été rédigé entre le 20 avril et le 22 juin 1945 et dépeint la vie quotidienne des Berlinois et surtout des Berlinoises lors de la débâcle allemande, et dans l'attente angoissée de l'armée russe. C'est aussi un témoignage sur les violences et les viols à l'égard des femmes en temps de guerre : « Je n'ai pu m'empêcher de penser quelle chance j'avais eue jusqu'alors — dans ma vie, l'amour n'avait jamais été une corvée, c'était un plaisir. On ne m'avait jamais forcée et je n'avais jamais dû me forcer. C'était bon, tel que c'était. Aujourd'hui, ce n'est pas l'excès qui me met à bout. C'est ce corps abusé, pris contre son gré, et qui répond par la douleur » *(Une femme à Berlin)*.

La réception du texte a été houleuse. Publié pour la première fois en 1954 en anglais, il fut très mal reçu en Allemagne, où la guerre restait un énorme tabou. En mai 1968, le texte circula car la manière dont l'autrice y parlait de sexualité et de domination masculine était extrêmement contemporaine. Enfin, il a été republié en 2003, mais a suscité de nombreux débats historiographiques et quant à sa maternité : avait-il bien été rédigé d'une seule main par la journaliste allemande ?

Trois journaux de femmes, trois destins, trois œuvres littéraires…

Journaux de confinement, entre quotidien, humour et philosophie

Philippe Lejeune, encore lui, a poursuivi ses recherches au XXIe siècle en prenant en compte les nouveaux médias numériques dans *Cher écran, journal personnel, ordinateur, internet* (2000) les nouveaux diaristes et les pratiques interactives des journaux et blogs personnels en ligne, « le diariste [blogueur] ne suit que certains fils de son existence, ce qui fait problème, ou le passionne : le journal [en ligne] n'est nullement un récit complet de sa vie, ni un fidèle autoportrait. Parce qu'il n'est écrit que pour soi et qu'il passe sous silence bon nombre d'informations contextuelles évidentes pour l'auteur, un journal intime est dès lors bien plus difficilement lisible qu'un billet de blog » (Lejeune, 2000, p. 30-33).

Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont passés par là et les comptes facebook, twitter, Instagram d'écrivain·e·s servent de journal extime. En ces temps de fermeture des lieux scolaires, certain·e·s professeur·e·s ont innové en mettant en place des blogs sur le confinement comme David Paternotte : « Sexe et genre sous confinement » où, chaque jour, un billet anonyme traite de cette thématique particulière. Le professeur et philosophe Pascal Chabot tient tribune lui dans La libre Belgique et nous livre ses réflexions sur le temps, l'histoire, la protection, le destin… : « philosophe confiné » tenant lieu de philosophie dans le boudoir ?

Les allusions et les comparaisons à la guerre sont-elles de mise dans les propos et journaux des écrivain.es ? Bien entendu, l'allocution présidentielle avait ouvert les vannes. Très explicite dans le texte (qui a aussi suscité la polémique) de Marie Darrieussecq qui rappelle, ironie du sort, que « Les affiches d'une expo sur l'Exode nous poursuivent… ». Et de renvoyer au texte du journaliste François Guillaume Lorrain[11] : « Coronavirus : souvenirs d'exode. Avant le confinement, les citadins sont tentés de partir. Une exposition, fermée, montrait les Parisiens dans l'exode de 1940. Retour sur un traumatisme. » Daniel Pennac[12] conforte aussi la comparaison : les Français n'ont pas vécu un évènement commun de cette sorte

11 | https://cutt.ly/itGt1Kb.
12 | https://cutt.ly/VtGt0M2.

depuis la Second Guerre mondiale. Et d'élargir aussi à des situations de prise d'otage ou du goulag ! Interrogé sur France Inter le 17 mars, l'écrivain évoque l'otage Jean-Paul Kauffmann, « enfermé pendant des mois et des mois, et qui a sauvé son esprit en relisant indéfiniment le deuxième volume de *Guerre et Paix*, de Tolstoï », ou encore Soljenitsyne, « sauvé du goulag par la lecture ».

Même son de style chez les diaristes anonymes : « Coronavirus. Le journal de confinement[13] d'un hameau de campagne, près de Nantes. Journal de "guerre" : Dans ce village poste frontière métropole/pays de Retz, entre Bouaye et Saint-Mars-de-Coutais (Loire-Atlantique), une poignée de familles expérimentent le confinement, instauré en raison de l'épidémie de coronavirus. Première semaine sous le soleil et dans une relative bonne humeur. Pas une mauvaise n'a résisté. » Ou encore sur ce site qui encourage, comme exutoire, à tenir son journal de confinement pour la transmission de l'expérience, à la manière d'une guerre menée depuis son intérieur : « Dans quelques décennies, au coin du feu après le repas dominical, Jean-Marcel vous demandera : "Comme toi tu es vieux, tu as dû vivre la guerre du coronavirus ?" Et là, comme nos ainés avant nous, on pourra prendre une voix grave et dire : "Oh oui, j'y étais". Même si pour nous, le front consistait à rester à la maison devant un film et à se laver souvent les mains. »

Il faudra attendre maintenant, voir si l'incertitude, le temps suspendu du confinement sera propice à l'éclosion d'oeuvres pérennes, à l'instar de *La Peste*, qui justement liait l'image de la maladie à la métaphore de la guerre… *Longtemps je me suis confiné·e de bonne heure…*

13 | https://cutt.ly/WtGt3Wa.

Ont collaboré à ce numéro

Mohamed Chourak est professeur d'économie, université d'Hiroshima

Lotte Damhuis est membre de la cellule recherch'action de la Fédération des services sociaux Lotte.Damhuis@fdss.be

Pierre de Buyl est physicien, postdoctorant FWO à la KULeuven, http://pdebuyl.be/

Laurent de Sutter est philosophe, professeur de théorie du droit à la Vrije Universiteit Brussel (VUB)

Xavier Dupret est chercheur auprès de l'association culturelle Joseph Jacquemotte et doctorant en économie à l'université de Nancy (France), xavierdu2002@yahoo.fr

François Fecteau est chercheur-doctorant au Graid/Institut de sociologie de l'université libre de Bruxelles. Ses travaux portent sur l'analyse critique des discours sur le rôle des universités dans la société, francois.fecteau@ulb.ac.be

Marta Gracia Blanco est licenciée en droit et en théorie de droit, elle a travaillé pendant dix ans dans des PME. Depuis mai 2015, elle est bourgmestre de La Almunia de Doña Godina (Saragosse, Espagne)

José Halloy est professeur des universités en physique, université Paris Diderot, jhalloy@gmail.com

Cristal Huerdo Moreno est maitre de langues à l'université Saint-Louis, collaboratrice pédagogique à l'UMons et traductrice, huerdo@fulladsl.be

Olivier Klein est professeur de psychologie sociale à l'université libre de Bruxelles et à l'UMons et codirecteur en chef de la *Revue Internationale de psychologie sociale*

Thomas Lemaigre est économiste et chercheur, thomas@lemaigre.net

Renaud Maes est rédacteur en chef, professeur à l'université Saint-Louis Bruxelles, renaud.maes@revuenouvelle.be

Charlotte Maisin est membre de la cellule recherch'action de la Fédération des services sociaux, charlotte.maisin@fdss.be

Christophe Mincke est docteur en droit et sociologue, directeur du département de criminologie de l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC) et professeur à l'université Saint-Louis Bruxelles, www.mincke.be

Derek Moss est anthropologue

Gérald Renier est syndicaliste FGTB, reniergerald@gmail.com

Laurence Rosier est docteure en philosophie et lettres, professeure de linguistique française et de didactique du français langue première à l'ULB, laurence.rosier@ulb.ac.be

Arnaud Ruyssen est journaliste

Alexia Serré est membre de la cellule recherch'action de la Fédération des services sociaux, alexia.serre@fdss.be

Barbara Sylvain est autrice, comédienne et metteuse en scène, présidente du Comité belge de la Société des auteurs et compositeurs dramtiques (SACD), codirectrice artistique du collectif Oh my god.

Fanny Beljonne, Tiffany Brenard, Sylvie Caroy, Manon Desmet, Marina Hantz, Clara Hoyas, Martin Labie, Nora Lo Manto, Hélène Massin, Marie Michael sont étudiantes de traduction littéraire Master 2 de l'École d'interprètes internationaux de l'UMons

LA REVUE NOUVELLE

Avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Région de Bruxelles-capitale et de la Cocof

Membre du réseau eurozine, www.eurozine.com

COMITÉ DE RÉDACTION

Albert Bastenier, Baptiste Campion, Donat Carlier, Béatrice Chapaux, Pierre Coopman, Olivier Derruine, David D'Hondt, François Fecteau, Pascal Fenaux, Azzedine Hajji, Guillermo Kozlowski, Cristal Huerdo Moreno, Thomas Lemaigre (codirecteur et administrateur-délégué), Renaud Maes, Charlotte Maisin, Aude Merlin, Christophe Mincke (codirecteur), Michel Molitor, Boris Najman, John Pitseys, François Reman, Pierre Reman, Carmen Rodriguez, Laurence Rosier, Paola Stévenne, Corinne Torrekens, Luc Van Campenhoudt, Geneviève Warland

Rédacteur en chef : Renaud Maes

Secrétariat, mise en page
et mise en ligne : Carmen Rodriguez

REDACTION, GESTION DES ABONNEMENTS ET DES VENTES

rue du Marteau 19 – 1000 Bruxelles
tél. : +32-(0)2/640 31 07
redaction@revuenouvelle.be
www.revuenouvelle.be

ABONNEMENTS

institutions : 100 € – normal : 85 €
étudiants/enseignants/alloc. sociaux : 65 €
UE : 119 € (htva) – hors UE : 130 €
paiement par mensualités possible
ING : BE79 3100 8279 3933

GRAPHISME
Navalorama

IMPRESSION
Ciaco LLN

ÉDITEUR RESPONSABLE
Christophe Mincke,
place de Cuesmes 21, 7033 Mons

EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES SUIVANTES :

BRUXELLES
Kiosque (du Palais de justice), pl. Poelaert 1 (1000)
PUB, av. P. Héger 42 (1000)
Tropismes, galerie des Princes 5-11 (1000)
Tulitu, rue de Flandre 55 (1000)
Färm, av. Rogier 383 (1030)
Librairie du Noyer, rue du Noyer 238 (1030)
Filigranes, av. des Arts 38 (1040)
Candide, pl. Brugmann 2 (1050)
Les yeux gourmands, av. J. Volders 64 A (1060)
Couleur Livres, av. Jean Volders 22 (1060)
Librairie Centrale, av. Adolphe Demeur 63-65 (1060)
Librairie-presse Volders, av. Jean Volders 40 (1060)
Trazegnies, chée de Charleroi 47 (1060)
La Tricoterie, La Revuethèque, rue Th. Verhaegen 158 (1060)
VER sprl, rue Eugène Desmet 2 (1090)
UOPC, av. G. Demey 14-16 (1150)
La Bascule, chée de Waterloo 662 (1180)
Press World sprl, chée de Waterloo 715 (1180)
Alti-Cent, pl. de l'Altitude Cent 26 (1190)
Cook&Book, place du Temps libre 1 (1200)
À Livre ouvert, rue Saint-Lambert 116 (1200)

RIXENSART
Le Chat botté, rue du Monastère 4

LOUVAIN-LA-NEUVE
Furet, rue Charlemagne 10 - place Agora 11
Duc-Ciaco, Grand-Rue 2-14

JODOIGNE
L'Ivre de papier, rue Saint Jean 34

WATERLOO
Graffiti, chée de Bruxelles 129

COURT ST ETIENNE
Quatre-Quarts, rue Emile Henricot 61X gare SNCB

LIÈGE
Pax, pl. Cockerill 4
Livre aux Trésors, rue S. Laruelle 4
Librairie des Vennes, rue des Vennes 44

VERVIERS
Librairie des Augustins, Pont du Chêne 1

NAMUR
Furet, rue E. Cuvelier 53-55
Papyrus, rue Bas de la Place 16
Point Virgule, rue Lelièvre 1
Antigone, pl. de l'Orneau 17 (Gembloux)
Au Bia Bouquin, av. Jean Marterne 128 (Jambes)

MONT SUR MARCHIENNE
Librairie Huwart, av. P. Pastur 22-24

NEUFCHÂTEAU
Oxygène, rue St Roch 26

MARCHE EN FAMENNE
Livre'S, av. de France 9

MONS
Scientia, passage du Centre 47

LA LOUVIÈRE
L'Écrivain public, rue de Brouckère 45

PARIS
Librairie Wallonie-Bruxelles, 46 rue Quincampoix

numéro

3

Numéro 3 / 2020 • 75e année

éditorial

Une revue face à la crise

Que peut faire une revue face à la pandémie de Covid-19 ? Tenter autant que possible de contribuer à penser cette crise, et son après. C'est le sens de ce dossier exceptionnel.

italique

Nocturnes à la fenêtre

« Dans une pièce plongée dans l'obscurité, deux hommes fument accoudés à une fenêtre. Dehors, on aperçoit un océan de toits et, au loin, une lune ronde et brillante.

L'un

La souffrance, c'est surfait, mon pote. On devrait pas en avoir aussi peur. J'te parle pas de souffrance physique, ça c'est une vraie merde. Mais l'autre souffrance, la vraie, elle prend le dessus simplement parce qu'elle nous fout les boules alors qu'en fait personne ne succombe à une blessure à l'âme. Passe-moi le joint.

L'autre

Toi, le stick te rend philosophique. Ça doit être parce que ça rime : stick – philosophique. »

Paraît 8 fois par an
Ne paraît pas en aout
Prix du numéro : 12 euros

ISSN: 0035-3809

9 770035 380002 03